

Tom Thomas

# Les mondialisations

2<sup>e</sup> trimestre 2003

Contradictions

L'Harmattan



## INTRODUCTION

*« La grande industrie a créé le marché mondial préparé par la découverte de l'Amérique... Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour... »*

En 1848 Marx et Engels constataient déjà, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, la mondialisation dont on nous rabat aujourd'hui les oreilles comme s'il s'agissait d'un phénomène nouveau qui expliquerait les misères et horreurs contemporaines ! Comme si, plus absurde encore, on pouvait, dans le cadre des rapports capitalistes, opposer une mondialisation maîtrisée à une mondialisation « libérale » !

Combattre la mondialisation « libérale » serait le fin du fin de la lutte pour sortir des catastrophes économiques, écologiques, humaines. Pour vivre mieux ! Ceux qui avancent cette cible tentent, en l'affinant ainsi par l'adjonction de l'adjectif « libérale », de se démarquer des nationalistes et xénophobes, de ceux qui font de l'étranger et du cosmopolitisme l'ennemi. Eux ne mangeraient pas de ce pain là. Ils ne refusent pas toute mondialisation, ils ne prônent pas le repli sur soi. C'est, disent-ils, qu'ils ne refusent pas le marché, ni même les multinationales et le capital financier. Ils refusent seulement le fait que les Etats laissent agir librement ces forces, ne leur imposent aucune limite, aucune régulation, alors que leur rôle, en tant que soi-disant représentants de l'intérêt général, serait au contraire de mettre le capital (« l'économie » dans leur vocabulaire) au service de l'homme.

Cette démarche prétend que la puissance de l'Etat, si elle était bien utilisée, permettrait de combattre les mauvais aspects du capitalisme contemporain (la domination sans partage du capital financier, de la rente, de la spéculation, du parasitisme, de la maximisation du profit à court terme, etc.) au profit des « bons » (l'entreprise, la création d'emploi, des vues rationnelles à long terme, etc.). Nous ne referons pas ici la critique

de ces élucubrations apologétiques du monde bourgeois<sup>1</sup>. Nous rappellerons seulement que loin de « laisser faire », l'Etat intervient vigoureusement, et de plus en plus, pour organiser et soutenir la reproduction du système capitaliste, c'est-à-dire, au premier chef, la valorisation du capital qui en est la condition de base. C'est son essence même d'Etat<sup>2</sup>, il ne peut, sauf à ne pas exister, faire que cela. Or, la mondialisation dite libérale n'étant pas autre chose, comme nous le verrons, qu'une nécessité inhérente à cette valorisation, un phénomène inhérent au capital lui-même, il en découle que l'Etat en est, et ne peut en être, qu'un organisateur essentiel. Ceci quelle que soit la fraction de la bourgeoisie, droite ou gauche, qui l'occupe.

Toutefois, si la critique de ceux (la gauche, molle, ou « 100% à gauche », ou ATTAC) qui opposent étatismes et libéralisme de façon radicale est tout à fait utile pour mettre à nu le caractère absolument vain de leurs propositions, elle n'est pas encore une caractérisation de la mondialisation moderne. Pour le faire, pour donc mettre à jour les racines de l'objet de la lutte, tracer ce qui peut construire un réel combat antimondialisation, il ne suffit pas non plus d'énoncer cette vérité élémentaire que la mondialisation n'est que l'extension mondiale du capitalisme. Certes. Mais ce serait faire comme si rien n'avait changé depuis des siècles, depuis l'époque des Grandes Découvertes du 16<sup>ème</sup> siècle, ou celle des Empires coloniaux des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup>. Car c'est justement en isolant et détachant arbitrairement du capitalisme certains des traits nouveaux de son développement que les critiques étatistes de la mondialisation « libérale » prétendent qu'il s'agit d'exagérations, qu'on pourrait éliminer en favorisant une forme de capitalisme plus raisonnable. C'est en analysant ces traits nouveaux que nous montrerons au contraire qu'ils ne sont que spécifiques à un stade historique tout à fait déterminé du capitalisme, et qu'on ne peut les éliminer sans l'éliminer.

Nous verrons alors que le stade historique actuel du capitalisme, qui détermine la forme dite « libérale » que prend la mondialisation, n'est nullement caractérisé seulement par l'hégémonie d'un capital financier hypertrophié et sans contrôle, ou encore l'hégémonie militaire US, mais aussi, et plus profondément, par une division mondiale du travail spécifique qui concentre dans les métropoles impérialistes tous les moyens de l'appropriation des richesses, notamment les forces scientifiques.

1 Sur ce point, je me permet de renvoyer à *L'Hégémonie du Capital Financier et sa Critique*, éditions Albatroz.

2 Voir *L'Etat et le Capital*, éditions Albatroz.

Sur ce plan, les analyses sont rares. L'œuvre célèbre de Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de 1916, reste encore à ce jour une des meilleures. Notamment quand il y démolit les thèses kautskystes selon lesquelles l'existence d'un super-impérialisme, d'un capital financier et monopoliste mondial, rendrait possible une organisation rationnelle de l'économie par une voie pacifique pour peu qu'existe un pouvoir politique démocratique et déterminé. Son argumentation s'appliquerait d'ailleurs parfaitement aux thèses actuelles comme celles d'ATTAC. Pourtant, pour magistrale et déterminante qu'elle ait été à son époque, comme d'ailleurs l'ensemble de ses thèses sur la question nationale, elle est à reprendre sur certains points. Ne serait-ce que parce que, au lieu du « stade suprême » ainsi prophétisé il y a un siècle, nous avons eu plutôt un développement accéléré du capitalisme, malgré et à travers ses crises.

Il reste que je ne ferai jamais, dans cet ouvrage, que caractériser les traits généraux spécifiques de la mondialisation moderne (dite libérale). Et cela ne remplacera pas la nécessité d'une analyse, au cas par cas, de la situation des différents pays, des conflits, etc. Parler de la situation mondiale en un court ouvrage amènera nécessairement à tracer à trop grands traits les rapports sociaux qui la déterminent. Restant dans la généralité, j'utiliserai les termes interchangeable tels que Tiers-monde, pays en développement (PED), pays moins avancé (PMA), Périphérie et Centre (ou métropoles), Sud/Nord, qui, bien que fort vagues, sont ceux du langage courant. Leur principal inconvénient est qu'ils suggèrent l'existence de blocs homogènes alors qu'il n'y a, concrètement, que des niveaux de développement plus ou moins différents, des hiérarchies, des rapports contradictoires d'unité et de lutte. Mais en même temps, en essayant de caractériser cette situation mondiale complexe, nous verrons que ces termes, s'ils ne sont pas des concepts qui délimiteraient rigoureusement des blocs homogènes, désignent quand même une vérité importante, qui justifie leur utilisation dans une analyse qui en reste aux caractères généraux de la mondialisation. Cette vérité se manifeste dans les écarts croissants qui séparent de plus en plus la petite poignée des pays dominants (USA, Europe UE, Japon) des autres, même si, derrière ces échappés eux-mêmes de forces inégales, le peloton lui aussi s'étire.

Enfin, et pour en terminer avec la présentation de l'objet de cet ouvrage et de ses limites, il faut remarquer que le choix de diviser l'histoire de la mondialisation en trois grandes époques, mondialisation marchande, coloniale, et « libérale », ne veut évidemment pas dire que ces trois carac-

téristiques qui les définissent ne s'enchevêtrent pas les unes avec les autres au fur et à mesure du mouvement historique. Chacune d'elle est seulement la caractéristique spécifique déterminante qui fait que telle forme de la mondialisation se distingue de telle autre suivant ces époques. Les deux premières seront analysées brièvement, dans le premier chapitre, puisque, en ce qui concerne la première, Marx a déjà excellemment montré dans *Le Capital* le rôle de la mondialisation dans la genèse du capitalisme et ses premiers développements industriels. Je ne ferai donc ici sur ce point qu'en résumer très succinctement les travaux. En ce qui concerne la seconde, la forme coloniale de la mondialisation, elle a également fait l'objet de multiples études, qui ont bien mis à jour, notamment, son caractère horrifique (esclavage, travail forcé, massacres, expropriations, pillages, etc.), et son aboutissement dans les deux guerres mondiales de repartage du monde. Malgré l'importance de ces points, et celle de rappeler l'incroyable sauvagerie de l'accumulation capitaliste pas seulement dans sa genèse primitive mais aussi dans cette deuxième phase, post-primitive, je ne reviendrai pas en détail sur cette période afin de laisser la plus grande part de la place disponible à l'analyse de la mondialisation contemporaine dite libérale, et à ses conséquences.

## Chapitre 1.

# LA MONDIALISATION DES DEBUTS DU CAPITALISME

### 1. DU CAPITAL MARCHAND AU CAPITALISME INDUSTRIEL, OU DES COMP-TOIRS AUX COLONIES

Les empires, la domination de territoires et de peuples étrangers par un autre, le despotisme brutal, le pillage des richesses et du travail d'autrui, ont évidemment existé bien avant le capitalisme et le colonialisme. Ce qui est spécifique au phénomène colonial, ce sont ses rapports, que nous allons préciser, avec la naissance et les premiers développements du capitalisme. C'est en quoi il fut une condition de l'appropriation du travail d'autrui (de ses moyens et de ses résultats) et de l'accumulation propres à ce mode de production.

Les conquérants antiques, qu'ils furent pilliers se retirant avec leur butin ou fondateurs d'empires, ont pu causer bien des ruines ou faire mûrir bien des civilisations. Mais ils n'ont pas apporté de changements radicaux aux systèmes sociaux de leur temps qui, au delà de leurs diversités, restaient fondés sur la propriété foncière plus ou moins communautaire, l'esclavage ou le servage, et la domination religieuse.

Il en est allé tout autrement du système colonial. Forme de mondialisation spécifique à un certain stade de développement du capitalisme, il a bouleversé les systèmes sociaux des colonies, mais aussi contribué puissamment à transformer les métropoles elles-mêmes. Il a été un moment et un facteur de « *ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles* (qui) *distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes* », que Marx et Engels constataient dans le *Manifeste* de 1848.

A l'origine du capitalisme il y a eu, on le sait, le monde marchand se développant dans et contre le monde féodal finissant. Avec d'abord le développement de villes commerciales comme Venise, Gênes, Bruges, la Hanse, etc. Dans ce monde fondé sur le commerce, le profit n'est qu'une sorte de vol : revendre plus cher ce qu'on a acheté moins, vendre la marchandise au dessus de ce qu'a coûté son achat et son transport. Ruse fon-

dée sur la nouveauté et la rareté du produit, tels soieries, épices, métaux précieux, amenés de l'étranger. D'où le développement de flottes et de comptoirs commerciaux au fur et à mesure de la découverte de territoires nouveaux. D'où l'effritement de l'autarcie (la production pour soi), l'accroissement des échanges, et donc aussi du besoin d'une plus grande quantité d'argent pour les monnayer, de la « soif de l'or » qui pousse les conquérants des Nouveaux Mondes. Et d'où la naissance d'une première accumulation d'argent en quelques mains marchandes, qui servira de base de départ au capital.

Le comptoir, port, enclave, et forteresse, sert d'abord de point d'appui au trafic commercial et aux razzias. Puis, avec l'Espagne en Amérique, suivie de la Hollande dans les Indes Orientales, on passe à la conquête de territoires entiers, à leur occupation et à leur mise en exploitation (mines et plantations) par la réduction de leur population à un quasi esclavage. Ainsi naissent les premières colonies, autant de la lutte perpétuelle entre les différentes compagnies commerciales (chaque puissance européenne a, à cette époque, ses Compagnies des Indes, Orientales et Occidentales) pour éliminer les concurrents et s'assurer des monopoles, que de la recherche de nouvelles sources de richesses. Double raison aussi à la course pour les étendre sans cesse. Comme ces grandes compagnies commerciales sont chargées de gérer le système des comptoirs et des premières colonies par délégation du pouvoir royal, avec son appui, et contre sérieuses redevances, leurs rivalités deviennent immédiatement des rivalités entre les pays colonisateurs, amenant le pouvoir politique à mettre directement la colonisation sous sa coupe, les compagnies ne pouvant plus assurer sa dimension militaire grandissante. Ce qui entraîna d'incessantes guerres mercantiles aux 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles. Au cours de celles-ci l'Angleterre réussit à terrasser, les uns après les autres, tous ses concurrents (Hollandais, Espagnols, Français), et à constituer un immense Empire colonial. Celui-ci va jouer un rôle essentiel dans son accession au rang de plus grande puissance industrielle et financière du monde du 19<sup>ème</sup> siècle (et jusqu'en 1914).

C'est le rôle de la colonisation dans cette métamorphose, dont l'Angleterre est ainsi le prototype d'avant-garde, qui nous servira ici d'exemple pour l'ensemble du monde capitaliste, qu'il faut maintenant examiner.

Les économistes ont souvent prétendu que le capitalisme était né du monde des artisans, des villes. En quelque sorte par une simple extension de la petite production vers la grande. Marx a montré au contraire que le

capital n'avait pu se développer que contre la petite production, et, pour commencer, en la contournant.

Certes le monde urbain du Moyen-Âge en Europe voit s'accroître les divisions du travail en de nombreux métiers spécialisés, parallèlement à l'invention d'outils qui exigent des qualifications personnelles pointues. Cela poussait au travail pour l'échange (puisque chacun ne produit plus qu'une spécialité), pour l'argent, en même temps qu'à la propriété personnelle de ses moyens d'existence (puisque celle-ci semblait dépendre de ses qualités et travail personnels).

Mais aussi ce monde de la petite production urbaine voyait son développement bloqué par les règles corporatistes issues des formes communautaires passées, qui l'organisaient, le protégeaient, et auxquelles il était très attaché, ainsi que par les multiples barrières du monde féodal, tel que l'attachement des paysans-serfs à la terre, les innombrables droits seigneuriaux et leur fiscalité écrasante, les juridictions et règles différentes, etc. La corporation réglemente étroitement les métiers, fixant ce que chacun d'eux est autorisé à produire (de sorte qu'aucun ne puisse empiéter sur un autre et s'étendre sur toute une filière), le nombre maximum de compagnons employés par chaque maître (pour limiter la concurrence au sein de chaque métier), et avec quels matériaux, techniques, outils (qui constituent en quelque sorte un bien collectif de la corporation), qu'il est interdit d'améliorer individuellement (toujours pour limiter la concurrence sur les plans qualitatifs comme quantitatifs). D'une façon générale, le système corporatiste empêche que certains maîtres puissent accumuler beaucoup plus que d'autres et, embauchant plus de compagnons, dominant un marché, se transforment en capitalistes. Marx avait bien noté cette conséquence<sup>1</sup> : « *Les lois des corporations du Moyen-Âge empêchaient méthodiquement la transformation du maître en capitaliste... La corporation se gardait également avec un zèle jaloux contre tout empiètement du capital marchand, la seule forme libre du capital qui lui faisait vis-à-vis. Le marchand pouvait acheter toute forme de marchandise, le travail excepté* ». Et aussi cette autre conséquence qui était le blocage du progrès technologique, allant jusqu'à l'interdiction d'employer de nouvelles machines, matériaux, procédés, en même temps qu'était aussi empêchée une plus grande division du travail, la réunion d'une masse d'ouvriers « libres » (sans règles corporatistes codifiant étroitement leur travail, sans outils à eux) : « *L'organisation corporative excluait donc la division manufacturière du travail, bien qu'elle en développât les conditions*

1 K. Marx, *Le Capital*, E.S., I, 2, p.48.

*d'existence en isolant et perfectionnant les métiers. En général le travailleur et ses moyens de production restaient soudés ensemble comme l'escargot à sa coquille. Ainsi, la base première de la manufacture, c'est-à-dire la forme capital des moyens de production, faisait défaut. »*

Le corsetage de la production dans le corporatisme faisait du commerce extérieur le seul grand moyen d'accumulation, et des zones rurales indépendantes des corporations urbaines le lieu privilégié du libre développement du capital. Celui-ci s'est donc développé dans cette double extériorité à l'artisanat et à la ville, en contournant en quelque sorte la petite production urbaine avant de la détruire par la manufacture et l'industrie.

Le commerce extérieur était le plus lucratif des commerces, puisque c'est lui qui amenait les produits qu'on pouvait vendre librement et chers, puisqu'ils étaient nouveaux et non bridés en quantités et qualités par les règles corporatistes. Avec lui s'est développé le capital commercial et bancaire. A vrai dire il ne s'agit là encore que de capital au sens vulgaire du terme : une accumulation d'argent. Pour qu'il devienne réellement capital, cet argent doit acheter du travail productif de plus-value, entrer par là dans un procès de valorisation. Le capital, on le sait, n'est pas l'argent, mais le rapport entre le propriétaire des moyens de production et ceux qui, n'en ayant pas, doivent travailler pour lui. Donc, pour que le capital « *viennne au monde il faut que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrases aux producteurs*<sup>2</sup> ». Il faut que les « escargots », les producteurs, aient été dessoudés de leur coquille, leurs moyens de production.

Cela c'est le capital marchand qui a pu l'accomplir. Son accumulation préalable à une échelle suffisante, qui est essentiellement le résultat du commerce extérieur, notamment maritime, a permis cette première appropriation de moyens de production. D'abord les marchands, interdits de produire dans les villes, développent une sous-traitance dans les campagnes alentours (travail à domicile commandité par eux), importante dès la fin du 15<sup>ème</sup> siècle en Italie, Flandres, etc. Cent mille fileuses étaient encore ainsi employées en Seine-Inférieure en 1789<sup>3</sup>. Le marchand commanditaire contrôle les débouchés, fixe le travail à accomplir en quantité et qualité, les prix, parfois même il fournit certaines matières premières, certains outils, etc. Il se subordonne aussi des artisans urbains par des commandes (par exemple auprès des canuts à Lyon dans le domaine de la

2 *Ibidem*, I, 3, p.155.

3 P. Veltz, *Le nouveau monde industriel*, éd. Gallimard, note 1, p. 50.

soie) et par des avances d'argent. Finalement, et suivant des processus très divers selon les pays, il finit par réunir par milliers ceux qu'il emploie déjà ainsi comme ses salariés (payés à la tâche), dans des manufactures où il peut accroître la division du travail, et mieux les dominer<sup>4</sup>. La manufacture « s'empare d'abord de l'industrie rurale d'appoint, filage et tissage, le travail qui exige le moins d'habileté transmise par les corporations, et de formation artistique »<sup>5</sup>. De telles manufactures existaient d'ailleurs dès le 15<sup>ème</sup> siècle dans une ville marchande libre comme Venise, où l' Arsenal était une quasi entreprise industrielle, l'énergie mécanique en moins. De tels ports libres, voués au commerce extérieur et « où la production est donc pour ainsi dire directement et naturellement orientée vers la valeur d'échange »<sup>6</sup>, sont les seules villes où se développent les manufactures. Plus tard des manufactures s'implanteront aussi à l'intérieur des territoires, mais avec privilèges royaux spéciaux et hors des grandes villes et de leurs corporations (cf. sous Colbert par exemple). Bref, les manufactures se développent principalement à l'extérieur du monde de la petite production urbaine « ...dans les ports de mer centres d'exportation ou aux endroits de l'intérieur situés hors du contrôle du régime municipal et ses corporations »<sup>7</sup>. Avec la manufacture se développe la première forme capitaliste de division du travail, la « domination formelle » du capital sur l'ouvrier (formelle, car celui-ci reste encore propriétaire d'un savoir-faire particulier indispensable qui lui conserve une certaine puissance face au patron).

Ainsi le capital marchand, par le double contournement du monde féodal et corporatiste (accumulation de l'argent par le commerce extérieur, développement de la production dans les zones rurales et portuaires), a posé les bases de l'épopée capitaliste. Mais si l'accumulation préalable de capital marchand a été une condition initiale essentielle de l'appropriation privée des moyens de production, il en était une autre pour que se développe le rapport capitaliste : il fallait qu'il y ait, disponibles face à ces moyens, des producteurs libérés de tout attachement, que ce soit à la terre de leur seigneur ou à la corporation, ou à leur maître, afin d'être libres de se vendre. Le moyen bien connu de la réaliser fut le despotisme violent et barbare du pouvoir royal pour expulser les paysans des terres, communautaires ou libres, qu'ils cultivaient. Il n'est pas nécessaire

4 Pour un exposé synthétique plus détaillé, cf. P. Veltz, *op. cit.*, chap. 2, De la corporation à la fabrique.

5 K. Marx, *Grundrisse*, E.S. 1, p. 449.

6 *Ibidem*.

7 K. Marx, *Le Capital*, I, 3, p. 193.

ici de répéter cette histoire d'une violence inouïe que Marx a si vigoureusement retracée<sup>8</sup>. Dans les premières colonies, ce fut encore plus systématiquement et massivement pire, avec le travail forcé dans les mines d'or et d'argent du Nouveau Monde, la mortalité effarante qui s'en suivit, et avec l'ignoble commerce des esclaves, qui se développa jusqu'aux débuts de l'ère industrielle, particulièrement pendant le 18<sup>ème</sup> siècle des Lumières, et qui fit la richesses des bourgeoisies des ports européens (Liverpool, Nantes, Bordeaux, etc.) organisatrices du fameux commerce triangulaire. « *Ce fut la traite des nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liverpool* » note Marx<sup>9</sup>. Et l'argent accumulé par ce commerce a ensuite fondé l'industrie cotonnière anglaise et la grandeur de Manchester. « *La formation du capital anglais au cours du 17<sup>ème</sup> siècle s'est faite, pour un tiers, sur le commerce international des esclaves.* »<sup>10</sup>

L'or et l'argent arrachés des mines américaines par « *l'enfouissement des indigènes dans les mines* », « *les commencements de conquête et de pillage aux Indes Orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires...* », furent « *les procédés idylliques* » de l'accumulation primitive, qui signalent « *l'ère capitaliste à son aurore* »<sup>11</sup>. Ce n'est évidemment pas un hasard si l'Angleterre est le pays qui a le plus radicalement et brutalement exproprié ses paysans pour en faire des ouvriers, qui a le plus développé ce sordide commerce triangulaire et qui, en quelques 200 ans, a mené et gagné « *la guerre mercantile* » contre tous ses rivaux pour s'assurer le monopole du pillage colonial, et qui est aussi devenue pendant la même période la plus grande, et presque unique en son temps, puissance industrielle, capitaliste. Ce capital est bien issu de cette « mondialisation » pré-coloniale, et non de la simple extension de la petite production « nationale » (on peut ici utiliser ces mots même si ces concepts n'existeront que plus tard), de même qu'en est issu le capitalisme en Europe occidentale. La mondialisation n'est pas, ni à l'origine du capitalisme, ni même aujourd'hui (comme nous le verrons plus loin), une excroissance plus ou moins monstrueuse de celui-ci. Elle lui est inhérente, consubstantielle. Elle en est même d'abord une condition (c'est le commerce extérieur qui précède l'industrie en accumulant le premier capital-argent), avant d'en être aussi un résultat (l'industrialisation développe le commerce exté-

8 Pour mémoire, cf. les chapitres 27 et 28 du *Capital*, E.S. I, 3, p.157 et suivantes.

9 *Ibidem*, p. 201.

10 J. Petras, H. Veltemeyer, *La face cachée de la mondialisation*, éd. Parangon, p.36.

11 K. Marx, *Le Capital*, E.S., I, 3, p.193.

rieur). Finalement l'observation lapidaire de Marx à propos de la mondialisation est parfaite : « *La tendance à un marché mondial est immédiatement donnée dans le concept de capital* »<sup>12</sup>, et, peut-on ajouter, parfaitement vérifiée dans l'histoire concrète.

Du moins venons-nous de le voir en ce qui concerne les origines, la phase dite d'accumulation primitive et de développement des premières manufactures. Lequel développement, avons nous rappelé, s'accompagne du passage du commerce fondé sur les comptoirs à un commerce fondé sur la colonisation, l'occupation des territoires. Dès lors les puissances dominantes s'assurèrent des débouchés pour leurs manufactures en pleine croissance en ruinant l'artisanat dans les colonies, voire en interdisant d'y produire des marchandises concurrentes à celles des métropoles. Le régime colonial était encore à dominante commerciale à ses origines. Mais, et nous en reparlerons tout au long de cet ouvrage, ce ne sont pas les flux d'exportation (de marchandises ou, plus tard, de capitaux) qui, comme à l'époque mercantile, caractériseront dorénavant la « mondialisation ».

Marx ne néglige pas cet aspect des choses (l'exagère même peut-être) quand il analyse le système colonial comme assurant « *des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial.* » Mais en ajoutant aussitôt : « *Les trésors directement extorqués hors d'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital* »<sup>13</sup>, il voit bien cet aspect, plus essentiel encore, qu'il ne s'agit plus maintenant d'un commerce extérieur permettant une simple accumulation d'argent (phase mercantile), mais de « trésors » qui vont « fonctionner comme capital ».

Qu'est-ce à dire ? Comment ? Il ne s'agit pas essentiellement d'exportations de marchandises métropolitaines qui feraient sortir en retour des monceaux d'argent des colonies, lesquels s'investiraient dans des industries métropolitaines, lesquelles à leur tour revendraient une part significative de leur production aux colonies. Nous verrons, au chapitre suivant, que cette part fut en fait, certes non pas négligeable, mais peu importante relativement aux exportations vers les autres pays plus développés. Car pour acheter beaucoup, pour être des débouchés essentiels, il aurait au moins fallu que les colonies soient riches au lieu d'être ruinées par le pillage colonial et le monopole des productions métropolitaines. Sur ce point la phrase de Marx posant les colonies comme « débouchés »

12 *Grundrisse*, E.S. I, p. 347 (ou Pl. 2, p. 258).

13 *K. Marx*, *Le Capital*, E.S., I, 3, p. 195-196.

pour la métropole doit être nuancée : ce ne fut pas leur rôle principal. Celui-ci fut surtout d'établir une nouvelle division du travail, mondiale, posant les colonies comme fournisseurs de matières premières nouvelles et bon marché. Ici, ce sont moins les quantités des flux qui comptent, que le fait que ces matières premières permettront et stimuleront le développement de productions et de besoins nouveaux dans les métropoles, et y donneront par là un gigantesque coup de fouet au développement industriel et à l'accumulation du capital. « ...*L'expansion du marché universel et le système colonial font partie des conditions d'existence général de la période manufacturière, lui fournissant de riches matériaux pour la division du travail dans la société.* »<sup>14</sup> Ici Marx met le doigt sur le point essentiel à saisir. Le développement du capital, c'est celui de l'appropriation par lui des moyens de production, pas seulement formellement, juridiquement, mais en tant et de façon qu'elle permette celle du travail qui les utilise, qui seul produit la plus-value (appropriation du travail physique jusqu'à celle des qualités du travail, des savoir-faire aux sciences). L'effectuation concrète de cette appropriation passe par le développement de cette division sociale du travail particulière qui organise à la fois cette dépossession des travailleurs immédiats (domination formelle, puis réelle du capital) et leur séparation en éléments segmentés et concurrents (double aspect de la dépossession : aliénation de l'individu et destruction de la classe). C'est ce à quoi concoure toute mondialisation capitaliste, et, pour commencer, la mondialisation sous sa forme coloniale. Développement de l'appropriation et développement de la division du travail à l'échelle mondiale (lequel est la mondialisation) sont un seul et même mouvement historique.

Cette thèse sera mieux argumentée dans les chapitres suivants, qui étudieront le colonialisme comme forme de mondialisation de l'ère industrielle, puis la mondialisation dite « libérale » de l'époque actuelle.

Il a souvent été dit que Marx n'avait analysé que sommairement la question coloniale. C'est exact. Mais dans ce sommairement il y a déjà beaucoup, notamment à travers l'analyse des rapports entre la colonisation de l'Inde et l'expansion de l'industrie cotonnière anglaise, première phase du développement industriel de l'Angleterre.

L'histoire de ces rapports est typique de l'évolution d'une colonisation marchande de l'ère mercantile (pré-capitaliste) vers une colonisation capitaliste de l'ère industrielle. Aux débuts les compagnies commerciales des Indes, anglaise, hollandaise, française, s'enrichissaient de leurs comp-

---

14 *Ibidem*, 1, 2, p. 44.

toirs en exportant vers la métropole les épices et les textiles, les fameuses indiennes, dont ce pays, avec ses millions d'artisans villageois, était le premier producteur mondial. La qualité et la nouveauté de ces tissus de coton créent une forte demande dans toute l'Europe, un nouveau besoin. Les rivalités font rage. Mais les anglais gagnent les guerres mercantiles du 18<sup>ème</sup> siècle et colonisent l'Inde, surtout pour en exclure les français et l'avoir pour eux seuls. Leurs manufactures, qui s'étaient mises à fabriquer ces nouveaux tissus de coton, arrivent à produire à meilleur prix que les artisans indiens (« *le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers* »<sup>15</sup>), les ruinent et avec eux tout le système rural communautaire autarcique. L'économie de la société indienne traditionnelle est disloquée, tandis que le capital anglais s'arroge le monopole sur ces textiles sur son marché colonial et national. Puis, avec les machines mues par la vapeur, les manufactures deviendront usines, et produiront pour le monde entier. Il leur faut alors de beaucoup plus grandes quantités de matières premières. Cette exigence poussa en retour à la transformation de l'Inde en producteur de coton pour les usines anglaises de Manchester. D'où des famines incessantes dans un pays tout à coup privé de ses productions vivrières de riz et autres céréales. Finalement l'industrie cotonnière anglaise deviendra rapidement la plus puissante du monde, grâce à une productivité décuplée par cette nouvelle division coloniale du travail (à laquelle participaient aussi, comme autres grands producteurs de coton, les Etats esclavagistes du Sud des futurs USA).

Dans cet exemple des conditions du développement de l'industrie textile anglaise, on a celui du rapport colonial type. Et dans ce rapport il y a essentiellement cette division du travail nouvelle qui voit le capitalisme se développer comme industrie manufacturière dans la métropole et comme industrie de matières premières nouvelles et bon marché dans les colonies, le tout dans le cadre d'un marché fermé, protégé, et avec l'aide financière et militaire du pouvoir politique.

« *De nos jours (mi 19<sup>ème</sup> siècle, n.d.a.), la suprématie industrielle implique la suprématie commerciale, mais à l'époque manufacturière proprement dite (16<sup>ème</sup>-18<sup>ème</sup> siècle, n.d.a.), c'est la suprématie commerciale qui donne la suprématie industrielle* »<sup>16</sup>. Dans deux articles de juin

15 *Manifeste du Parti Communiste*, éd. Pékin, p.38.

16 K. Marx, *Le Capital*, E.S., I, 3, p. 196.

et juillet 1853<sup>17</sup>, Marx observait que la Compagnie des Indes Orientales, créée en 1600, pratiquait une invasion et un despotisme qui s'ajoutaient à toutes celles et ceux que l'Inde avait connus par le passé. Mais cette entreprise de pillage éhonté « *ne constitue pas un trait distinctif de la domination coloniale britannique* ». Ce trait distinctif du colonialisme apparaît plus tard. Il est que « *l'Angleterre a détruit les fondements du régime social de l'Inde* ». Cette destruction allie la violence militaire à « *la science britannique et l'utilisation de la machine à vapeur par les anglais* », qui ont ruiné les activités traditionnelles de l'Inde jusque là florissantes. Par exemple, « *de 1818 à 1836, les exportations de filés de Grande Bretagne en Inde augmentèrent (dans la proportion, n.d.a.) de 1 à 5200* ». Puis, tandis qu'à l'origine « *l'aristocratie voulait la conquérir, la ploutocratie la piller et l'oligarchie manufacturière la subjuguier par ses marchandises à bas prix...L'oligarchie manufacturière a découvert que la transformation de l'Inde en grand producteur est devenue d'importance vitale pour elle.* » En fait elle n'a d'abord découvert que l'importance d'y produire coton, thé, etc., à bas prix. Mais Marx prévoit que le développement des chemins de fer en Inde, s'il n'est d'abord fait « *que dans l'intention exclusive d'en tirer à moindre frais le coton et autres matières premières pour les manufactures* » d'Angleterre, entraînera l'industrialisation du pays, « *ils deviendront en Inde les avant-coureurs de l'industrie moderne* ». Ce qui est effectivement arrivé, même si le rôle que Marx donne dans cet article de journal aux seuls chemins de fer est une explication un peu courte, et qu'il n'ait nulle part ailleurs non plus envisagé toutes les causes, plus complexes, qui ont déterminé le procès qui a abouti à la forme de mondialisation que nous connaissons aujourd'hui.

Le coton fourni à bas prix aux premiers capitalistes anglais, grâce à la réduction des coolies indiens à un quasi esclavage, et des noirs américains à un total esclavage, et l'expropriation radicale des paysans anglais qui leur fournissait une masse ouvrière presque aussi misérable pour les usines et les mines, voilà les bases de l'industrialisation de l'Angleterre, qui aboutit à l'empire de la reine Victoria, sur lequel, comme celui de Charles Quint, le soleil ne se couchait jamais. A la base du capitalisme anglais triomphant, mais de celui plus attardé de ses rivaux de l'époque aussi, il y a cette double division du travail et de l'appropriation des richesses : entre les métropoles et les colonies, entre les prolétaires et les

17 Voir « La domination britannique en Inde », et « Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde », Edition Moscou, Marx, *Oeuvres Choisies*, t. 1, p.508 à 516.

bourgeois. Les deux ne feront que s'approfondir par la suite. Mais avant de l'exposer, examinons de plus près le procès, dont l'exemple de l'Inde vient de nous donner le cadre général, par lequel le colonialisme apparaît comme une condition de la valorisation et de l'accumulation du capital dans les métropoles.

## 2. L'ÉCHANGE INÉGAL DANS LE COLONIALISME

On vient de voir, avec l'exemple des rapports Inde/Grande Bretagne, que ce qui distingue le colonialisme de la phase mercantile de la mondialisation qui l'a précédé (distinction qui ne s'est évidemment pleinement formée que sur une longue période), c'est son rôle particulier dans le développement du capital industriel. Il ne s'agit plus d'un simple système commercial, avec ses comptoirs, entrepôts et voies de communication plus ou moins militarisés, qui accumule des fortunes entre les mains de marchands, qui les réinvestissent, en partie en flottes et nouvelles expéditions, en partie en palais, terres, titres nobiliaires, mécénat et autres munificences, mais de la mise en œuvre d'un procès de valorisation par l'investissement manufacturier et industriel. Il est d'emblée mondial, englobant colonies et métropoles. Le capital s'y déploie pour ce qu'il est, non pas argent, trésor, mais valeur se valorisant par le travail des prolétaires, richesse matérielle et intellectuelle appropriée par le pôle capital, toujours et uniquement sis dans la métropole.

Le commerce stricto sensu ne crée rien, et le profit commercial vient d'une marchandise achetée en dessous de sa valeur ou vendue au dessus. Il est une simple différence entre prix d'achat et prix de vente. Par contre, « *le profit capitaliste provient de ce qu'il a à vendre quelque chose qu'il n'a pas payé* »<sup>18</sup>. On sait que Marx a découvert que ce quelque chose est le surtravail, la différence entre ce que le capitaliste paie pour acheter la force de travail, et ce qu'il obtient par l'usage de tout le travail qu'elle fournit, qui est incorporé à la marchandise.

Le monopole, et la lutte pour le monopole, sont déjà caractéristiques du profit mercantile, puisque la concurrence tend à rabaisser les prix de vente vers les prix d'achat. Le système colonial est un aboutissement de cette tendance. C'est en luttant pour évincer leurs concurrents et s'assurer un monopole sur quelques produits exotiques forts lucratifs à la revente (coton, sucre de canne, bananes, thé, café, cacao, épices, etc.), que

<sup>18</sup> K. Marx, *Le Capital*, E.S., III, I, p.61.

les compagnies commerciales poussent à la conquête de territoires entiers, dont les populations sont alors soumises à un quasi esclavage, au travail forcé, aux redevances. Ce sont d'abord (au delà du cas particulier des mines d'or et d'argent) des plantations coloniales qui se développent, comme segments du procès global de valorisation du capital métropolitain, fournissant ces produits à des prix plus bas, et en plus grandes quantités, aux segments industriels de ce capital. Alors que le commerce ne faisait qu'accumuler ici ce qu'il pillait là-bas, en une sorte de jeu à somme nulle, le capitalisme produit ici et là-bas de la plus-value et développe son mouvement d'accumulation et d'accroissement incessant. Mais cette plus-value est captée pour l'essentiel par le pôle capital, en métropole.

Il s'établit finalement entre la colonie et la métropole, au sein du rapport général de domination despotique politico-militaire, un rapport économique particulier « d'échange inégal » fondé sur ce que Marx appelait « la plus-value extra ». On sait qu'il s'agit d'une sorte de supplément de plus-value par rapport à la moyenne sociale, qui tient à la productivité plus élevée de certaines entreprises sur les autres. Pour en rappeler le principe, supposons par exemple que l'une, par le moyen d'innovations technologiques, produit 1000 mètres de tissus, avec le même nombre d'ouvriers et dans le même temps que les autres en produisent 200 en moyenne. La valeur sociale produite est la même (même quantité de travail incorporée dans les 1000 et dans les 200). Peu importe sa grandeur ici. Supposons, par exemple, qu'elle soit de 100 (heures de travail social). Mais la valeur d'un mètre de la première (0,1), est 5 fois moindre que celle d'un mètre des autres (0,5). On dit que la valeur particulière de la première est inférieure à la valeur sociale, de marché, de ce produit, ici 0,5. Il peut être vendu au dessous de cette valeur sociale (qui réalise le profit moyen de la branche), par exemple 0,4 le mètre, évinçant ainsi les concurrents, tout en laissant une plus-value extra (qui se manifestera en profit extra), ici de 0,3 au dessus de la valeur particulière du mètre de tissus produit par l'entreprise performante. C'est-à-dire que chaque mètre de tissus de ce capital plus productif sera échangé comme s'il contenait une quantité de travail plus grande (0,4) qu'il n'en contient réellement (0,1), comme s'il s'agissait de travail plus intense (fournissant une plus grande quantité dans le même temps), ou ayant duré plus longtemps. De sorte que l'échange au prix représentant la valeur de 0,4 est alors un échange inégal, puisque la valeur (la quantité de travail) réellement fournie par le capital plus productif dans cet échange n'est que de 0,1.

Toutefois cette possibilité d'obtenir une plus-value extra ne dure que le temps que les concurrents n'adoptent eux aussi les nouvelles technologies, que de nouveaux capitaux ne s'investissent dans cette branche avec ces nouvelles techniques, attirés par les profits plus élevés qu'elles permettent. Elle ne dure que le temps du monopole qu'on en a. Après, les prix s'alignent sur la nouvelle valeur sociale moyenne, donc sont diminués pour chaque unité produite (c'est alors un facteur de l'accroissement de la plus-value dite « relative », dont nous examinerons plus particulièrement les rapports spécifiques avec la mondialisation au chapitre 3).

Dans une branche d'activité donnée les capitaux plus productifs obtiennent une marchandise d'une valeur individuelle inférieure à la valeur sociale, moyenne. Cela implique évidemment que d'autres capitaux, moins productifs, produisent cette marchandise au dessus de cette valeur moyenne. Les premiers réalisent une plus-value extra en vendant chaque unité de marchandise au dessus de sa valeur individuelle, les seconds seront obligés de la vendre en dessous d'une valeur individuelle pour eux plus élevée. La plus-value extra n'est jamais qu'un transfert de la plus-value produite par l'ensemble des capitaux les moins productifs de la branche vers les plus productifs.

Marx a analysé en détail le phénomène de la plus-value extra dans le cadre d'une branche industrielle d'un pays capitaliste déjà développé. Il l'étend ensuite aux rapports entre pays capitalistes (commerce extérieur), sans argumenter particulièrement ce point. « *Dans son application internationale, la loi de la valeur (échange de quantités de travail égales n.d.a.) est encore plus profondément modifiée, parce que sur le marché universel le travail national plus productif compte aussi comme travail plus intense, toutes les fois que la nation plus productive n'est pas forcée par la concurrence à rabaisser le prix de vente de ses marchandises au niveau de leur valeur* »<sup>19</sup>. « Compte aussi comme travail plus intense », même si en réalité il ne l'est pas, on retrouve exactement la définition de la plus-value extra. Ce qui se conçoit en effet si on considère que, dire qu'un pays est, dans son ensemble, à un moment donné, plus avancé qu'un autre du point de vue de la productivité générale, c'est dire que l'ensemble de son capital social, toutes branches confondues, bénéficie, globalement, d'une plus-value extra dans ses échanges avec cet autre, comme avec tous ceux qui sont moins productifs (ce qui se manifeste notamment par des flux d'exportations et des variations de taux de change monétaires que nous n'avons pas à examiner ici). Marx dit encore explici-

19 *Ibidem*, I, 2, p. 230-231.

tement que le pays le plus productif est vis à vis des autres « *tout comme le fabricant qui, utilisant une invention nouvelle avant sa généralisation, vend à meilleur marché que ses concurrents et néanmoins au dessus de la valeur individuelle de sa marchandise, c'est-à-dire met en valeur, comme surtravail, la productivité spécifiquement supérieure du travail qu'il emploie* »<sup>20</sup>. Il y a donc échange inégal (de quantités de travail inégales) entre pays chaque fois qu'il existe des différences de productivité que la concurrence n'a pas effacées, et d'autant plus inégal qu'elles sont fortes.

Ce rapport spécifique d'échange inégal s'applique de façon particulière aux rapports colonies/métropoles du fait que, dans ce cas, il ne peut pas y avoir concurrence et rattrapage du « retard » des colonies sur les métropoles. Il se créera alors une division mondiale, profonde et durable, du procès de valorisation, qui sera en elle-même un facteur essentiel, bien au delà de la plus-value extra et de l'échange inégal, de l'accumulation dans les métropoles (comme nous le verrons plus loin). Il faut considérer en effet que, dans le rapport colonial, le capital métropolitain n'affronte pas d'autres capitaux, mais un système de petite production pré-capitaliste, figé dans des normes sociales conservatrices (corporations, castes), qui ne peut en aucun cas former un capital concurrent, mais ne peut qu'être détruit. Détruit sans pouvoir être remplacé, comme dans la métropole, par un capital national, du fait que la puissance du capital métropolitain, les bas prix de ses productions, et tout cela complété encore par les interdictions décrétées par le colonisateur, l'empêchent de se former. La formation d'un capital national compétitif nécessite toujours, au minimum, une phase initiale de protectionnisme, le temps de rejoindre le niveau de productivité international, ce que la domination coloniale interdit (par contre elle est vigoureusement protectionniste vis-à-vis des autres nations développées concurrentes). Bien des expéditions coloniales avaient d'abord pour but d'exiger la destruction des frontières douanières, l'ouverture de ports, de voies de pénétrations, l'obtention de monopoles commerciaux, bref la « liberté » de briser l'économie locale par l'invasion de marchandises bon marché (y compris l'opium pour la vente duquel l'Angleterre mena une guerre célèbre contre la Chine en 1839-42). De plus, la ruine du pays ainsi entreprise accentue sa faiblesse relative et contribue à ce qu'il devienne totalement dominé, colonie de plein exercice dans laquelle la métropole organisera méthodiquement l'appauvrissement de la population locale (à l'exception des compradores et autres collaborateurs stipendiés). Par exemple, parlant de la compagnie des In-

---

20 *Ibidem*, III, 1, 250.

des Hollandaises, un universitaire de la Sorbonne plutôt apologiste de la colonisation, écrit : « *ses revenus ne devaient être en principe que des revenus commerciaux, mais ce furent de véritables recettes de domination lorsque les souverains indigènes furent contraints de délivrer les denrées à des prix déterminés* »<sup>21</sup> (par le colonisateur bien entendu). Ce à quoi s'ajoutaient les expropriations, le travail forcé, et bien d'autres exactions.

Ainsi la colonie n'a aucune possibilité de rattraper son retard de productivité sur la métropole. Pis, celui-ci ne peut que s'accroître, et avec lui l'échange inégal et, au delà, la division mondiale du travail propre au capitalisme. Le capital métropolitain, appuyé par l'Etat, pourra, seul, ou presque, utiliser les colonies (ce qui amènera leurs révoltes pour leur indépendance, à commencer par les futurs USA). Et il ne le fera qu'en fonction de la division du travail spécifique dont nous avons parlé, segmentant ses investissements entre colonies et métropole en fonction de la production du maximum de plus-value qu'il peut obtenir dans cette aire de valorisation protégée, où, en général, il exerce un quasi monopole. A partir d'un certain niveau, les écarts de productivité, de puissance scientifique et technologique, d'accumulation de richesses sous toutes leurs formes, entre les métropoles et les colonies sont tels qu'ils sont irrattrapables dans le cadre des rapports capitalistes. Le « libre-échange » peut alors succéder au colonialisme sans remettre en cause la domination des métropoles impérialistes. Ce qui donnera la « mondialisation libérale » (cf. chapitre 3).

Il faut insister sur ce fait que la colonisation n'est pas que le moyen d'un échange inégal enrichissant les bourgeoisies métropolitaines par le pillage des colonies. Si elle n'était que cela, elle se serait rapidement affaiblie, le propre de la plus-value extra étant d'être éphémère, soit que le retard de productivité est comblé, soit que le capital retardataire est ruiné, et disparaît. Dans l'échange inégal, il n'y a, comme dans tout mécanisme de plus-value extra, qu'un transfert de plus-value des branches moins productives vers les plus productives. Certes l'extension du rapport d'exploitation aux peuples des colonies augmente d'autant plus la production générale de plus-value que cette exploitation y est particulièrement forte, s'agissant de coolies, esclaves, travail forcé, réquisitions. Toutefois si la base de la production de plus-value est ainsi élargie, et donc aussi la masse de capital pouvant se reproduire, ce n'est pas la plus-value extra (l'échange inégal) qui augmente le taux de profit de cette masse dans sa globalité, puisqu'il ne s'agit, par définition, que de transferts de plus-

21 Ch. Robequain, *Le Monde Malais*, éd. Payot, 1946, p. 345.

value d'un segment à l'autre de celui-ci. Ce qui l'augmente, et accélère encore bien plus vigoureusement le procès d'accumulation que l'élargissement géographique de l'aire de valorisation du capital, c'est surtout la nouvelle division du travail coloniale. Si la colonisation a donné un essor considérable au capitalisme, c'est surtout par les nouveaux produits et matières premières qu'elle fournit, et qui plus est à bas prix du fait à la fois du bas niveau de vie des colonies et de l'exploitation forcenée des autochtones. Il y a là, dans ces bas prix, un vaste transfert de valeur qui manifeste évidemment l'échange inégal. Mais, surtout, il y a un élargissement de la production, couplée avec un approfondissement mondial de la division du travail capitaliste, qui est un facteur puissant d'accroissement de la production de plus-value dans les métropoles elles mêmes, par les ouvriers métropolitains (et à l'époque coloniale l'industrie est encore très majoritairement dans les métropoles). Cet élargissement de la production permet, mécaniquement, d'accroître les bases de l'accumulation. Cette division du travail coloniale (ce que les économistes appellent pudiquement l'utilisation des « avantages comparatifs ») permet de trouver les ressources les plus accessibles et les moins chères, de spécialiser les lieux de production aux points les plus favorables, tout ceci en même temps qu'une production à la fois plus massive et plus spécialisée permet aussi de faire des « économies d'échelle ». D'où un abaissement général des coûts de production, matières premières et biens de subsistances (d'où abaissement du coût salarial) qui produit une augmentation de la production de la plus-value, dans sa forme dite « relative ». C'est une analyse que Marx avait fort bien produite en considérant les effets du commerce extérieur en général : « *il permet d'élargir l'échelle de la production* », et il fait aussi « *baissier le prix soit des éléments du capital constant, soit des subsistances nécessaires en quoi se convertit le capital variable* »<sup>22</sup> (c'est-à-dire le prix des matières premières, notamment, et le salaire). Mais il n'avait pas détaché, comme il est nécessaire de le faire, le rôle spécial et tout à fait primordial des colonies dans ce phénomène.

Puisque l'échange inégal a fait couler beaucoup d'encre chez les économistes dits « tiers-mondistes », observons donc à ce propos, qu'il ne faut pas prendre un effet, réel, pour la cause. Ce n'est pas d'abord parce qu'il y a eu échange inégal que les colonies (ou aujourd'hui les pays dominés) sont pauvres, mais parce qu'elles étaient pauvres (faible productivité) qu'il y a eu échange inégal. Lequel n'est ensuite qu'un facteur

---

22. K. Marx, *Le Capital*, E.S., III, 1, p. 250 et 249. Observons que et...et, serait mieux que « soit...soit ».

d'accroissement de ces écarts de productivité qui le fondent. Autrement dit il n'y aura « échange égal » qu'à conditions de productivité égales, c'est-à-dire qu'à conditions égales d'appropriation des sciences et des techniques, et de tout ce qui donne la maîtrise des moyens de production, et non par les moyens utopiques d'un quelconque accroissement de « l'aide » au Tiers-monde, ni même d'un nationalisme dépassé depuis longtemps (ce dont nous reparlerons plus loin). Car changer les conditions de l'appropriation, c'est renverser tous les rapports capitalistes.

Si la cause, et les remèdes, prêtent ainsi à confusion, le constat du résultat est unanime : c'est l'accroissement des écarts d'accumulation des richesses en défaveur des colonies, qui dessine bien les contours de deux mondes inégaux, dont l'un semble se vider en quelque sorte au profit de l'autre. Contours quelque peu variables au fil du temps (par exemple les USA sont passés du statut de colonie au 18<sup>ème</sup> siècle, à celui de grande puissance coloniale au 19<sup>ème</sup> ; le Japon accède à ce rang en écrasant la Russie en 1905). Contours également quelque peu flous, puisqu'il existe concrètement toutes sortes de situations différentes : par exemple divers pays sont, comme la Chine et la Perse au 19<sup>ème</sup> siècle, des quasi colonies, d'autres sont dans des situations intermédiaires plus ou moins dominées, etc. Mais il n'en reste pas moins exact que la ruée des grandes puissances vers les colonies et le « partage du monde » qu'elles opèrent constituent un fait tout à fait caractéristique du 19<sup>ème</sup> siècle industriel (cf. le fameux Congrès de Berlin de 1878). De même que le fait que les rivalités coloniales conduisirent jusqu'à l'immense boucherie de 1914-1918. Les inégalités croissantes entre ces deux mondes amenèrent Lénine à observer, très justement, l'importance politique de distinguer les nations opprimées des nations oppressives dans le processus d'union révolutionnaire des prolétaires du monde entier, et la nécessité d'adopter des tactiques différentes vis-à-vis de la question nationale pour chacun de ces deux cas. Nous y reviendrons.

La lutte des peuples colonisés pour obtenir l'indépendance constituera une limite essentielle à la colonisation. Mais aussi le protectionnisme, les colonies étant la forme de mondialisation qui correspond spécifiquement à ce stade de développement du capital. Marx note que l'Angleterre s'est érigée au 19<sup>ème</sup> siècle en première puissance capitaliste mondiale en combinant en « *un ensemble systématique ... à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste* »<sup>23</sup>.

23 *Ibidem*, I, 3, p. 193.

Le premier et le quatrième de ces facteurs s'effaceront plus tard, tandis que les deux autres joueront au contraire un rôle grandissant. Mais le protectionnisme (donc les colonies et territoires) joue un rôle effectivement essentiel dans les débuts de l'industrialisation. Car à ce stade historique, la production de la plus-value doit se réaliser malgré une productivité encore relativement faible du travail. C'est-à-dire que l'ouvrier doit travailler longtemps pour produire plus que ce qu'il consomme (et bien qu'il consomme fort peu). C'est l'époque, en Europe, des journées de 15 heures et plus, des semaines de 7 jours, du travail des enfants, etc. Ce terrible allongement de la journée de travail malgré des salaires très faibles est, on le sait, caractéristique d'une forme de la plus-value dite « absolue ». Caractéristique aussi des conditions encore fragiles et « rudimentaires » de la valorisation du capital. D'autant plus que ces ouvriers sont encore en nombre très élevé face aux machines ; ils possèdent aussi des savoir-faire qui les rendent parfois difficilement remplaçables. D'où une force de résistance particulière face aux patrons, alors même que ceux-ci doivent durcir au maximum les conditions de l'exploitation pour obtenir leur plus-value « absolue ». Dans ces conditions le capital (les patrons et l'Etat) doit imposer au prolétariat une discipline despotique des plus brutale, et lui livrer une guerre incessante, coûteuse et difficile. Et aussi se protéger de la concurrence internationale par le protectionnisme, ce qui est plus un avantage qu'un inconvénient tant que le marché national suffit à la valorisation d'un capital encore relativement peu développé.

Et, « heureusement » pour les capitalistes, face à ces difficultés particulières de l'accumulation, il y a les colonies ! Nous avons vu leur rôle essentiel dans la fourniture de certaines matières premières. Rabaisser leur coût au maximum est aussi un moyen d'augmenter la plus-value contenue dans le produit final, toujours alors métropolitain, en augmentant la part de celle-ci qui a été produite aux colonies. Il est encore beaucoup plus facile d'exploiter la main-d'œuvre coloniale, loin des regards critiques, en dehors des lois métropolitaines, sans souci d'élections, sans souci non plus d'émeutes ou de grèves que l'armée réduira par quelques massacres, sans guère de protestations des peuples métropolitains, en majorité indifférents, voire même, pour une part plus ou moins grande, se considérant comme supérieurs et civilisateurs. Enfin, dans une certaine mesure, les colonies servent aussi de débouchés complémentaires aux produits métropolitains.

Mais l'avantage colonial doit être aussi protégé que possible des nations développées concurrentes pour qu'il produise tous ses effets dans la valorisation du capital métropolitain. Car il est fondé sur le monopole commercial des produits d'importation, l'obligation pour les colonisés de cultiver certains produits d'exportation déterminés et de ne les vendre qu'au colonisateur, à des prix fixés par lui, etc. La colonie favorise donc la production de plus-value dans les métropoles en tant qu'intégrée au système protectionniste national. Elle y conditionne et accélère l'accumulation par la nouvelle division du travail et les nouvelles productions qu'elle permet. Elle l'accélère encore par l'échange inégal. Mais il ne tient que si la concurrence ne joue pas, que s'il y a un monopole de la domination, lequel permet en outre de pénétrer les marchés étrangers qui ne disposeraient pas des mêmes ressources. Le système colonial ne vaut que comme système protectionniste et monopoliste. Ce qui veut dire aussi que dans l'expansionnisme colonial on cherche autant à empêcher les pays concurrents d'accéder aux avantages coloniaux qu'à étendre son propre empire (on étend son empire pour empêcher les concurrents).

Ainsi la forme coloniale de la mondialisation est celle qui concilie la mondialisation comme condition générale de l'existence du capital, qui est « inhérente à son concept », à cette condition particulière des débuts de l'industrialisation du monde, qui commence par l'Angleterre, puis l'Europe et les USA, le protectionnisme. Les bases économiques de ce protectionnisme se prolongeront en une idéologie impérialiste, qui tendra à faire perdurer la forme coloniale de la mondialisation bien au delà du moment où elle aura fait son temps du point de vue même du développement de l'accumulation du capital. D'où des guerres coloniales non seulement barbares, mais parfaitement archaïques et inutiles du point de vue même du capital, dont la bourgeoisie française, particulièrement stupide et attardée, s'était fait une spécialité, en Algérie, Indochine, etc.

Nous allons en effet voir maintenant, au chapitre suivant, les limites de cette forme coloniale de la mondialisation, et les causes qui pousseront au développement de l'actuelle forme « libérale ». Ce faisant il nous faudra bien constater que le stade des empires coloniaux n'était pas « le stade suprême » annoncé par Lénine. Et nous verrons alors la cause de cette erreur de diagnostic dans la conception qui analyse la colonie comme, essentiellement, un débouché pour les marchandises ou les capitaux « excédentaires », pour la reproduction élargie du capital. En réalité elle est surtout une condition de cette reproduction moins en termes de débouchés qu'en ce qu'elle développe une nouvelle division du travail, et aussi de

nouveaux besoins, de nouvelles productions (dont les débouchés ne sont pas principalement dans les colonies). Elle est un moment de l'histoire de cette division du travail, c'est-à-dire un moment du développement de l'appropriation capitaliste par l'expropriation et l'aliénation des producteurs. Lequel développement n'aura jamais d'autre stade suprême qu'une révolution, dont nous dirons seulement ici que personne ne peut en prédire le temps. Nous verrons enfin non seulement que les formes de la mondialisation évoluent avec le mode de production capitaliste, ce qui n'est pas une surprise dès lors qu'on a compris qu'elle était inhérente à l'existence du capital, mais comment. Nous venons de voir brièvement le début de cette histoire avec le passage du mercantilisme au colonialisme. Poursuivons la avec l'analyse des limites et du dépassement du colonialisme.

## Chapitre 2.

# L'APOGEE DU COLONIALISME ET SES LIMITES

Comme nous venons de le voir à travers l'exemple des phases mercantile et industrielle du capitalisme, ce mode de production est le seul dans l'histoire à n'exister que comme mondialisation, condition de son engendrement comme de son développement. Avant lui toute forme d'empire n'était qu'une aventure militaire de pillage plus ou moins provisoire, ou l'extension d'une civilisation déjà existante.

Vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le partage du monde semble achevé, portant les rivalités coloniales au paroxysme, d'autant plus que quelques prétendants nouveaux se présentaient au partage : l'Allemagne après 1870, le Japon qui s'affirme comme puissance en Asie avec l'ère Meiji ouverte en 1866, les USA qui dépouillent les espagnols et mexicains de la Californie, du Texas, de Cuba, des Philippines, etc. Les uns voulant leur part, les autres ne voulant pas les voir accéder aux avantages coloniaux, ce fût la grande boucherie de 1914-1918. Elle semblait indiquer que les colonies étaient vitales pour le capitalisme au point de l'entraîner dans un carnage sans précédent, et apparemment sans autre perspective que de devoir recommencer sans cesse des guerres de partage et de repartage toujours plus destructrices (ce qui se produisit effectivement encore en 1939). D'où l'idée léniniste que cet impérialisme colonial était le « stade suprême » du capitalisme, dont les Centres pourrissaient à vivre de la rente impériale et à s'entre-tuer. Mais, et après 1945, un nouveau développement de la mondialisation (que nous examinerons au chapitre 3) repoussa ce stade suprême à une date ultérieure, qu'on ne connaît pas encore à ce jour.

Il convient donc d'analyser pourquoi le colonialisme (poussé avec le fascisme jusqu'à la conquête à tout prix d'un « espace vital » purement et racialement national) n'a été qu'une forme particulière, historiquement limitée, dans le développement du capitalisme (ceci dit sans ignorer la survivance actuelle de cette barbarie en quelques lieux, comme la Palestine), pourquoi et comment il l'a dépassée pour aboutir à la mondialisation « libérale » que nous vivons aujourd'hui.

Les théoriciens du colonialisme ont été nombreux à l'analyser comme une nécessité pour le capital en terme de débouchés pour ses surplus et sa reproduction élargie. Mode de production qui ne peut se reproduire qu'en produisant toujours davantage de capital sous toutes ses formes, marchandises, moyens de production, argent, il doit en effet sans cesse leur trouver des débouchés supplémentaires. Et cela est une des raisons qui l'obligèrent à faire entrer toutes les régions du monde dans son aire de développement.

Mais cette analyse est, à elle seule, insuffisante à rendre compte de la mondialisation et de ses différentes formes. Car les problèmes de la reproduction du capital ne se limitent pas à une simple question quantitative d'exportation de capitaux ou de marchandises. Ce qui la détermine, c'est sa valorisation par le profit. La tendance à la diminution du taux de profit inhérente au développement du capital industriel a amené certains théoriciens, telle Rosa Luxembourg, à considérer qu'elle ne pouvait être contrebalancée que si le capital trouvait des régions à économies pré-capitalistes où se déployer comme capital dans une aire de valorisation ainsi élargie. Mais il y avait là une limite géographique, la planète, à son extension. Une fois qu'il aurait ruiné partout la petite production, gagné le monde entier à l'industrie, la tendance à la diminution du taux de profit ne pouvait plus trouver d'autres moyens de contre-tendance, et, sans plus de possibilité de reproduction élargie, le capital atteignait alors inéluctablement son « stade suprême » avec l'apogée du colonialisme.

En réalité Marx avait déjà montré, par son analyse des différentes contre-tendances à la baisse du taux de profit, que la géographie n'était pas une limite absolue à la reproduction du capital. Il peut continuer à se valoriser, non seulement à travers des crises de dévalorisation brutales, mais aussi grâce au développement des facteurs conduisant à l'augmentation de la plus-value dite relative (c'est-à-dire obtenue par la diminution de la valeur des éléments qui forment celle du capital constant, matières premières et machinerie, et celle du capital variable, le salaire, de telle sorte que la valeur que forme le surtravail augmente « relativement » à ces deux autres, pour une valeur globale inchangée<sup>1</sup>). Augmentation de la plus-value relative à quoi il faut ajouter l'accélération de la rotation du capital, obtenue par le développement du crédit, l'allongement du temps d'utilisation des machines, la diminution de tous les temps d'immobi-

1 Si on prend le schéma de la reproduction simple, la valeur du produit se décompose en  $Cc+Cv+pl$ , donc si, pour une quantité de travail (ou valeur) donnée,  $Cc$  et  $Cv$  diminuent,  $pl$  augmente.

lisation du capital sous l'une ou l'autre des différentes formes qu'il revêt durant son procès de valorisation. Laquelle accélération multiplie d'autant la plus-value pour un même capital dans un même temps. Les facteurs de la plus-value relative se résument essentiellement aux hausses de productivité obtenues par les progrès scientifiques appliqués à la production, et par la plus grande division du travail qui les accompagne dans le système social particulier des rapports capitalistes. L'accélération de la rotation du capital n'est qu'un démultiplicateur de cette plus-value. La limite à l'augmentation de la plus-value relative n'est pas géographique, mais dans le fait que, paradoxalement, elle réduit sans cesse le fondement même de la plus-value : la quantité de travail vivant incorporée aux marchandises.

Nous avons déjà observé que la colonisation s'analysait surtout en tant que moment particulier du mouvement constant du capital vers une division mondiale du travail et une productivité toujours plus accrues. Marx, dans l'analyse pertinente qu'il donne dans *Le Capital* du rôle du commerce extérieur comme contre-tendance à la baisse du taux de profit, n'y distingue que sommairement le rôle essentiel et spécifique des colonies. Il observe surtout à leur propos que « ...les capitaux investis dans les colonies... sont en mesure de rendre des taux de profit plus élevés... », parce que la composition organique du capital y est plus faible (le niveau de développement y étant moindre), et « ...aussi grâce à l'emploi d'esclaves, de coolies, etc. »<sup>2</sup> En somme les colonies seraient un excellent débouché pour l'exportation de capitaux attirés par des profits plus élevés que dans les métropoles.

Or, cet argument, à première vue séduisant, est sommaire. C'est d'ailleurs Marx lui-même qui indique, très justement, que pays à bas salaires n'est pas automatiquement synonyme de taux de profit supérieur à celui d'un autre à salaires plus élevés. « Il pourrait y avoir suppression et même renversement de l'écart qui sépare les deux taux de profit nationaux si, dans le pays moins développé, le travail était moins productif, si une plus grande quantité de travail (ou même une égale quantité, n.d.a.) se traduisait par une quantité moindre de la même marchandise... ». Car, en effet, quand le travail est peu productif, « l'ouvrier (doit) consacrer une plus grande partie de son temps à la reproduction de ses propres

2 *Ibidem*, E.S., III, 1, p. 250. Rappelons : composition organique =  $Cc/Cv$  (en gros part des matières premières et des machines par rapport aux salaires), taux de profit = plus-value(pl)/ $Cc+Cv = pl/Cv//Cc/Cv+1$ , le taux diminue quand la composition organique  $Cc/Cv$  augmente.

*moyens de subsistance ou de leur valeur (à produire l'équivalent de son salaire, n.d.a.) et une fraction moindre à la création de plus-value, il fournirait moins de surtravail, de sorte que le taux de plus-value serait plus bas.* »<sup>3</sup> Autrement dit, entre deux pays à compositions organiques différentes, le taux de profit, qui est proportionnel au taux de plus-value et inversement proportionnel à la composition organique, n'est pas nécessairement plus élevé dans celui où elle est la plus faible ; « *il peut arriver... qu'une portion de la journée de travail plus grande ... constitue du surtravail dans le pays le plus développé.* » Et, ce qui arrive souvent, plus petite dans les colonies, tant y est faible la productivité par rapport aux métropoles. A quoi s'ajoutent les coûts élevés de transport vers la métropole, où sont les principaux débouchés compte tenu de leur développement et de la ruine des colonies.

Reprenons, pour expliquer ce phénomène, le même schéma simplifié que donne Marx en exemple<sup>4</sup>. Supposons 100 ouvriers accomplissant autant de travail nécessaire (Cv, leur salaire) que de surtravail (la plus-value) en reproduisant un capital constant (matières premières et outils) de 50. Ils produisent une valeur de  $250 = 50Cc + 100Cv + 100pl$ . Le taux de profit est de  $100/150$ , soit environ 66,66%. Supposons encore 100 autres ouvriers dans un pays moins développé, reproduisant le même capital constant travaillant le même temps, mais 2/3 pour eux et 1/3 pour le capitaliste (surtravail). Ils produisent donc toujours la même valeur, 250, mais qui se décompose ainsi :  $50Cc + 133,333Cv + 66,666pl$ . Le taux de profit est alors de environ 36,5%. Le pays développé, malgré une composition organique Cc/Cv plus élevée, bénéficie d'un taux de profit également plus élevé.

Une autre façon d'exprimer ce phénomène est de constater que lorsque, dans un pays, le travail est moins productif, il peut arriver que la force de travail y coûte plus cher au capitaliste. Non pas en valeur nominale, exprimée en prix monétaire, puisque le niveau du salaire est très bas, mais en ce sens qu'une plus grande part de ce qu'il produit revient à l'ouvrier que dans un pays plus productif. Là le salaire correspondrait à une valeur de 50 pour une production de 100 unités d'une marchandise, alors qu'ailleurs il serait de 100 pour une production de 500. Cela manifeste que la productivité plus élevée, et tant qu'elle l'est, compte comme travail

<sup>3</sup> *Ibidem*, III, 1, p.228 et 229.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p.228. Pour une meilleure compréhension, voir l'ensemble des développements que Marx donne dans ce chapitre sur les variations du taux de profit par rapport au taux et à la masse de plus-value.

plus intense, comme produisant plus de valeur dans le même temps (bien qu'en fait il s'agisse seulement de plus de marchandises), dont une plus grande part peut revenir au capitaliste, sous forme de profit, et, même, un peu à l'ouvrier [ce qui explique l'accroissement du niveau de vie du prolétariat, à certaines périodes, dans les pays développés, par partage (très inégal) des gains de productivité, disent les économistes].

C'est d'ailleurs un fait qui guide constamment la pratique des capitalistes : ils ne s'intéressent qu'à la part de salaire contenue dans chaque unité de marchandise particulière, afin qu'elle soit la plus faible possible. D'où, notamment, leur goût pour toute forme qui rende le salaire proportionnel à la production, tel que le salaire aux pièces qui « *seul indique les différents degrés d'intensité et de productivité du travail* », et permet de comparer les coûts salariaux dans différents pays. Il ressort de cette comparaison que « *le travail est presque toujours meilleur marché dans les pays riches que dans les pays pauvres...* (par exemple, et citant un certain J. Anderson) *le travail estimé à la journée est beaucoup moins cher en Ecosse qu'en Angleterre, le travail à la pièce est généralement meilleur marché dans ce dernier pays.* »<sup>5</sup> C'est dire que le prix de la force de travail a beau être « beaucoup moins » cher en Ecosse, le travail qu'elle fournit au capitaliste en Angleterre pendant la même journée étant plus productif, produit plus de marchandises dans le même temps. Suffisamment plus pour que chaque marchandise vendue y contienne un coût salarial moindre (le salaire à la pièce est moindre), et laisse au capitaliste une plus-value supérieure. De sorte que la plus-value totale, est suffisamment élevée en Angleterre pour compenser une composition organique plus forte et aboutir à un taux de profit plus élevé qu'en Ecosse où les salaires sont pourtant beaucoup plus bas.

Bref, la conclusion que vient étayé ce bref rappel des analyses de Marx est que, contrairement à une idée courante mais simpliste, le très bas coût du travail dans les colonies n'y entraîne pas pour autant, automatiquement et quelle que soit la branche d'activité, un taux de profit plus élevé que dans les métropoles du fait de la très faible productivité du travail (ce qui changera plus tard, comme nous le verrons, en même temps que seront réunies les autres conditions d'une industrialisation du Tiers-monde).

Dans ces conditions, les colonies ne constituent qu'un débouché de second ordre, tant pour les marchandises que pour les capitaux des métropoles.

<sup>5</sup> *Ibidem*, 1, 2, p.231.

Les exportations de marchandises y sont limitées, compte tenu de la ruine de toutes les activités traditionnelles, remplacées par une situation de grande pauvreté et de demi esclavage. Selon certaines études, les exportations totales de marchandises des pays développés vers ceux qu'on situeraient aujourd'hui dans le « Tiers-monde » (colonies, semi-colonies, Amérique Latine), « *n'auraient représenté, entre 1900 et 1938, un débouché que pour 1,3 à 1,7% de la production des pays industrialisés, et les seules colonies de 0,6 à 0,9%.* »<sup>6</sup> Mais nous verrons cependant que ce pourcentage global n'est pas la seule variable significative de l'importance réelle des colonies en termes de débouchés pour les marchandises.

En matière d'exportation de capitaux, les taux de profit y étant en général plus faibles qu'en métropole, le colonisateur n'y développe que des productions qui n'y existent pas. Par exemple, le coton, le sucre, le café, le cacao, ou autres produits agricoles tropicaux issus des plantations. Celles-là seules peuvent dégager des taux de profit importants, puisqu'étant évidemment sans concurrence avec des produits métropolitains à plus bas prix. Elles alimentent l'industrie métropolitaine, contribuent à satisfaire de nouveaux besoins de consommation, et permettent de développer les exportations vers d'autres pays dépourvus de ces sources d'approvisionnement coloniales. En revanche, le coût élevé des transports limite fortement l'exploitation de matières premières lourdes, tels charbon, fer, etc., qui accompagnent l'énorme essor sidérurgique des 19<sup>ème</sup>-début du 20<sup>ème</sup> siècles, et dont l'Europe et les USA sont d'ailleurs bien pourvus. C'est pour ces branches particulières que peut s'appliquer la remarque de Marx disant qu'« *on ne voit pas pourquoi ces taux de profit plus élevés que rendent des capitaux investis dans certaines branches, et qu'ils transfèrent dans leur pays d'origine, n'entreraient pas alors, si par ailleurs des monopoles n'y font pas obstacle, dans le système de péréquation du taux de profit général et ne l'augmenterait pas proportionnellement* »<sup>7</sup>. Marx ne précise pas ces « certaines branches ». Or, justement, elles sont en nombre assez limité, bien que croissant au cours du 20<sup>ème</sup> siècle avec de meilleures facilités de transport et l'usage du pétrole remplaçant le charbon. Elles n'offrent donc pas un débouché quantitativement très important pour les capitaux métropolitains en mal de valorisation. Cela d'autant plus qu'il ne s'agit pas en général d'activités (les plantations par exemple) gourmandes en capital fixe.

6 P.N Giraud, *L'inégalité du monde*, Gallimard Folio 1996, p.133.

7 *Le Capital*, E.S., III, I, 250.

Lénine, a beaucoup insisté, on le sait, sur l'importance de l'exportation des capitaux « *dans les pays sous-développés* » comme caractéristique de l'impérialisme. Il la reliait, en reprenant l'appréciation trop approximative de Marx, au fait que « *les profits y sont habituellement plus élevés* ». Il pensait que ces capitaux trouvaient à s'y valoriser parce que « *les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies* »<sup>8</sup>, mais ne pouvait citer de ces conditions que la construction de quelques chemins de fer, ce qui était exact, mais un peu court. En réalité, les autres conditions d'infrastructure et de productivité manquant, ce développement industriel n'y était alors que très faible. En 1916, les profits ne sont plus élevés dans les pays sous-développés que dans encore un petit nombre de branches, relativement peu capitalistiques, à l'exception de quelques exploitations minières. Non seulement parce que la productivité y est encore trop faible, mais aussi parce que l'avantage des bas salaires coloniaux est encore limité par le fait que, jusque vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la classe ouvrière métropolitaine est elle-même soumise à des conditions de travail extrêmement dures (journées de 15 heures ; en France<sup>9</sup>, ce n'est qu'en 1841 que le travail des enfants est interdit aux moins de 8 ans, mais encore fixé jusqu'à 8 heures pour les 8 à 12 ans et à 12 heures pour les 12 à 16 ans, etc.), et à une extrême paupérisation, toutes choses qui ne la rendent guère plus coûteuse que la main-d'œuvre coloniale. « *Au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, l'espérance de vie ne dépasse pas 24 ans à Manchester* »<sup>10</sup>, ce qui dénote une situation peut-être encore pire que dans les colonies !

Aussi, si l'exportation de capitaux caractérise bien la mondialisation à partir du 20<sup>ème</sup> siècle, comme l'a observé justement Lénine dans *L'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme*, par contre elle ne s'oriente pas principalement vers les colonies et semi-colonies, mais surtout des pays développés vers d'autres pays développés (Nord-Nord et non pas Nord-Sud, dans le jargon actuel). « *L'exportation de capitaux s'accélère considérablement à partir de 1900. Leur taux de croissance qui était de 2 à 2,5% par an entre 1870 et 1900, passe à 4,5% entre 1900 et 1914. En 1913, ces flux annuels de capitaux atteignent 5% du PNB (produit national brut) des pays investisseurs... un maximum historique absolu... A la veille de la première guerre mondiale, 90% de ces capitaux*

8 Lénine, *L'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme*, éd. Pékin, 1970, p.72.

9 En Angleterre, le Factory Act de 1833 interdit le travail des enfants de moins de 9ans et réduit celui des enfants de 9 à 13 ans à 8 heures par jour, 6 jours par semaine, sauf dans l'industrie textile alors la plus importante et où les jeunes enfants étaient très utilisés.

10 G. Vindt, *500 ans de capitalisme*, éd. Mille et une Nuits, p.53.

*investis à l'étranger sont détenus par une demi-douzaine de pays européens, dont 40% pour la Grande Bretagne, 20% pour la France, 13% pour l'Allemagne. mais ils s'orientent d'abord vers les pays industrialisés (les fameux emprunts russes), ensuite vers les pays indépendants et les dominions, en dernier lieu seulement vers les colonies, et dans ce cas essentiellement pour la construction de chemins de fer. Ainsi en 1913 la part de l'Europe dans le total des investissements extérieurs reçus est de 26%, celle de l'Amérique Latine 16%, l'Afrique reçoit 9%... l'Asie entière 16%... »<sup>11</sup> Comme dans la Bible, on donnera à celui qui a... ! Et, comme nous le verrons plus loin concernant la situation actuelle, ces orientations des flux de capitaux sont une constante des trois formes de mondialisation qui ont accompagné le développement du capitalisme. Vers la fin de la période coloniale, en 1939, investissements privés et emprunts confondus, « la France aurait investi 10 milliards de francs-or dans son domaine colonial, contre 40 milliards à l'étranger... »<sup>12</sup>. Les emprunts publics servent surtout à financer les grandes infrastructures de transports, ports et voies ferrées, au profit des investissements privés qui sont surtout le fait de sociétés commerciales, actives dans l'import-export, plus que de sociétés industrielles, elles-mêmes surtout actives dans les plantations (les hévéas pour Michelin en Indochine, les arachides au Sénégal pour les huiliers, etc.). En 1945, « les sociétés commerciales s'attribuent 63% des capitaux investis dans l'ensemble de l'Afrique tropicale française »<sup>13</sup>.*

Mais ce tableau général que dressent les économistes doit être approfondi, et critiqué dans les conclusions qu'ils en tirent hâtivement. Pour eux, il s'agit de prétendre que, les colonies n'ayant pas joué un grand rôle comme débouchés pour les marchandises et capitaux des métropoles, elles auraient été plutôt pour elles un fardeau, en particulier pour leurs finances publiques, et n'auraient guère eu d'importance dans leur vigoureux développement capitaliste, qui aurait essentiellement été dû à leur seule dynamique interne.

Ce raisonnement est tout à fait faux et apologétique. Car la quantité des flux ne dit pas tout. Mesurée par des pourcentages extrêmement généraux, elle n'indique rien sur le rôle spécifique, et essentiel, que jouent ces investissements dans le développement industriel des métropoles. Elle indique encore moins la part de capital accumulé sur place par l'exploitation forcenée des colonisés. D'ailleurs ce n'est quand même pas un hasard

11 P.N Giraud, *op. cité*, p.134.

12 Ch. Robequain, *Les richesses de la France d'Outre-Mer*, éd. Payot, Paris 1949, p.210.

13 *Ibidem*, p.207.

si les plus grandes puissances capitalistes de l'époque, à commencer par la première, l'Angleterre, ont été aussi les plus grandes puissances coloniales.

Reprenons donc un peu plus en détail l'examen des rapports colonies-métropoles dans le développement économique. Certes, globalement et quantitativement les colonies et semi-colonies ne jouent pas un rôle important de débouchés pour les métropoles. Mais, à y regarder de plus près, elles confirment néanmoins leur importance primordiale quant à leur développement industriel, car elles généralisent le schéma que Marx avait esquissé dans ses deux articles (cf. chapitre 1) sur le rôle de l'Inde dans le développement de l'industrie cotonnière anglaise.

Les flux exprimés en pourcentages d'une production métropolitaine globale (PNB) ne sont pas des plus significatifs, car ils se comparent alors à une production qui inclut toute une masse de petites activités agricoles et artisanales, une multitude d'activités commerciales et de services domestiques divers, qui n'entrent pas, ou fort peu, dans le développement capitaliste. Pour juger de l'importance des flux coloniaux dans ce développement, il faut voir aussi ce sur quoi ils portent : des ressources en matières premières nouvelles et à bas prix, qui, comme l'a montré l'exemple du coton, sont une condition, non seulement essentielle mais absolue, pour le développement de nouvelles industries, qui joueront un rôle essentiel dans l'accumulation du capital non seulement parce qu'elles élargiront quantitativement les besoins et la production, mais parce qu'elles seront l'occasion d'une accentuation de la division du travail (spécialisation industrielle dans les métropoles, spécialisation dans les matières premières dans les colonies, le tout sous la domination d'un même capital métropolitain unifiant le procès global). Le développement du capital s'est toujours fait sous l'aiguillon d'une industrie de pointe qui, à un moment donné, développe de nouvelles méthodes de production, accroît la productivité, abaisse les coûts (le coton, par exemple, se prête mieux à la mécanisation et fournit des tissus, puis vêtements, moins chers que le lin ou la laine), élargit la production et les besoins à de nouvelles marchandises, bref, sous l'aiguillon d'une industrie qui réunit les éléments d'un accroissement du taux de profit général. Les capitaux « excédentaires » que sont les masses nouvelles de plus-value ainsi produites trouvent à s'investir non seulement dans l'accroissement des productions de ces nouveaux biens de consommation, mais aussi dans le développement d'autres industries suscitées par les besoins qu'elles induisent en nouvelles machines. Ainsi la croissance explosive de l'industrie cotonnière an-

glaise a donné une impulsion décisive à l'industrie mécanique, aux chemins de fer, notamment pour le transport du charbon (dès 1800, il y a 32 filatures utilisant la vapeur à Manchester), aux mines (le charbon étant métropolitain) et à l'industrie sidérurgique toute entière, qui sont devenus à leur tour le support principal de l'accumulation du capital dans la deuxième partie du siècle.

De sorte qu'il y a bien (et jusqu'à un certain point où se produit une crise, ce dont nous ne discuterons pas ici) des débouchés pour du capital accru en permanence des plus-values<sup>14</sup>, mais essentiellement dans les métropoles. Dans ce développement une industrie nouvelle, innovante et productive, joue toujours, et pour une phase, le rôle de locomotive. De même, un pays globalement en pointe dans l'innovation, la productivité, la division du travail, la concentration du capital, joue le rôle de locomotive pour l'ensemble de ses concurrents. Ce qui était le cas, au 19<sup>ème</sup> siècle, de la Grande Bretagne. Vers 1850, elle « concentre 65% de l'industrie manufacturière moderne du monde... alors qu'elle ne représente que 2% de la population mondiale ...mais 20% seulement de l'activité manufacturière y compris les activités artisanales, c'est dire l'importance de ces dernières à l'époque. » Il faut souligner moderne, car c'est le point significatif qui montre le rôle d'avant-garde du capitalisme anglais, dopé par l'industrie textile, et, donc, par les colonies. Car cette industrie moderne est alors essentiellement l'industrie textile, dont la matière première est le coton. Elle « tire » derrière elle le développement des transports à vapeur, des charbonnages, de la sidérurgie. A l'époque, « 50% des filatures de coton et 50% de la sidérurgie »<sup>15</sup> dans le monde sont anglais. Tout cela n'aurait pas été sans la colonie des Indes, les Etats du Sud US, ex-colonies mais mettant toujours l'esclavagisme au service de Manchester (et que soutiendra donc l'Angleterre contre le Nord dans la guerre de Sécession), la colonie égyptienne, qui remplace ces Etats en guerre comme premier producteur mondial en 1865. Non seulement, bien sûr, l'Europe ne produisait pas un gramme de coton, mais c'était ainsi une ressource d'un très bas prix, en plus d'être une fibre particulièrement apte à la mécanisation et à une production de masse.

14 Le lecteur voulant approfondir cet aspect de la reproduction du capital (rapports entre le secteur I et le secteur II dans la reproduction élargie du capital) se reportera évidemment au Livre II du *Capital* de Marx.

15 P.N. Giraud, *op. cit.*, p.115, « moderne » souligné par moi.

Comme l'indiquait parfois (mais pas toujours) Lénine à juste titre<sup>16</sup>, le marché extérieur n'est pas comme un réceptacle pour les excédents. Car pour exporter, il faut importer, pour vendre, il faut acheter. C'est dans l'élargissement permanent de la production que le capital trouve le moyen de poursuivre son accumulation. Nouveaux produits, nouveaux besoins, nouvelles technologies, tout cela offre un débouché pour la reproduction élargie du capital non seulement par l'élargissement de la production, l'accroissement des investissements en capital fixe, mais aussi par la dévalorisation concomitante des anciennes installations. Ce n'est pas l'élargissement colonial qui est le débouché essentiel pour les excédents. Il n'est pas un facteur externe du développement industriel des métropoles, mais une de ses conditions<sup>17</sup>, un facteur interne. En ce sens la mondialisation coloniale n'est pas la mise en œuvre d'une politique impérialiste, mais la politique impérialiste est la mise en œuvre, la condition de la reproduction élargie du capital, dont le procès est intrinsèquement mondial. Certes la colonisation instaure une division des tâches, des fonctions, de l'appropriation, qui a un caractère d'expansion géographique. Mais celui-ci est à l'intérieur d'un même procès de développement du capital, non d'un développement qui se ferait au Nord, pour ensuite déverser ses excédents au Sud.

Dans ce cadre, le fait que les flux de marchandises et de capitaux soient principalement entre les métropoles, n'enlève rien non plus à l'importance du rôle des colonies aussi comme débouchés. Il suffit, pour le comprendre, de considérer les chiffres, non dans leur globalité, mais, là encore, par rapport à l'industrie de pointe qui impulse, à un moment donné, le développement du capitalisme (qui détermine la succession des « révolutions industrielles », entrecoupées de crises). C'est d'abord l'industrie cotonnière anglaise. Or, à son apogée « *au début du 20<sup>ème</sup> siècle, l'industrie textile britannique exporte 35% de ses produits vers l'actuel Tiers-monde (alors majoritairement empire britannique), et le taux atteint même 67% pour les textiles de coton (l'industrie locomotive). Pour la période 1800-1938, le Tiers-monde aurait absorbé 40% des exportations britanniques de produits manufacturés* ». <sup>18</sup> Si on considère que, sur l'ensemble du 19<sup>ème</sup> siècle, l'Angleterre représentait alors environ 60% de la production industrielle moderne mondiale, et aurait exporté

16 Par exemple dans « De la caractéristique du romantisme économique », *O. Complètes*, éd. Moscou, T.2.

17 Il y en a évidemment bien d'autres, telles que les innovations scientifiques et technologiques, la dépossession toujours accrue des prolétaires, l'Etat, etc.

18 P.N. Giraud, *op. cité*, p.133.

vers le Tiers-monde environ 40% de cette production, cela veut dire que 24% de toute la production de l'industrie moderne mondiale était là exportée. Si on y ajoute les exportations des autres pays industrialisés, avec un taux estimé très prudemment moitié moindre, soit 20%, on arrive à une estimation de 32% d'exportations portant sur ces produits. Ainsi, les colonies et semi-colonies, n'absorbaient que moins de 1% de la production totale des pays développés, moins de 8% des seuls produits manufacturés<sup>19</sup>, mais environ 32% des produits issus des industries modernes. Quelle que soit l'approximation évidente de ce chiffre, il est significatif sur les plans quantitatif et qualitatif (secteurs modernes). En voilà une autre indication : « de 1913 à 1929, l'Empire (français) est devenu le premier partenaire commercial, et le premier actif financier (de la métropole) »<sup>20</sup>.

Revenons en effet aux flux financiers. La même analyse doit être développée concernant la place des colonies comme débouchés pour l'exportation de capitaux. Elle est quantitativement globalement faible par rapport à celle des pays développés, mais néanmoins qualitativement très significative dans le procès de l'accumulation capitaliste, déjà à cette époque.

Tout d'abord il convient d'observer que considérer seulement la faiblesse relative des quantités de capitaux exportés ne tient pas compte du fait que le mode d'exploitation du travail dans les colonies n'est pas fondé sur de lourds investissements, s'agissant essentiellement de plantations, à l'exception de quelques ports, chemins de fer (financés par les Etats) pour drainer leurs productions, et de quelques mines (minerais précieux presque exclusivement). Les flottes importantes nécessaires à l'exploitation des colonies ne rentrent d'ailleurs pas dans les statistiques des exportations de capitaux, bien qu'il s'agisse à l'évidence d'un important « débouché » pour eux, très lié aux colonies.

Ensuite, ce mode d'exploitation nécessite d'autant moins l'importation de capitaux extérieurs qu'il est organisé pour produire une forte capitalisation interne. Il n'y a pas besoin de beaucoup d'investissements quand les terres sont expropriées, le travail plus ou moins forcé et gratuit (les réquisitions et corvées), et que les impôts prélevés sur les populations locales assurent une bonne part des dépenses nécessaires à l'exploitation des colonies. Par exemple, l'administration des Indes, le recrutement et le

19 *Ibidem*.

20 500 ans de capitalisme, op. cité, p.66.

financement des forces policières et militaires qui y étaient déployées, étaient entièrement couverts par les prélèvements locaux.

Par exemple<sup>21</sup> encore, en 1830 à Java, colonie hollandaise, chaque paysan était tenu de fournir 66 jours par an de travail pour les corvées, portés jusqu'à 240 jours pour les cultures d'exportation (café, tabac, sucre, indigo, thé, poivre), qui lui étaient achetées à des prix dérisoires, fixés par le colonisateur. Les produits étaient ensuite revendus avec des marges de 200%. Ici on est bien dans le cas évoqué ci-dessus des quelques branches spécifiques à profits locaux élevés. Ceci sans avoir eu besoin d'investir grand-chose ! Les misérables gains des paysans étaient de plus amputés des taxes foncières qu'ils devaient payer sur leurs terres, bien qu'ils n'avaient plus assez de temps pour les faire fructifier. De ce fait leurs cultures vivrières déperissaient et des milliers d'entre eux étaient ainsi régulièrement emportés par les famines. Il y avait en plus « *des réquisitions non payées pour la construction des routes, des ports, des bâtiments nécessaires au système* »<sup>22</sup>.

Ou encore, aux Philippines, le colonisateur espagnol obligeait, dans certaines zones propices, « *chaque paysan à faire croître 400 plans de tabac et à vendre toute sa récolte aux Centres d'achat de l'Etat... Cela a valu à l'Etat de telles ressources, que non seulement ce monopole permit de couvrir les dépenses administratives de l'archipel, mais que la métropole put bénéficier d'un excédent considérable. En 1866-67, l'administration des Philippines coûtant 4 millions et demi de dollars mexicains (les Philippines passaient par le Mexique pour les flux commerciaux et financiers, n.d.a.), ce monopole rapporta 8 millions 400.000* »<sup>23</sup>. Il s'agit ici d'une exportation de capitaux, mais dans l'autre sens !

D'une façon générale, les colonies ont toutes été soumises sur une large échelle à un travail forcé, souvent pire que l'esclavage (le propriétaire d'esclaves avait un intérêt à les nourrir un minimum pour ne pas perdre son bien), notamment pour la construction et l'entretien des routes et chemins de fer. Ainsi le Congo-Océan fut construit par des paysans enrôlés de force, et si mal traités qu'il en mourût, officiellement, 15.000, et bien plus en réalité. L'ère coloniale, ouverte par l'exploitation des mines d'or et d'argent en Amérique du Sud et les centaines de milliers d'Indiens qui y ont laissé leur vie, n'a cessé de tuer les autochtones au travail.

21 Les exemples cités dans ce passage sont tirés du *Monde Malais*, Ch. Robequain, *op. cit.*, p.348 à 351.

22 *Ibidem.*

23 *Ibidem.*

Dans ces conditions, et en rappelant que les plantations elles-mêmes ne nécessitaient pas de lourds investissements, il n'y avait pas besoin d'y exporter de grandes quantités de capitaux pour que les colonies soient « mises en valeur », et fournissent les bases de grosses plus-values aux colons, et aux industries métropolitaines suivant les mécanismes que nous avons évoqués précédemment. Mais la plupart des économistes omettent tous ces faits (et on pourrait les multiplier quasi à l'infini) pour prétendre que les colonies ont « coûté » aux métropoles, constitué un « fardeau », entravé leur développement. Ou, au mieux, qu'elles n'ont pas joué un rôle important dans le développement, c'est-à-dire la valorisation, du capital dans les métropoles.

Non seulement cela est faux pour le rôle intrinsèque qu'elles ont joué dans le développement industriel (comme nous l'avons analysé à travers l'exemple du coton), et qui est l'essentiel. Mais même si on regarde du seul point de vue quantitatif l'exportation des capitaux, les colonies ont été un débouché, certes second par rapport aux métropoles, mais néanmoins non négligeable, qui a permis d'élargir, sur leur sol aussi, les bases de la reproduction du capital. Ainsi, si on considère toujours l'Angleterre, la locomotive du capitalisme du 19<sup>ème</sup> siècle, on observe qu'elle a placé pendant cette période 47% de ses investissements extérieurs dans son Empire (dominions inclus pour 73% de ce chiffre, donc reste 12,7% du total pour les colonies « pures »)<sup>24</sup>. Enfin, et nous en parlerons plus en détail au chapitre suivant, toujours du point de vue quantitatif des flux, mais cette fois-ci dans l'autre sens, elles ont été une source directe d'apports d'argent dans les métropoles, par rapatriement des profits, comme dans l'exemple des Philippines cité ci-dessus, ou par divers trafic mercantiles comme celui de l'opium vendu de force en Chine par les anglais, ou par prélèvement de taxes et tributs (exemple : « la première usine sidérurgique japonaise est construite en 1901 par l'Etat, qui la finance entièrement grâce à une 'indemnité' arrachée à la Chine à l'issue d'une victoire dans une guerre coloniale menée contre elle. »)<sup>25</sup>

Evidemment s'en tenir à l'exemple de la seule Angleterre est schématique et simplificateur. Mais ce choix est néanmoins tout à fait justifié pour rendre compte des caractères généraux de la mondialisation dans la phase de développement du capitalisme 1800-1914, compte tenu du fait que ce pays a représenté la forme la plus avancée, la plus « parfaite », du capitalisme à ce stade de la première grande « révolution industrielle ».

24 P.N. Giraud, *op. cit.*, p.134.

25 *Ibidem*, p.123.

Les autres puissances ont toutes été amenées à suivre l'exemple anglais, et parfois à prendre la tête du peloton des pays impérialistes (en 1914 les USA sont déjà passés au premier rang pour la production industrielle, l'Allemagne au second devant l'Angleterre). Le développement du capitalisme y a pris les mêmes caractères généraux (ruine de la petite production, écrasement mortifère du prolétariat, passage de la manufacture au machinisme mû par la vapeur, monopole national sur une aire territoriale très fortement protégée et étendue au maximum par des guerres incessantes, rôle essentiel du crédit et de l'Etat). Mais elles ont dû suivre des chemins plus ou moins variés pour y parvenir, en fonction des spécificités de leur formation sociale, ainsi que de leur situation initiale de retard par rapport à l'Angleterre, dont la flotte, maîtresse des mers, et l'Empire, déjà immense, tendaient à leur barrer la route des ressources coloniales.

Aux USA, l'élargissement territorial, effectué dans la continuité continentale, a pu sembler différent d'une conquête coloniale. En réalité il s'agit pour l'essentiel d'un phénomène identique. Le massacre des Indiens, l'esclavage des Noirs, la conquête des immenses territoires espagnols et mexicains, et l'exploitation des richesses qui en est découlé (coton, or, pétrole, etc.) sont d'un type colonial quand à leur rôle dans le développement industriel du Nord-Est. L'aspect spécifique est ici l'énorme immigration de main-d'œuvre qualifiée européenne, qui a été un facteur tout à fait déterminant du rapide développement du capitalisme US.<sup>26</sup>

L'exemple de l'Allemagne est un des plus particuliers. Elle ne commence à s'industrialiser fortement qu'après avoir réalisé son unité nationale par deux guerres, et arraché en 1871 à la France de l'avorton sanguinaire Thiers les mines de fer de Lorraine plus la somme colossale de 5 milliards de francs-or. Tard venue sur la scène du capitalisme mondial, elle y manquera toujours d'un « espace vital » sur une planète déjà largement occupée par ses concurrents. Elle doit d'abord construire, à l'abri de fortes protections douanières, une industrie assez puissante pour rivaliser avec eux sur le marché mondial. Ce qui l'amènera à choisir de développer d'emblée les secteurs de l'industrie lourde (sidérurgie, chimie, mécanique, armements) qui, d'une part correspondent à ses ressources propres, charbon et fer, et d'autre part nécessitent une très forte concentration de capitaux que l'Etat prussien saura, nécessité faisant loi, organiser plus vite et plus radicalement que tout autre (y compris en associant la classe ouvrière au développement industriel par des lois sociales novatri-

26 Marx en a donné une analyse spécifique, mais partielle, dans le chapitre 33 du *Capital*, E.S., I, 3, p.206.

ces). C'est ce qu'on a pu appeler une construction « par le haut » (ou « capitalisme rhénan »), que des pays comme le Japon (mais aussi, à sa façon, la future URSS) ont été aussi amenés à pratiquer, et qui est propre à des pays « en retard », mais encore suffisamment puissants, par rapport aux pays dominants, pour pouvoir fermer leurs frontières et y protéger la croissance d'une industrie naissante et fragile.

Cette forte mobilisation centralisée des capitaux et le caractère monopoliste, quasi planifié, que prend d'emblée le capitalisme allemand lui donne une force particulière. C'est cet exemple allemand de capitalisme très concentré, sous forme d'une fusion du capital bancaire et du capital industriel, que Lénine prendra surtout en exemple dans son étude *L'Impérialisme, stade suprême...*, définissant cette fusion comme le capital financier. Selon son analyse, la domination de ce capital financier serait à la base de l'impérialisme moderne. Elle se manifesterait notamment par le fait que l'exportation de capitaux a pris le pas sur celle des marchandises comme support caractéristique de la domination. Nous savons ce qu'il en était quand au rôle des colonies dans ce domaine.

Mais en même temps restera toujours posé pour le capitalisme allemand, par rapport à ses concurrents disposant d'immenses aires protégées, le problème des matières premières et de l'accès au marché mondial, d'autant plus vital que ses spécialisations industrielles sont puissantes. D'une certaine façon le développement du capitalisme allemand dépend de ses concurrents chez qui il trouve ses principaux débouchés, et les matières premières qui lui manquent. Lénine, dans *L'Impérialisme...*<sup>27</sup>, cite des chiffres indiquant qu'en 1908 l'Allemagne exporte pour 2160 millions de marks vers 4 pays européens (GB, France, Belgique, Suisse), et seulement 451 millions vers 6 pays dominés (Roumanie, Portugal, Argentine, Brésil, Chili, Turquie), eux mêmes largement pénétrés par les autres puissances impérialistes. C'est en cherchant à développer sa zone de domination dans des pays non encore totalement intégrés dans des empires coloniaux, par exemple en essayant de s'implanter en maître dans l'empire ottoman en décomposition (obtention de la construction du fameux chemin de fer vers Bagdad), ou au Maroc, ou en Chine, etc., que l'Allemagne s'oppose aux puissances coloniales en place, elles-mêmes d'ailleurs en rivalité (Fachoda, 1898), aboutissant à la première guerre mondiale impérialiste.

L'empire protégé, colonial et semi-colonial, intercontinental ou continental (USA, mais aussi Russie tsariste), était, pour toutes les puis-

27 *Op. cit.*, p.138.

sances en développement industriel, un impératif, même si, comme dans le cas de l'Allemagne, cet impératif semble s'être posé postérieurement à l'origine de ce développement (en fait, c'est la victoire contre la France, la raçon française et les mines lorraines, qui ont constitué le premier pillage « colonial » allemand d'envergure, une base essentielle de son envol capitaliste).

C'est évidemment Lénine qui, dans *L'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme*, a, à l'époque, le mieux compris et décrit ce phénomène. Il met en avant des caractéristiques essentielles, qui apparaissent dans toutes les grandes puissances, et qui définissent ce stade dit impérialiste du capitalisme : concentration de la production dans des monopoles, trusts, cartels, développement du capital financier, exportation de capitaux, partage du monde entre les grandes puissances, parasitisme et putréfaction des sociétés capitalistes.

Cependant il commet l'erreur de qualifier de « suprême » ce stade de l'impérialisme colonial, alors qu'il n'était qu'un moment dans le développement du capitalisme, que les limites du système national-colonial-protectionniste n'étaient pas ultimes, et seront effectivement dépassées. Son erreur a une double cause.

D'une part elle provient de ce qu'il pense le stade monopoliste comme celui de la production socialisée. Passons sur le fait que les monopoles étaient loin d'avoir partout le poids qu'ils avaient en Allemagne. La critique essentielle est surtout à porter à cette conception qui croit que la production serait socialisée dès lors qu'elle est l'œuvre d'ouvriers coopérant par milliers dans de vastes unités, elles-mêmes reliées les unes aux autres sous la houlette planificatrice d'une petite oligarchie de propriétaires. Dès lors le socialisme serait presque là, mûr sous « l'enveloppe » de la propriété du capital financier. Il suffirait de déchirer cette enveloppe, d'exproprier l'oligarchie financière en nationalisant les entreprises, pour que le socialisme apparaisse, comme le poussin brisant sa coquille : propriété collective et pouvoir d'Etat à base de soviets, planification rationnelle de la production, répartition équitable selon le travail fourni par chacun. Cette vision des choses (ou « théorie de l'enveloppe »), qui fait du capital financier la forme ultime de la propriété privée, au sens où cette forme ne serait plus qu'une « enveloppe » recouvrant des rapports de production socialisés, un dernier obstacle quasi formel au socialisme, oublie la propriété des puissances intellectuelles, le fait que la division capitaliste du travail, notamment entre ces puissances et les exécutants,

est la propriété en acte<sup>28</sup>, et qu'à la racine ultime des comportements privés égoïstes, c'est-à-dire de la propriété privée, il y a la pénurie, c'est-à-dire le travail contraint. En fait le monopole, la production de masse, avec l'accroissement des divisions du travail et de la dépendance de tous avec tous dans le travail qu'elles impliquent, ne sont qu'une avancée dans la socialisation concrète par rapport à la petite production, mais pas la socialisation au sens plein de propriété de la communauté, pouvoir des individus sociaux sur eux-mêmes, de la communauté sur elle-même<sup>29</sup>. (Observons au passage que ce point de vue de Lénine ne se distingue de la thèse de Kautsky, dite de l'ultra-impérialisme, que parce qu'il lui oppose que cette ultime forme de la propriété privée exacerbe la concurrence, les rivalités coloniales et les guerres qui en découlent, et qu'elle ne disparaîtra pas sans révolution violente expropriant le capital financier et détruisant son Etat, alors que Kautsky voit l'impérialisme comme tendance au monopole unique, donc à la fin des rivalités, et en déduit la possibilité d'un passage pacifique au socialisme par simple occupation de l'Etat par les communistes. Mais tous deux voient le capitalisme monopoliste comme socialisation de la production et « antichambre » du socialisme. Ils ne diffèrent sérieusement que sur la nature de la porte et la façon de l'ouvrir.)

D'autre part l'erreur de Lénine sur le « stade suprême » provient aussi de ce que, constatant que le monde est entièrement partagé entre les grandes puissances, il en déduit que la poursuite de l'expansion du capitalisme serait globalement terminée, cette situation ne pouvant que conduire à des guerres inter-impérialistes de repartage perpétuelles, comme l'exemple de 1914 semblait le prouver. Le stade des Empires protectionnistes semble donc bien ultime, ne pouvant déboucher que sur des guerres sans fin entre blocs impérialistes pour le repartage des colonies, ou sur le socialisme. Ce qui est une vision trop restrictive des conditions de valorisation du capital, comme s'il ne pouvait pas sortir du cadre national-colonial-protectionniste, et aussi posant trop exclusivement les limites de la reproduction élargie du capital en termes géographiques (le monde est fini d'être partagé, donc les capitaux rivaux ne peuvent plus se reproduire

28 « au demeurant, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques, la première exprimant par rapport à l'activité ce que la seconde exprime par rapport au produit de cette activité », K. Marx, *L'Idéologie Allemande*, Pléiade, O. Philo., p.1063-64.

29 Pour une argumentation plus complète sur ces sujets, tout à fait essentiels et complexes, je ne peux que renvoyer à mon ouvrage, *K. Marx et la Transition au Communisme* (notamment le chapitre 3 pour la critique de la théorie de l'enveloppe), éd. Albatroz.

qu'en luttant pour un repartage, les uns au détriment des autres, sans élargissement global). Au fond Lénine reste, du moins dans son ouvrage *L'Impérialisme Stade Suprême...*, quelque peu prisonnier des erreurs que nous avons évoquées précédemment. A savoir, premièrement, de considérer que la reproduction élargie du capital n'est possible que comme expansion territoriale pour absorber les excédents des métropoles. Et, deuxièmement, de ne considérer les colonies que comme, ou essentiellement comme, réceptacles pour ces excédents, notamment pour les capitaux qui ne trouveraient plus dans les pays industrialisés que taux de profit en baisse, alors qu'ils seraient florissants dans les pays sous-développés. « *Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est ... consacré à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés... Les profits y sont habituellement élevés... La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la 'maturité excessive' du capitalisme dans certains pays, où... les placements avantageux font défaut au capital.* »<sup>30</sup> Nous avons déjà critiqué cette thèse qui voit les colonies comme un eldorado pour capitaux en mal de taux de profits élevés qu'ils ne trouveraient plus en métropole. Rappelons seulement ici qu'elle ignore le fait que les colonies ne sont pas d'abord un débouché pour un capitalisme industriel arrivé à saturation dans les territoires nationaux, mais une condition initiale, inhérente, au développement de ce capitalisme industriel. Lequel, grâce aux colonies, mais pas seulement car il s'agit d'un procès global, réalise, bien souvent, des profits plus élevés dans les métropoles mêmes.

Le fait est que Lénine ne pouvait qu'être frappé par tous les aspects « pourrissants » du capitalisme colonial et financier en pleine expansion, capitalisme de rentiers, vampires, corrompus, spéculateurs, d'une domination de l'argent proportionnelle à l'avitaillement de l'humanité. Il écrivit son ouvrage au moment même où le système colonial arrivait à son apogée et touchait aussi, effectivement, ses limites, semblant sombrer dans la barbarie absolue avec la guerre de 14-18, elle-même suivant la grande crise de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle (de 1890 à 1914, 1,5 millions d'émigrants quittaient l'Europe chaque année, ce qui correspondrait à 3 millions aujourd'hui). Mais Lénine a compris à tort les limites de cette phase particulière du développement capitaliste comme celles du capitalisme en général. La compréhension du présent étant la clef de celle du passé, il est certes beaucoup plus facile de le voir aujourd'hui qu'en 1916.

30 Lénine, *L'Impérialisme...*, op. cité, p.72-73.

Nous n'examinerons pas ici toutes ces limites puisque l'objet de cet ouvrage est seulement la mondialisation, comme condition et phénomène inhérents au capitalisme. Dans ce cadre, ce qu'il nous faut voir est la limite de la forme impériale-protectionniste de la mondialisation, en quoi elle n'est plus adéquate à la reproduction élargie du capital. Et cela se résume en un mot : le protectionnisme, le monopole national.

Tous les grands pays industriels ont dû passer par un stade initial, plus ou moins long, de protectionnisme draconien, sorte de couveuse nécessaire avant de pouvoir affronter le grand air, la concurrence mondiale. L'Angleterre a commencé avec le Cromwell Act de 1660, qui interdit à tout navire non anglais d'importer ou d'exporter des marchandises en Grande Bretagne (interdiction restée quelque peu théorique tant que la flotte anglaise était elle-même insuffisante). Par de multiples guerres elle écrase la flotte espagnole, puis hollandaise, expulse Portugais, Hollandais, et Français de l'Inde qu'elle s'approprie totalement en 1757, chasse les Français du Canada en 1762, et, ainsi de suite, construit le grand empire mondial du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle y règne en seule puissance dominante, protège son territoire par des tarifs douaniers prohibitifs (en 1820 ses taux moyens à l'importation sont de 50% environ et les plus élevés d'Europe), et son avance technologique par des lois draconiennes (une loi de 1774 interdit, sous peine de mort, l'exportation de machines nouvelles)<sup>31</sup>.

Aux USA, la victoire du Nord industriel sur le Sud cotonnier en 1865 est aussi celle du protectionnisme sur le libre-échange. Jusqu'en 1913 les droits de douane US sur les produits manufacturés importés sont de 44%, de 25% après, ce qui reste encore considérable. En France, Japon, Allemagne, etc., les tarifs douaniers sont aussi très élevés. Mais le capital national est aussi protégé par toutes sortes d'autres moyens. Par exemple le système allemand de fusion des banques et de l'industrie est non seulement le moyen d'une concentration extrême des capitaux, mais aussi celui d'empêcher une mainmise de capitaux étrangers sur l'industrie allemande et ses « konzerns », puisque c'étaient les banques allemandes, elles-mêmes dépendantes de la Banque Centrale et de l'Etat allemand, qui possédaient les titres des entreprises allemandes (titres en général obtenus en garantie de leurs crédits, et transformés ensuite en capitaux propres quand ces crédits ne pouvaient être remboursés). Ce système a largement contribué à la force de l'industrie germanique, ainsi dotée d'un financement interne puissant, stable et sûr. Mais il a aussi fini par constituer une faiblesse, parce que le protectionnisme est toujours un frein au mouve-

---

31 *500 ans de capitalisme, op. cité*, p.53.

ment, protégeant aussi les canards boiteux, et parce qu'il l'a enfermée dans le cadre d'un financement national qui s'est révélé trop étroit à l'époque moderne, quand le niveau de la concentration des capitaux devint tel qu'il nécessitait de drainer l'épargne mondiale, et de développer des firmes multinationales. Observons qu'aussi tardivement qu'en juin 2000, une réforme fiscale exonérant les banques d'avoir à payer des impôts sur les plus-values tirées des ventes de leurs titres industriels a été nécessaire pour les inciter à abandonner le contrôle des entreprises industrielles, et ouvrir plus largement l'Allemagne aux capitaux étrangers. Preuve que les vieilles habitudes ont la vie dure.

Avec le protectionnisme, on a aussi la tendance aux monopoles dans chaque pays et dans le maximum de secteurs d'activités. Et on a des prix élevés, avec plus-value extra pour les monopoles dans l'aire où ils sont protégés de la concurrence (et notamment dans les colonies).

C'est le système que nous avons décrit avec l'exemple de l'industrialisation de l'Angleterre. Mais ayant atteint un niveau de développement industriel et de productivité sans rival, les capitalistes anglais se sont ensuite convertis aux vertus du libre-échange. C'est que leur avance était telle qu'elle rendait inutiles les barrières douanières. Et même nuisibles à double titre. Celles des autres les gênaient pour écouler leur production de plus en plus élevée (il fallait donc réduire les siennes, avec l'espoir de les réduire toutes). Et aussi, ils s'apercevaient de l'intérêt de faire baisser les prix des facteurs de la production, notamment les prix des subsistances entrant dans la détermination du salaire (car pour les autres facteurs, ceux s'échangeant contre le capital constant, les prix de l'Empire anglais étaient en général déjà les plus bas). Ce que Ricardo avait déjà préconisé en formulant dès 1817 sa « loi des avantages comparatifs » (chaque pays ne devrait produire que ce pour quoi il est le mieux placé pour le faire aux prix les plus bas). Baisser le poids relatif des salaires en baissant le prix de la nourriture (principal déterminant du salaire à l'époque) avait un double avantage. Premièrement, accroître la production de plus-value à un moment où l'allongement de la journée de travail trouvait ses limites (tant naturelles que sociales), c'est-à-dire compléter la plus-value absolue par la plus-value relative (mouvement aussi rendu possible, nous l'avons rappelé, par les gains de productivité). Deuxièmement, apporter ainsi une réponse, ne mettant pas en cause le développement du capitalisme et l'accroissement de l'exploitation, aux luttes ouvrières qui montaient régulièrement en puissance. D'où aussi, à la même époque, les premières lois sociales, et l'intégration des organisations ouvrières réformistes au déve-

loppement du capitalisme national. Tandis que du point de vue des classes bourgeoises, cette baisse des prix alimentaires était une victoire de la bourgeoisie industrielle sur la bourgeoisie (ex noblesse) terrienne.

Le tournant peut être daté en Angleterre de la moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. La fameuse et spectaculaire abolition des Corns Laws, en 1846, permet d'importer les produits agricoles librement, ce qui en fit immédiatement chuter les prix. La liberté du commerce naval est instaurée en 1849 par l'abolition du Navigation Act (qui avait lui-même déjà assoupli le Cromwell Act en autorisant les importations par des navires du pays exportateur). Une large autonomie économique et commerciale est accordée aux dominions. Cette première instauration du libre-échange dans l'histoire du capitalisme, à la place des barrières protectionnistes, a permis une baisse considérable des prix des produits importés, et la hausse concomitante de la plus-value relative, dont les capitalistes anglais usaient ainsi, sans le savoir<sup>32</sup>, mais peu importe, comme moyen contre la tendance à la baisse du taux de profit. Ils découvraient de la même façon que la puissance sur le monde, l'appropriation de ses richesses, pouvaient s'imposer par d'autres moyens que la seule occupation territoriale des colonies et le monopole protectionniste impérial, à savoir par la domination financière, scientifique, industrielle.

Mais le libre-échangisme ne devint pas alors un système mondial. Seule la France de Napoléon III l'adopta, en 1860, et pour une dizaine d'années seulement<sup>33</sup>. C'est que les autres nations n'étaient pas mûres pour rivaliser avec l'Angleterre, tandis que leur capital pouvait encore se développer sur une base nationale-impériale. D'ailleurs l'exacerbation des nationalismes, souvent jusqu'aux fascismes, en conséquence de la guerre de 1914-18 et du traité de Versailles, la sortie de l'URSS du marché mondial après la révolution de 1917, la grande crise des années 30, furent des facteurs puissants d'un renforcement généralisé du protectionnisme

Il faudra attendre la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, jusqu'à la chute du dernier empire de type national-colonial, l'URSS telle qu'issue du révisionnisme, symbolisée par la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, pour que s'établisse pleinement la mondialisation « libérale » qui supplanta la mondialisation coloniale, et que nous analyserons au chapitre suivant.

---

32 Ainsi chaque capitaliste en particulier cherche sans cesse à augmenter sa productivité pour augmenter ses profits (extra), sans savoir que toutes ces actions privées combinées aboutissent à la baisse généralisée des prix, et des profits.

33 Précisons d'emblée ici que le libre-échangisme n'est jamais parfait. Il y a toujours diverses mesures protectionnistes, et aujourd'hui encore. Mais elles sont mineures par rapport à la période protectionniste coloniale.

Au point où nous en sommes, nous voyons que, si sa forme se modifie avec le développement du capitalisme, la mondialisation n'est pas pour autant un facteur extérieur, un déversoir pour les excédents des métropoles, mais une condition inhérente, intrinsèque à ce développement. Regarder les colonies sous le seul angle qu'elles seraient un débouché aboutit à deux thèses symétriquement opposées, mais néanmoins toutes deux erronées. Soit que, constatant ce débouché comme mineur au regard de l'ensemble des mouvements de capitaux et de marchandises, on sous-estime le rôle des colonies dans la reproduction élargie du capital. Soit que, au contraire, on surestime ce rôle en pensant que cette reproduction est un élargissement qui a une limite géographique (au lieu que, comme le dit très bien Marx, la limite du capital est le capital lui-même, sa tendance à supprimer lui-même la branche sur laquelle il repose : le travail vivant).

La première position est celle des économistes libéraux qui prétendent que les colonies auraient été plus un fardeau qu'un débouché pour des métropoles charitables et civilisatrices. Ils avancent qu'elles n'auraient joué qu'un rôle tout à fait mineur dans ce développement, « *L'importance des colonies a donc été, au moins jusqu'en 1914, très limitée, voire négligeable dans la croissance de la richesse des pays industrialisés... dans la période suivante, de 1914 aux indépendances, leur rôle économique, pour diverses raisons, n'a guère été plus important...* »<sup>34</sup> En fait cette position est particulièrement apologétique du capitalisme. La colonisation aurait été une politique d'appareils d'Etats, de leur branche militaire notamment, en mal de puissance et de gloire facile, néfaste aux intérêts bien compris du capital en général, premièrement parce qu'elle a augmenté la dépense publique et absorbé des ressources qui ont manqué au développement des entreprises métropolitaines, et, deuxièmement, parce qu'elle a aussi bloqué le développement du capitalisme dans les colonies sous la pression des lobbies coloniaux. A cause des « *interventions des Etats... dans les colonies et semi-colonies on a assisté au blocage de tout développement capitaliste local, à la destruction d'une partie des systèmes productifs locaux, sans pour autant que cela nourrisse significativement la croissance économique du premier groupe* (les pays impérialistes, n.d.a.) »<sup>35</sup> Ainsi il n'y aurait eu qu'un funeste « blocage » du libre développement du capital dans l'aventure coloniale, personne n'aurait exploité personne, tout le monde en aurait pâti ! Le capitalisme, là où il s'est développé, ne l'a fait que grâce aux

34 P.N. Giraud, *op. cit.*, p. 135.

35 *Ibidem*, p. 148.

vertus des entrepreneurs locaux, malgré des Etats dispendieux et étouffants, et ailleurs, dans les colonies, ce sont ces mêmes Etats qui l'ont bloqué, par simple bêtise protectionniste, soumission aux clientèles coloniales, nationalisme cocardier, etc. ! Les Etats ont bien eu tort de coloniser, ça n'a fait que retarder partout le développement bienfaisant du capitalisme dans le monde (erreur que, heureusement, la mondialisation « libérale » va corriger en créant partout des Tigres et des Dragons !).

La deuxième position constate bien l'importance des colonies et semi-colonies dans le développement des grandes puissances capitalistes. Elle se trompe seulement sur les causes de cette importance en ne voyant les colonies que comme débouchés pour les capitaux ou les marchandises. D'où il découle une erreur d'analyse, mineure, sur le « stade suprême ». Mineure car elle n'a empêché en rien ni le mouvement révolutionnaire, qui n'est jamais déterminé par une affirmation de ce genre, ni même de tirer des conclusions très importantes relatives à une nouvelle contradiction dans le champ des luttes de classes : entre nations opprimées et nations oppressives.

En réalité, comme nous l'avons vu avec l'évolution de l'Angleterre vers le libre-échange, la limite de la forme coloniale de la mondialisation était dans le protectionnisme. A partir d'un certain stade de développement du capital il ne convient plus aux puissances les plus avancées, aux capitaux les plus concentrés et les plus productifs. Il freine leur valorisation au lieu de la faciliter. Ces freins deviennent même de véritables nuisances pour la reproduction du capital en général. Mais les idéologies nationalistes et protectionnistes resteront néanmoins fortes très longtemps encore après que le stade historique de développement auquel elles correspondent ait été dépassé, tant elles constituent le fondement historique et idéologique des sociétés bourgeoises, et, notamment, de leur système politique étatiste. Elles apporteront une contribution notable à l'éclatement de la crise de 1929, s'exacerbant ensuite dans les divers fascismes en quête de l'espace vital territorial toujours considéré comme le fondement de la puissance.

Il est intéressant de résumer les inconvénients généraux du protectionnisme, du point de vue de la valorisation du capital, afin de voir comment ils ont été surmontés par la bourgeoisie (consciemment ou pas, peu importe ici), et en quoi la nouvelle forme de la mondialisation dite « libérale » est un résultat de ce dépassement.

1°) Toutes les transformations du capital répondent à la nécessité où il est de s'opposer à la baisse du taux de profit. Dans les débuts du 19<sup>ème</sup>

siècle nous avons rappelé que celui-ci était surtout fondé sur la production de plus-value « absolue ». Et nous savons qu'ensuite, aussi bien l'augmentation de la composition organique du capital, que des luttes ouvrières de plus en plus radicales, ont rogné ce fondement, limité naturellement aussi par la journée de travail. Alors, l'élargissement des sources d'approvisionnement grâce aux colonies a induit un passage progressif à la plus-value relative. D'abord par la baisse des prix des matières premières, et des subsistances entrant dans la consommation ouvrière, obtenue par la colonisation. Baisse qu'il fallut ensuite accélérer par l'ouverture des frontières, notamment aux produits agricoles qui, dans les pays industriels (à l'exception des USA qui disposaient d'immenses terres vierges et fertiles et développèrent rapidement une agriculture industrielle), entraient pour beaucoup dans le prix de la force de travail.

2°) Le capitalisme est dès lors entré dans une phase historique marquée par la nécessité de l'augmentation permanente de la production de plus-value relative pour maintenir les taux de profits. Le moyen essentiel en est, outre la création de nouveaux produits et de nouveaux besoins, la recherche systématique des hausses de productivité, par progrès techniques, nouvelles divisions du travail, massification de la production, baisses des salaires, etc., et cela dans toutes les branches d'activités. En réalité chaque capitaliste particulier y est naturellement poussé, bien qu'il ne cherche pas à baisser ses prix, au contraire. C'est que chacun recherche la plus-value « extra ». Mais ce faisant tous aboutissent, sans le vouloir, à la baisse des valeurs, et à l'augmentation de la plus-value relative (en même temps qu'ils en sapent aussi les bases, le travail vivant). Bref, les hausses de productivité deviennent un fondement essentiel de tout développement du capital, de sa reproduction. Or, le monopole et le protectionnisme constituent un frein évident aux gains de productivité et à la baisse des valeurs. « *Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique...* »<sup>36</sup>, écrit justement Lénine. Non seulement le monopole et le protectionnisme « assoupissent » le capitaliste ainsi protégé, non seulement ils maintiennent le profit « extra » comme une rente en sa faveur, mais ils empêchent la diffusion du progrès technique dans toutes les branches d'activité, dans tous les pays, ce qui freine la croissance générale de la productivité, favorise des prix élevés tant pour l'achat des moyens de production que de la main-d'œuvre.

36 *L'Impérialisme...*, op. cit., p.118.

3°) L'élargissement de la production entraîné par l'industrialisation posait des problèmes de débouchés pour lesquels les colonies, pillées et appauvries, n'apportaient qu'une solution très insuffisante, tandis que le protectionnisme des pays riches entravait considérablement les échanges. De plus, si une partie de la main-d'œuvre coloniale était fortement exploitée dans les plantations et les mines, la majorité constituait une immense « armée de réserve » inutilisée pour l'industrie, au moment où les luttes ouvrières, stimulées par la révolution bolchevique, ne cessaient de faire augmenter les coûts salariaux dans les métropoles. De même que le capital industriel avait dû triompher de la bourgeoisie foncière dans les métropoles pour se développer, de même il fût amené à dépasser le système colonial, latifundiaire, semi-esclavagiste, et interdisant de produire dans les colonies ce qui pouvait concurrencer les industries métropolitaines, afin de pouvoir utiliser comme ouvriers salariés ces masses de paysans sans ressource, et trouver par là une nouvelle source d'abaissement des coûts salariaux et des prix.

4°) La défaite du lobby colonialiste dans les pays développés, et l'indépendance politique pour les colonies, répondaient ainsi à la nécessité vitale, pour le capital en général, d'augmenter la production de plus-value. Elle permettait aussi un allègement des frais généraux des Etats dominants qui n'avaient plus à assumer une occupation militaire et administrative systématique d'immenses territoires hostiles (c'est toujours un peu la même histoire, de même que l'ouvrier libre, devant s'entretenir lui-même, coûte moins cher que l'esclave, de même pour l'ex colonie libre ! Pas plus que le capitaliste n'a besoin de la propriété du corps de l'esclave, mais seulement de s'approprier son travail, le pays dominant n'a besoin de la propriété du territoire, mais de s'approprier ses ressources).

Nous allons donc voir maintenant plus en détail comment c'est bien effectivement en fonction des nécessités des hausses de productivité, de la domination de ce mode nouveau de production de la plus-value dite relative, et selon des moyens que nous allons examiner plus précisément, qu'évolue la forme de la mondialisation, passant de la forme nationale-coloniale-protectionniste à une forme dite « libérale » qui soit adéquate à ce nouveau mode de la valorisation du capital. Une forme qui est secrétée par lui, en même temps qu'elle le secrète, qui est autant résultat que condition.

## Chapitre 3.

# LA MONDIALISATION « LIBERALE »

### 1. LE DEPASSEMENT DU SYSTEME COLONIAL

La recherche acharnée des hausses de productivité est devenue, dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le souci essentiel des cadres dirigeants industriels. On sait qu'elle aboutit, notamment, au système tayloriste de décomposition des tâches, chacune étant réduite à un geste aussi simple que possible répété inlassablement par l'ouvrier « spécialisé » (le fameux OS), complété par le système fordiste de la chaîne, qui rive cet ouvrier à son poste, le soumettant au rythme (cadence) de la machinerie. Cette « organisation scientifique du travail » (OST) qui réduit l'ouvrier à un simple élément du système mécanique est devenue le symbole du mode de production industriel du « court 20<sup>ème</sup> siècle » (une septantaine d'années environ, 1918-1989, de la fin de la première guerre à la fin du dernier empire colonial). Siècle qui constitue une sorte de transition car, si sur le plan de cette division du travail poussée à sa plus grande extrémité (après il n'y a plus que les robots !), du mode d'extorsion de la plus-value, de l'importance essentielle prise par les sciences et les technologies dans le procès de production, de la concentration massive des capitaux, de l'autonomisation du capital financier et de sa prolifération cancéreuse, on y voit déjà se déployer pleinement toutes les caractéristiques du capitalisme moderne actuel. Par contre, sur le plan de la mondialisation, on y voit conservée intacte, et même renforcée jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la forme ancienne, nationaliste, colonialiste, et protectionniste. Ce qui amènera, en une sorte de répétition en plus grotesque, plus tragique, plus monstrueuse, les fascismes et la deuxième guerre impérialiste mondiale pour le partage du monde sous la forme d'occupations territoriales. Mais cette fois ce sera aussi le début de la fin de la forme coloniale de la mondialisation, le début de l'essor de la mondialisation « libérale ».

Après la première guerre mondiale, la multiplication des innovations technologiques et la systématisation de l'OST entraînent une accélération des hausses de la productivité. Par exemple en France (mais la tendance générale fût la même dans tous les principaux pays industrialisés), alors qu'elle n'avait guère que doublé dans les 100 années avant

1920, elle double encore, mais dans les seules 20 années suivantes. Cette accélération qui devint exponentielle après la deuxième guerre, avec une multiplication par sept entre 1945 et 1995. Cela induit évidemment une croissance considérable de la production de biens manufacturés. D'où un problème de débouchés, d'autant plus accentué que le système colonial-protectionniste régnait en maître, freinant la baisse des prix (imposée alors par les crises), ainsi que l'ouverture des marchés, toutes choses qui auraient pu favoriser une consommation plus élevée. Cette crise de surproduction, nouvelle par son ampleur mais classique quant au fond, fût encore davantage aggravée par des décisions et événements politiques désastreux pour le capital, comme le traité de Versailles qui achevait de ruiner l'Allemagne, la révolution bolchevique qui lui fermait le marché russe, des politiques monétaires déflationnistes inadaptées (retour à l'étalon-or, restrictions drastiques des crédits).

Devant toutes ces difficultés le capital réagit dans les années 30, non seulement par un chômage massif et en s'attaquant aux salaires et conditions de travail, mais aussi en renforçant encore ses vieilles tendances protectionnistes. Bien sûr par la réglementation douanière. Mais aussi en créant des monopoles d'Etat (nationalisations), tandis que se multiplient les ententes (cartels) entre les grands trusts privés, y compris au plan international. Par ces cartels ils fixaient les prix et se partageaient les marchés, accentuant encore plus les situations rentières, les coûts de production élevés, les freins à la consommation de masse. Cartel du pétrole entre les « big five » anglo-US se partageant le Moyen-Orient (1927), cartel de l'acier entre tous les gros trusts garantissant à chacun le monopole de son marché national, cartel de l'aluminium (1926), etc. Les nationalisations des entreprises déficitaires se multiplient (exemple la SNCF en 1937), créant partout de nouvelles situations de monopoles protégés de toute concurrence, cet indispensable gendarme du capital. Enfin, les Etats interviennent systématiquement pour organiser et protéger un développement plus ou moins autarcique (exemples de la Tennessee Valley Authority aux USA jusqu'aux fascismes en Europe). Bref, les années 30 sont celles du summum du protectionnisme à l'échelle mondiale.

De ce fait les hausses de productivité, que continuent à rechercher chaque capitaliste particulier en quête de plus-value extra, se traduisent par plus de difficultés que d'avantages pour le capital en général. Car, dans cette situation, elles ne se diffusent pas, et surtout ne s'accompagnent pas d'une baisse généralisée des valeurs et des prix<sup>1</sup>, ce qui entrave

1 La plus-value extra se pérennise dans une situation de non concurrence.

l'augmentation de la plus-value relative, et la relance de la consommation, qu'elles permettraient dans une situation de concurrence. Or cette augmentation et cette relance sont rendues urgentes, pour le maintien des taux de profit, par l'accroissement même de la composition organique du capital, et celui de la production à écouler, qui accompagnent automatiquement ces hausses de productivité.

Bref, la forme de la mondialisation devait nécessairement se transformer elle aussi pour être adéquate aux exigences de la production de la plus-value dans ces conditions d'une extrême concentration du capital, d'une très forte composition organique, et d'une production de masse. Ce qui devait tout aussi nécessairement entraîner la fin du système protectionniste-national-colonial (territorial) au profit d'une autre forme de partage du monde et de domination par le capital qui lui permette de se déployer planétairement sans entrave et à la mesure de sa concentration, d'abaisser les coûts de production, d'élargir les marchés. Cette évolution va prendre du temps, ce « court 20<sup>ème</sup> siècle », avant de s'épanouir pleinement dans les années 90. Car il y avait, bien sûr, pour l'empêcher, l'influence des lobbies colonialistes. Mais aussi une idéologie nationaliste-impériale ancrée depuis longtemps, diffusée systématiquement dès l'école primaire, renforcée en maints pays par l'amertume des défaites, la rancœur des vieilles rivalités, la volonté des retardataires (comme le Japon) de se hisser au niveau des grands empires, la crainte de l'URSS, etc.

Les bouleversements entraînés par la deuxième guerre mondiale vont permettre aux USA de commencer à briser tous ces carcans. L'empire colonial japonais en sort détruit, et le Reich allemand aussi. Les français et même les anglais ont été considérablement affaiblis, suffisamment pour que les colonies prennent leur indépendance, même si le petit coq gaulois s'accroche stupidement et sauvagement à l'Algérie. A l'inverse, les USA dominent économiquement le monde après 1945 de façon écrasante (en 1945 « *les USA concentrent 50% de la production mondiale, 50% de la production d'acier, 90% de la production automobile, un quart des exportations mondiales et les deux tiers du stock d'or* »<sup>2</sup>), et vont pouvoir imposer leur volonté en contribuant à la décolonisation (à laquelle leur capital, le plus avancé, concentré et productif du monde, a fortement intérêt), bien qu'en même temps ils soient forts freinés dans ce mouvement par la peur que les luttes de libération nationale ne penchent vers un renforcement du camp soviétique, encore rival sur le plan militaire. C'est d'ailleurs dès août 1941 que le président F. D. Roo-

2. *500 ans de capitalisme, op. cité, p.90.*

sevelt rencontre secrètement Churchill, au large de Terre Neuve, et échange l'entrée en guerre des USA contre la reconnaissance par l'Angleterre du droit à l'indépendance des colonies (Charte de l'Atlantique). Décolonisation qui s'achèvera en 1989 avec l'éclatement de l'empire URSS.

En même temps que les colonies accèdent progressivement à l'indépendance politique, se développe le monde « libre », c'est-à-dire le monde où capitaux et marchandises peuvent librement circuler, ou en tout cas beaucoup plus librement que dans la phase précédente (nous verrons en effet que subsistent de nombreuses rivalités nationales et de nombreuses barrières à cette libre circulation). Un monde où va se déployer une nouvelle division du travail avec l'industrialisation de beaucoup d'ex-colonies et semi-colonies, et une nouvelle forme de domination mondiale du capital, qui intègre les nouvelles bourgeoisies nationales dans le système hiérarchisé de capitaux et d'Etats qui forme la mondialisation « libérale ».

Avant d'exposer les caractéristiques essentielles de cette nouvelle forme de la mondialisation, il faut observer qu'aussi d'autres conditions, et pas seulement l'affaiblissement des vieilles puissances coloniales, ont mûri, qui permettaient un nouveau déploiement planétaire d'un capital à la recherche d'abaissement des coûts de production et d'élargissement du marché.

1°) Déjà en son temps Marx avait repris cette réflexion de Ure que la machine permet d'employer des ouvriers de plus en plus déqualifiés, « grossiers », sans habileté de métier spéciale. Le taylorisme, et tous les systèmes d'organisation du travail qui l'ont suivi et en sont dérivés, ont considérablement accentué cette déqualification du travail ouvrier, le réduisant, pour une large part, à des gestes d'une extrême simplification, voire de simple surveillance des machines. Ce qui va grandement faciliter la mise au travail des masses paysannes ruinées, et l'implantation d'industries, dans les pays sous-développés, manquant de main-d'œuvre apte à un travail industriel qui était, jusque là, souvent encore assez qualifié (ouvriers professionnels). A partir de quoi l'éducation industrielle de ces peuples, leur adaptation à la discipline d'usine et à la vie (ou survie) urbaine, se fera, graduellement, en fonction des besoins du capital. Dès lors que cette main-d'œuvre pourra servir les mêmes systèmes productifs que les ouvriers des métropoles, elle deviendra hyper compétitive puisque, de productivité égale tout en étant d'un coût salarial beaucoup plus bas. Les taux de profit deviendront donc plus élevés dans ces pays, inver-

sant la situation coloniale du 19<sup>ème</sup> siècle (pour reprendre l'exemple de Marx que nous avons cité au chapitre 2, inversant le rapport Ecosse-Angleterre). Ainsi on pourra lire aujourd'hui très souvent, dans divers articles et études, ce genre de remarque : le directeur de l'usine Samsung rachetée par Renault en Corée expliquant qu'elle est très moderne et que « *la productivité y est la même qu'en France* », mais que les coûts salariaux y « *représentent la moitié des coûts français* »<sup>3</sup>. Ou encore le dirigeant de Solelectron, géant de la sous-traitance informatique et téléphonique, qui implante une usine en Roumanie parce qu'il y trouve « *un personnel hautement qualifié... et réellement à faible coût* »<sup>4</sup>. Partout l'industrialisation des ex colonies et semi-colonies a eu pour base une haute productivité associée à de faibles coûts salariaux. « *On pourrait citer les patrons de Lafarge expliquant que, lorsque son groupe rachète une cimenterie dans un pays peu développé, la productivité peut être doublée en quelques mois.* »<sup>5</sup>

2°) Une deuxième condition de l'extension de la division du travail à l'industrialisation du Tiers-monde a été la baisse très rapide des coûts de transports internationaux après la deuxième guerre mondiale. Elle avait entraîné un énorme boom des constructions navales, les fameux Liberty Ships américains étant construits suivant le système standardisé de la chaîne, et une baisse importante du prix des navires, en même temps que leur tonnage s'accroissait avec la puissance grandissante des nouveaux moteurs diesels. Baisse accélérée dans le dernier tiers du 20<sup>ème</sup> siècle (pétroliers géants de 500.000 tonnes, transports par containers, etc.), qui explique une part du boom qu'y ont connue les délocalisations. « *Le coût du transport maritime a été divisé par deux entre 1960 et 1990* »<sup>6</sup>. De sorte qu'il advint qu'un minerai de fer brésilien arrivait moins cher aux aciéries de Dunkerque que n'y arrivait le minerai lorrain, dont les capitalistes ont dû fermer l'exploitation (détruire le capital) pour maintenir le taux de profit de la sidérurgie. Ou encore, « *le coût de transport d'une automobile de Corée à Rotterdam est du même ordre de grandeur que son coût de transport par rail ou par camion du fond de l'Espagne à l'Europe du Nord* ». On pourrait multiplier ce type d'exemples à l'infini. Ils expliquent une des conditions de l'extension mondiale du procès de production, qui peut ainsi être découpé en multiples segments répartis sur

3 *La Tribune de l'Economie*, 18.09.02

4 *Le Monde*, 12.10.02.

5 P.Veltz, *op. cité*, p.133.

6 P.N. Giraud, *op. cité*, p.246-247.

tous les continents, comme s'il s'agissait d'une chaîne fordiste planétaire. Les progrès et l'abaissement des coûts concernent aussi les communications orales, picturales, écrites (satellites, Internet, etc.), les transports aériens, etc., qui sont également des facteurs importants de la mondialisation « libérale », chaque multinationale pouvant ainsi être facilement gérée à partir d'un quartier général central. A y regarder de plus près, tout ceci confirme d'ailleurs la thèse de Marx que l'évolution des forces productives transforme les rapports sociaux et tout le mode de production.

3°) La lutte des USA pour abattre l'empire russe et son soi-disant communisme, et pour contenir la Chine révolutionnaire de Mao, les a amenés à rechercher des alliés, et à contribuer à renflouer l'Europe et le Japon (plan Marshall), à industrialiser Taiwan, la Corée du Sud, etc. Expérience pratique qui a accéléré la prise de conscience par tous les capitalistes de l'intérêt qu'il y avait à produire industriellement dans ces pays dès lors qu'on y trouvait que de bas salaires pouvaient y être associés à une forte productivité.

Mais si la décolonisation a produit un monde de pays politiquement formellement indépendants, ce n'est que dans la mesure où ils sont soumis à une forme de dépendance encore plus subtile, plus insidieuse. Car ils sont dans l'obligation de s'intégrer dans le mode de production capitaliste, à la place que leur assignent les exigences de la valorisation du capital. Or ces exigences ont ceci d'hypocrite qu'elles semblent à première vue naturelles et démocratiques (libre circulation, libre entreprise). En réalité, elles font qu'ils ne peuvent s'y intégrer qu'en fonction de l'intérêt, pour le capital, que représente chacun d'eux pour y développer tel ou tel segment de son procès de valorisation. Comme ce capital reste évidemment essentiellement aux mains des dirigeants des vieilles puissances impérialistes où il s'est accumulé, ils doivent rester soumis à ces vieux maîtres. Mais ceux-ci ne se présentent plus comme tels, mais comme les simples agents de ce capital, des « lois » économiques incontournables, les défenseurs des « valeurs » et du système social qui l'accompagnent et que doivent accepter ces pays pour intégrer ce meilleur des mondes à la place qui leur est ainsi assignée. Colonie et pays dominé, on pourrait risquer ici une analogie, quant à la forme de la domination, avec le statut de l'esclave par rapport à son maître, et celui de l'ouvrier « libre » de vendre son travail à un patron. Ou alors ils doivent accepter d'être exclus, voire, s'ils choisissent une forme de résistance, de subir des sanctions, embargos, coups d'états de la CIA, massacres otanesques, guerres pétrolières « préventives », etc. C'est cette organisation de la mondialisation

« libérale » comme un capitalisme mondial hiérarchisé, totalitaire et criminel que nous allons maintenant examiner.

## 2. LA MONDIALISATION « LIBÉRALE »

Bien souvent les contempteurs de la mondialisation, type ATTAC en France, concentrent leurs critiques sur la Finance. Ils crient haro sur les spéculateurs, les rentiers, les fonds de placement, les produits financiers. Ils dénoncent le fait que l'argent circule à flots trop librement, rapidement, et anarchiquement de par le monde, au gré des espérances de gain et des taux d'intérêts, au lieu que ses mouvements soient contrôlés par les Etats. Il est vrai que la sphère financière, qui existe depuis longtemps, s'est énormément hypertrophiée depuis une vingtaine d'année, tout en atteignant une grande autonomie. Ce qui amène aux gonflement de bulles gigantesques de titres financiers, capital fictif, qui éclatent en krachs violents et ravageurs. Je ne referai pas ici l'analyse du capital financier, ni la critique de ses critiques superficiels de type ATTAC<sup>7</sup>. Le simple bon sens suffit à comprendre que l'argent ne produit pas de l'argent comme le poirier des poires. Qu'à la base du développement du capital financier, il y a toujours la production de plus-value, le travail productif. Que la mondialisation concerne toujours au premier chef cette production, qui est la condition de la reproduction du capital (et de la société capitaliste toute entière). Le capital financier n'étant que la manifestation de l'extension du crédit qui est pour cela nécessaire, et qui entraîne la dissociation de la propriété juridique des moyens de production d'avec celle de leur mise en œuvre dans le procès de production. C'est donc bien toujours d'abord à partir des transformations du procès de production qu'il faut analyser la mondialisation, ses aspects financiers n'étant qu'une conséquence avant d'être aussi une condition. Quand le procès de production s'internationalise, il faut bien aussi que les mouvements du capital argent soient libérés des frontières).

7 Voir sur ce sujet T. Thomas, *L'Hégémonie du Capital Financier et sa Critique*, éd. Albatroz.

## 2.1. La mondialisation de la production de plus-value

Nous avons vu en quoi les limites du système protectionniste national-colonial face à la concentration du capital, et aussi l'émergence de conditions favorables à l'industrialisation des pays dits sous-développés (possibilité d'y avoir une aussi forte productivité que dans les métropoles en plus des bas salaires, abaissement des coûts de transports), devaient nécessairement pousser à une mondialisation sans frontière pour le capital. Car, au stade de développement où il était arrivé dans la phase précédente, il ne pouvait plus trouver de réserves importantes d'augmentation de la productivité que dans l'utilisation systématique, devenue « rentable », à des tâches industrielles, de l'immense armée de réserve des populations du Tiers-monde.

D'où le phénomène bien connu d'une implantation de nombreux segments du procès de production dans ces pays, par créations directes (externalisations) ou transferts (délocalisations). Ce développement industriel de grande ampleur (bien que pas encore dans tous les pays) est bien ce qui frappe au premier chef par rapport à la situation d'avant la deuxième guerre mondiale. S'accompagnant nécessairement d'une ouverture beaucoup plus grande des frontières, il induira aussi un renouveau de la concurrence. Non pas que les grands trusts disparaissent, au contraire la concentration ne cesse de se renforcer, mais ils perdent quelque peu de leur ancienne situation de monopoles nationaux-coloniaux, et s'affrontent plus vivement dans une situation de concurrence internationale oligopolistique (parfois réduite au duopole, comme entre Boeing et Airbus).

Ce développement industriel concerne d'abord le rôle traditionnel de ces pays comme fournisseurs de matières premières bon marché. Dans ce domaine il s'élargit considérablement à toutes sortes de minerais autrefois trop coûteux à transporter (comme le fer mauritanien ou brésilien éliminant le fer lorrain), ce qui contribue à remonter les taux de profit dans les industries utilisatrices, en général métropolitaines, ou soustraitantes de trusts métropolitains. Et bien sûr au pétrole et au gaz, qui se substituent au charbon comme source essentielle d'énergie. Dans ce domaine des hydrocarbures on a l'exemple type de la captation de la rente (car il s'agit bien ici de rente, absolue et relative, au sens où Marx l'a analysé concernant la terre) non seulement par les oligopoles pétroliers, mais aussi par les Etats impérialistes, par le capital dominant dans son ensemble. Par exemple ceux de l'Union Européenne prélèvent 64% du

prix de vente sous forme de taxes, les pétroliers conservent 17,50% (coûts + profits), et les pays producteurs 18,50% (incluant le coût du fret).

Mais, bien plus remarquable encore, car nouveau et récent par son ampleur, est le développement d'industries dans des branches très diverses, et comme segments d'activités intégrés au sein d'un procès de valorisation mondial transnational. En général il s'agit d'industries à forte composante de main-d'œuvre peu qualifiée, particulièrement abondante et peu chère dans les PED. L'industrie de l'habillement en est un exemple type, mais aussi toutes sortes d'activités d'assemblage de biens de consommation courante, de masse. Il s'agit aussi de l'implantation d'industries particulièrement polluantes attirées par des réglementations laxistes en la matière (l'exemple de Bhopal en Inde est resté dans les mémoires). Dans certains pays où existe une main-d'œuvre plus qualifiée, se développent aussi des segments d'activités plus sophistiquées, par exemple dans les pays de l'Est européen, l'Inde, la Corée du Sud, ou Taiwan, pour l'informatique, l'électronique, etc. On connaît aussi les navires « délocalisés » sous pavillon de complaisance et leur équipages du Tiers-monde dans les flottes commerciales.

C'est un phénomène très connu, et si souvent décrit qu'il n'est pas la peine de s'y appesantir beaucoup ici. Citons un seul exemple pour mémoire, les maquiladoras (du verbe maquilar, dérivé de maquinar, machiner), ou maquilas, les usines « tournevis » d'Amérique Centrale qui fournissent le marché US. Selon une étude de 1998<sup>8</sup>, la base en est, sans surprise, les bas salaires. Au Mexique par exemple, le salaire moyen était à cette époque de 3,25 \$ la journée, contre 5,25 \$ l'heure côté US. Mais ce qui frappe aussi, c'est l'importance de cette industrie de sous-traitance pour les pays concernés : 30 à 40% de l'emploi y est affecté. Et c'est encore, fait moins connu, la hiérarchie des forces en présence. En haut, les donneurs d'ordre, décideurs qui fournissent les modèles, les licences, passent les commandes, et qui sont essentiellement des entreprises US. Puis il y a les capitaux de second rang qui s'investissent comme sous-traitants industriels dans les maquilas, aux côtés ou en substitution des filiales des oligopoles (qui tendent à dégager leur capital des productions courantes, comme nous le verrons). Ils sont souvent d'origine asiatique, par exemple à 45%, principalement d'origine coréenne au Guatemala, à 32%, principalement taïwanais, au Nicaragua, à 31% au Honduras, etc.

8 Les données citées ici sont tirées d'un article de *El Observador Economico*, mars 1998, cité dans *La Sous-traitance en périphérie*, pratique économique et rapport social d'exploitation, Centre Tricontinental, éd. L'Harmattan, 1999, p.29 à 37.

Ces maquilas produisent dans toutes sortes de branches, électroniques, équipements médicaux, habillement bon marché, etc. On voit ainsi se dessiner une hiérarchie typique de la mondialisation moderne, ici simplifiée en trois niveaux : les capitaux dominants du Centre, investis dans les activités intellectuelles et fabrications à fort contenu technologique, puis des capitaux subordonnés de sous-traitants industriels, donc souvent issus de pays avancés de « second rang », et enfin de la main-d'œuvre à très bas salaires, souvent féminine (à 80% pour l'habillement), dans des pays les moins développés, au niveau technologique le plus bas.

Ce système est effectivement d'une efficacité remarquable pour relever les profits, et les faire remonter au Centre. Un exemple concret parmi des milliers d'autres le montre aisément. Une entreprise de prêt à porter allemande, Otto Versand, fait fabriquer aux Philippines par un sous-traitant, K. Phil. Une étude montre que la différence entre les prix catalogue de O. V. et les prix de fabrication perçus par K. P., laisse au premier des marges de 200% à 500% suivant les produits (pull-over, cardigan, etc.) pour couvrir ses frais de gestion, de distribution, et ses profits, de sorte qu'au final « *les détaillants allemands ... font régulièrement des profits de plus de 100% par rapport au coût de production.* »<sup>9</sup> Ainsi la plus-value produite par les ouvrières des Philippines est transférée au donneur d'ordre allemand pour l'essentiel, tandis qu'elles-mêmes ont des salaires « *inférieurs de 46% à ce qui a été calculé comme coût normal quotidien de la vie* »<sup>10</sup>, et que, bien sûr, n'existe aucune protection sociale, que dès qu'une lutte syndicale s'organise, la répression s'abat, poussée fréquemment jusqu'au meurtre, ou l'usine ferme pour rouvrir ailleurs.

Ainsi le procès de valorisation du capital est divisé mondialement, en un très grand nombre de segments. Une auto peut être, par exemple, conçue en France, assemblée au Brésil avec un moteur fabriqué au Mexique, et des pièces venues d'une dizaine d'autres pays. Du fait de cette segmentation mondiale croissante, les échanges augmentent aujourd'hui plus vite que la production. Mais ils sont surtout le fait des quelques centaines de multinationales qui ont la capacité d'organiser ainsi mondialement leur procès de valorisation. « *Les 500 plus grosses sociétés contrôlent 70% du commerce mondial* »<sup>11</sup>, « *40% des exportations mondiales*

---

9 *Ibidem*, p.128. Etude de l'organisme philippin IBON qui fourmille d'indications concrètes et précises sur le système « de la sous-traitance de vêtements aux Philippines, en relation avec le capital allemand ».

10 *Ibidem*, p.120.

11 *Ibidem*, p.146.

sont contrôlées par les 100 plus grandes firmes »<sup>12</sup>. Cela manifeste l'énorme concentration du capital qui induit la mondialisation « libérale », et se développe avec elle. « *Ce qui frappe encore plus, c'est l'évolution alarmante de l'accumulation du capital par les 200 plus grosses entreprises. Calculée en part du PNB mondial, la rapidité de la transnationalisation (développement des multinationales, n.d.a.) du capital est stupéfiante : de 17% au milieu des années 60, à 24% en 1982, et à plus de 35% en 1995.* »<sup>13</sup> Il faut aussi observer l'importance de la part des échanges internes à ces multinationales dans l'ensemble du commerce extérieur. Un rapport de l'OMC signale que « *le commerce intra-firmes des entreprises transnationales représente approximativement un tiers du commerce mondial* »<sup>14</sup>. Or ces échanges internes sont aussi un vecteur de la remontée des profits vers le Centre, au siège des multinationales. Car celles-ci jouent sur les taux de change, et fixent les prix de transfert des produits d'une filiale à l'autre, tout le long de la chaîne, de sorte à organiser à leur guise le lieu où apparaîtront les bénéfiques, la métropole ou un paradis fiscal ad hoc. Cela constitue une fuite de capital et un manque à gagner fiscal pour le pays d'origine où la plus-value est produite. A l'inverse l'accumulation au Centre est ainsi accélérée.

Une tendance se dégage même qui voit la plus-value être de plus en plus produite à la périphérie, mais néanmoins rapatriée au Centre, bien qu'à la limite il ne produise plus rien. « *... un ordinateur IBM, vendu et comptabilisé en Europe comme une importation américaine, ne contenait au début des années 90 que 24% de valeur ajoutée aux USA, contre 46% au Japon, et déjà 30% à Singapour et en Corée du Sud.* »<sup>15</sup> Prolongeant cette tendance, certains experts en concluent que le must de la profitabilité serait de ne pas posséder d'installations industrielles, mais de tout sous-traiter, ni d'immeubles ou autres immobilisations, mais de les louer.

Voilà bien en effet un rêve du capitaliste : se passer du capital fixe. Non seulement il grève de plus en plus lourdement ses profits, mais c'est le risque d'un capital immobilisé, inemployé. C'est-à-dire d'un capital qui n'absorbe pas de travail vivant, qui se dévalorise. Conséquence d'autant

12 *La mondialisation au delà des mythes*, sous la direction de S. Cordellier, éd. La Découverte Poche, 2000, p.41.

13 Tribunal Permanent des Peuples, Bruxelles, 1998, in *La sous-traitance en périphérie...*, op.cité, p.146.

14 *Les organismes financiers internationaux, instruments de l'économie politique libérale*, Centre Tricontinental, éd. L'Harmattan, 1999, p.21, note 2.

15 S. Cordellier, op. cité, p. 101-102.

plus néfaste, donc risque d'autant plus grand, que le capital fixe est considérable.

D'où l'importance que les capitalistes attachent, depuis toujours, à ne pas immobiliser le capital, à le faire circuler le plus vite possible, à multiplier ses rotations dans un même temps. Par le crédit, qui accélère et démultiplie la circulation du capital-argent. Par l'usage le plus intensif possible des machines (tous les efforts de l'OST ont tendus à cela, à éliminer les temps morts, à accélérer les gestes). Par les efforts commerciaux, afin de réaliser au plus vite la plus-value, qui n'est encore que virtuelle dans la production, afin que le capital, ainsi reproduit et élargi, puisse recommencer le cycle de sa valorisation. Plus ces cycles sont courts, plus un même capital se gonfle de plus-value dans un même temps.

Ces efforts du capitaliste (de ses managers, ingénieurs, etc.) pour accélérer la rotation du capital, pourchasser son immobilisation, ne s'arrêtent jamais. Dans la période récente on a vu apparaître, par exemple, le système de gestion des usines en « flux tendus », « juste à temps », « zéro stock » (le stock étant évidemment une immobilisation), et toutes les multiples recettes (dont les lois Aubry en France sont un des derniers avatars) pour accroître systématiquement la flexibilité du travail afin de chasser jusqu'au moindre temps mort. Aujourd'hui l'utilisation la plus intensive possible du capital fixe est une obsession d'autant plus vitale pour les agents du capital, que sa proportion dans la valeur du produit, par rapport à celle du travail vivant, qui seul produit la plus-value, a connu une croissance exponentielle dans les 30 dernières années (ce qui est la rançon de l'accroissement de la productivité que doit poursuivre chaque capitaliste particulier). « *La valeur du capital fixe par emploi qui était en France de 350.000 FF en 1970 a dépassé le million de francs dès 1993* »<sup>16</sup>, soit une multiplication par 3 en un peu plus de vingt ans seulement. La hantise de ces agents est donc, plus que jamais, non la peine de l'ouvrier, mais la panne de la machine, son immobilisation.

Poussant cette obsession du capital fixe jusqu'à l'extrême, le capitaliste en arrive donc à ce rêve d'essayer de se débarrasser de ce boulet, de refiler à d'autres la patate chaude. Il ne s'agit plus alors seulement de délocaliser ses usines (ce qui implique encore qu'on les possède), mais, selon leur jargon, « d'externaliser » les fabrications, de les sous-traiter à d'autres. La tendance est aux « entreprises sans usine ». A partir de quoi certains gourous nous annoncent « la fin du travail », et l'avènement d'un

---

16 P. Veltz, *op. cité*, p.131.

capital devenu immatériel<sup>17</sup>, qu'ils définissent comme « capital intellectuel », dont les activités ne concerneraient plus, pour l'essentiel, que « les services ».

Ce n'est évidemment pas parce que les métropoles accaparent les fonctions intellectuelles et externalisent les productions que les usines n'existent plus ! La firme Nike est un exemple célèbre d'entreprise sans usine. Elle a gardé pour elle seulement les activités de conception et de vente. Elle ne produit pas, mais gagne néanmoins beaucoup d'argent. « *En réalité Nike est avant tout un laboratoire de recherche et de conception doté d'une stratégie de marketing et d'un système de distribution assez sophistiqué. Bien qu'il soit le premier producteur mondial de chaussures de sport, Nike ne possède ni usines, ni machines, ni équipements, ni installations dignes d'être mentionnées. Il travaille en fait avec un vaste réseau de fournisseurs...installés en Asie du Sud-Est qui fabriquent ses centaines de modèles de chaussures et autres équipements de sport....Ce sont plus de 450.000 travailleurs asiatiques qui produisent les célèbres modèles de chaussures Nike.* »<sup>18</sup> Mais ces travailleurs sont surtout des femmes, et aussi des enfants, qui travaillent 12 heures par jour pour quelques 2 dollars, soit plus de 20 fois moins qu'un ouvrier US, et « *moins que le coût local de trois repas élémentaires* ».

On retrouve là les caractéristiques habituelles des délocalisations : bas salaires, forte productivité, et aussi longues journées de travail. L'extorsion de plus-value absolue est combinée avec celle de la plus-value relative : le total est maximum ! Mais comment Nike, qui ne produit rien, en obtient-il l'essentiel ? Parce qu'il est le maître du procès de production en tenant simplement les deux bouts de la chaîne : maître de la recherche et de la conception, et maître de la commercialisation. Il décide du produit, en crée le besoin par des effets de mode qu'il organise ou récupère (publicité, sponsoring de grandes vedettes), maîtrise la distribution. Aucun de ses 400 sous-traitants n'a les moyens de venir le concurrencer sur ces terrains où sont investies des sommes énormes, à l'échelle planétaire. Une intéressante étude<sup>19</sup>, même si elle est basée sur des chiffres déjà anciens (1992), donne l'analyse de la répartition du produit financier, soit 400 FF, d'une paire de chaussures Nike. 239,80 FF vont aux divers frais commerciaux (et autres frais administratifs pour une part négligeable), 15,50 FF reviennent encore à Nike pour la conception, et

17 Selon Jeremy Rifkin, *L'Age de l'Accès*, éd. La Découverte, 2000.

18 *Ibidem*, p.66.

19 P. Demunter, *Comprendre la Société*, éd. Contradictions-L'Harmattan, 2002, p.96-99.

encore 11,20 FF pour les investissements nouveaux, tout cela étant de la plus-value qu'empoché Nike. Pour le reste, 11,60 FF vont aux banques (frais financiers), aux dividendes et au Trésor US, 117,40 FF sont des frais d'amortissement de machines, de matières premières, de stockage, 3,80 FF des taxes versées hors USA, et enfin 0,70 FF sont les salaires des ouvriers. En gros, sur les 400 FF de cette paire de chaussures, il y a 266,50 FF de plus-value qu'empoché Nike, rémunérant très grassement toutes sortes d'improductifs, américains surtout (les seuls 13 membres du Conseil d'Administration de Nike recevaient un salaire cumulé de « 5.200.000 dollars par an, soit trois fois le salaire cumulé des 3.600 ouvriers de l'usine de Tangerang en Corée »<sup>20</sup>), et encore 11,60 FF d'intérêts, dividendes et taxes qui vont dans la métropole, soit en tout quelque 70% de plus-value qui s'accumule au Centre (et 0,70FF, soit 0,17% qui vont aux producteurs de cette plus-value, soit un salaire mensuel équivalent « au prix de ½ paire de chaussure alors que la production moyenne par ouvrier et par mois était de 350 paires »).

« L'entreprise sans usine » n'est donc évidemment qu'une façon d'indiquer comment, par la nouvelle forme de la mondialisation, le capital réussit non seulement à abaisser les coûts salariaux en faisant entrer dans le prolétariat (et dans la concurrence entre les prolétaires pour la vente de leur force de travail) l'immense armée de réserve des peuples du Tiers-monde, ce que sont les délocalisations, mais aussi à reporter sur des capitaux dominés, sous-traitants, le poids et les risques du capital fixe, ce que sont en plus les externalisations.

Dans cette forme de la mondialisation on arrive à une fragmentation extrême du procès de valorisation, où le capital productif se sépare du capital intellectuel (science, gestion, commerce), lui-même séparé du capital financier. Séparation tant géographique que dans la propriété, le capital industriel restant néanmoins en général sous l'entière dépendance des deux autres, qui sont étroitement associés dans la maîtrise du procès de valorisation du capital, et siègent dans les Centres impérialistes (c'est-à-dire y trouvent et y organisent les conditions de cette domination, en collaboration avec ces Etats).

Marx avait déjà pu remarquer en son temps que, plus le capital se concentrait, plus se séparaient les différents segments du procès de valorisation : capital financier, industriel, commercial, etc. Il s'agit toujours de la recherche du monopole et de la plus haute productivité, qui amène à délaissier certaines fonctions pour pouvoir concentrer ses capitaux sur tel

20 *Ibidem*, p.99.

ou tel segment où le capitaliste pense pouvoir être dominant, ou en tout cas concurrentiel, à un moment donné. Evidemment il s'agit d'un jeu où les rapports de force sont variables. Par exemple à telle époque les industriels domineront les commerçants, à telle autre ceux-ci, regroupés en oligopoles (comme les chaînes d'hypermarchés), s'imposeront aux industriels en contrôlant la distribution, tandis qu'à un autre moment ce sont les financiers qui décideront. D'une façon générale ce qui est décisif n'est pas la branche d'activité, mais la situation, oligopolistique ou pas. Par exemple encore un fournisseur de la taille d'un Michelin peut négocier d'égal à égal avec les grandes firmes automobiles, dont pourtant il dépend pour les commandes.

La différenciation spatiale qu'opère la mondialisation « libérale » n'est donc plus essentiellement en termes de branches d'activité, comme dans la phase coloniale précédente où seules quelques activités déterminées (certains produits agricoles et miniers) se développaient à l'extérieur des métropoles impérialistes, mais en terme de travail plus ou moins qualifié. Le rôle de fournisseurs de matières premières dévolu aux pays du Tiers-monde subsiste évidemment dans la mesure où celles-ci n'existent pas dans les métropoles, mais aussi parce qu'il s'agit d'activités usant de main-d'œuvre simple, et que ce sont ces travaux simples qui sont dévolus à ces pays. Par exemple, dans le cas de la plupart des minerais (cuivre, nickel, etc.), on a les fonctions de recherche et de développement, les fonctions financières supérieures, les fonctions de vente, qui sont entièrement localisées au Centre, alors que les gisements, et les ouvriers, sont pour l'essentiel en Périphérie. Mais dans le domaine financier, ou d'autres activités dites « tertiaires », on a aussi des activités simples (divers traitements informatiques par exemple, centres téléphoniques, de stockage d'informations, etc.) délocalisées dans des pays à bas coûts salariaux.

Il en va de même pour la plupart des industries, à l'exception de celles qui exigent encore une main-d'œuvre très qualifiée (aéronautique par exemple). La mondialisation « libérale » correspond en effet à la domination de quelques centaines d'oligopoles sur le marché mondial. Ces multinationales doivent combiner cette domination, l'énorme concentration de capitaux qu'elles représentent, avec la tendance à la diminution du taux de profit qui lui est inhérente. D'où cette forme de la mondialisation, faite de délocalisations, moyen de l'exploitation d'une main-d'œuvre à la fois très bon marché et productive, qui se combinent parfois avec l'externalisation de la partie industrielle quand l'oligopole estime devoir (notamment quand sa trésorerie est exsangue) ou pouvoir s'en séparer.

Mais tout ceci en conservant à l'oligopole la maîtrise du procès de valorisation, qui lui permet de rapatrier l'essentiel de la plus-value au Centre.

Cette maîtrise est en général faite de la propriété de l'amont (le capital financier, la recherche-développement), et de l'aval de ce procès (la vente, la réalisation du profit). C'est une évolution par rapport au 19<sup>ème</sup> siècle industriel où la maîtrise de l'accumulation passait par la propriété de l'ensemble des moyens de production. Ce qui reste le cas pour certains oligopoles particulièrement puissants, qui évitent ainsi l'émergence de concurrents, le sous-traitant étant toujours une menace potentielle pour le donneur d'ordre, comme autrefois l'esclave pour le maître selon Hegel.

On sait l'importance prise par les sciences dans le procès de valorisation. Pas seulement par leurs applications dans les progrès des machines et de la productivité, mais aussi par la mise au point de produits nouveaux qui sont un moyen essentiel de la domination d'un marché et de l'obtention d'une plus-value extra. En même temps la rapidité du renouvellement des biens et des modes est un facteur de dévalorisation du capital, rendu obsolète avant d'avoir été amorti. Bien souvent d'ailleurs l'oligopole rachètera aisément le petit concurrent qui aura mis au point un produit nouveau. L'autre moyen de contrôle du marché est fait de toutes les techniques de vente (publicité, sponsoring, dumping, etc.) par lesquelles tel ou tel produit s'impose aux consommateurs. Par ces deux moyens de contrôle du marché (fonctions essentiellement intellectuelles), l'oligopole domine le sous-traitant qui, en général capitaliste plus ou moins local de taille très inférieure, ne peut y accéder. Et ceci d'autant plus que les « effets de seuil », c'est-à-dire la masse de capital à engager dans une branche d'activité pour pouvoir y concurrencer les oligopoles existants, sont devenus très élevés. Le sous-traitant ne peut fabriquer que ce que lui confie l'oligopole, et à ses conditions.

Il peut arriver aussi qu'un oligopole confie à un autre certaines tâches quand cela ne vient pas concurrencer son « cœur de métier », l'activité où il cherche à être dominant. Cela toujours pour les mêmes raisons : concentrer ses investissements sur ce qui peut lui assurer cette domination, l'innovation et la vente. On lit souvent dans la presse des informations telle que celle-ci : « *Danone confie à Suez la gestion des énergies et traitements des eaux à usage industriel de ses sites de production...pour pouvoir revendiquer le statut de producteur « low cost », continuer à innover et affecter les gains de productivité aux investissements publicitaires, le groupe devrait poursuivre sa politique d'externa-*

lisation. »<sup>21</sup> Dans ce cas, chacune des deux multinationales se renforce en se concentrant sur sa spécialité. Un autre signe de cette tendance est le recours à la location des immobilisations, immeubles, machines, etc. « *Actuellement un tiers des machines et équipements, et des moyens de transport utilisés par les entreprises américaines sont en location.* »<sup>22</sup>

Mais le plus « juteux » globalement est évidemment la sous-traitance dans les pays du Tiers-monde. « *On maîtrise souvent beaucoup mieux un fournisseur externe qu'un atelier ou une unité interne, parce qu'on dispose de moyens de pression beaucoup plus efficaces sur les délais, les prix, la qualité.* »<sup>23</sup> Moyens qui sont de menacer de changer de fournisseur, pour obliger le sous-traitant à exploiter encore plus ses ouvriers qu'il ne le ferait « normalement », et à abandonner au donneur d'ordre la plus grande part de la plus-value tirée de cette exploitation. Ainsi Alcatel a vendu ses usines de production de portables en France à un sous-traitant américain, Flextronics, qui, ayant implanté une usine à Brno, en Tchéquie, avec des financements de l'Etat, la déménage trois ans plus tard en Hongrie et en Asie où les conditions lui sont encore plus favorables. Alcatel, pour faire pression sur ses sous-traitants en les diversifiant, prévoit aussi « *d'acheter 2 millions de mobiles à la société chinoise GVC en 2003* »<sup>24</sup>.

Dans ce système le capital fixe est, du point de vue du donneur d'ordre, transformé en une sorte de capital variable : il peut l'abandonner dès que les affaires faiblissent, ou en recruter de nouveaux quand elles prospèrent. C'est d'ailleurs du sous-traitant (en fait bien sûr de ses ouvriers), dans la mesure où celui-ci n'est pas lui-même oligopole, qu'il tire l'essentiel de ses profits, qualité propre au capital variable en bonne théorie marxiste (ce qu'ignore le donneur d'ordre, mais peu importe ici). « *En cas de baisse d'activité, il est tellement plus facile de se séparer d'un fournisseur que de licencier ses salariés* »<sup>25</sup>. C'est-à-dire plus facile de laisser au fournisseur la charge du licenciement, ainsi que celle de devoir « licencier » (perdre) son capital fixe.

De sorte que non seulement les délocalisations, mais les externalisations battent leur plein en cette fin de 20<sup>ème</sup> siècle. On peut lire partout des constats de ce genre : « *l'externalisation concerne aujourd'hui plus de 70% de la valeur produite dans l'industrie automobile...Des schémas*

21 *La Tribune*, 23/07/02. Souligné par moi.

22 J. Rifkin, *op. cité*, p. 59.

23 P. Veltz, *op. cité*, p. 181.

24 Exemples cités dans *Le Monde*, 12/10/02.

25 P. Veltz, *op. cité*, p. 181.

plus radicaux sont ceux de la 'firme creuse', où le noyau central est réduit à des tâches de coordination et de contrôle d'une 'chaîne de valeur' reliant de très nombreux agents juridiquement indépendants... »<sup>26</sup> La firme « creuse » (d'autres préfèrent parler de « firme-cerveau », c'est d'ailleurs plus exact), c'est, par exemple, Wavocom, « cette PME Française de 800 personnes, sans aucune unité de production, ... essentiellement composée de chercheurs... »<sup>27</sup>, qui conçoit et vend à des fabricants, comme Solectron, eux-mêmes sous-traitants de multinationales comme Alcatel, des composants pour la téléphonie. Solectron qui ouvre une usine en Roumanie où elle trouve, selon son vice-président « haute technologie, bas coûts pour les productions de masse et flexibilité totale »<sup>28</sup> avec une main-d'œuvre qualifiée à 150 euros mensuels. Toujours le même cocktail, qualification, productivité, bas salaires. A côté des firmes « creuses », il y a évidemment toute une gamme de firmes plus ou moins « creuses ». Par exemple, il y aurait un tiers de « demi-creuses » aux USA ou, selon Rifkin, « plus de 30% des entreprises industrielles font d'ores et déjà sous-traiter la moitié de leurs activités de production. »<sup>29</sup> Dans de nombreux cas d'ailleurs la production elle-même n'est plus le coût essentiel : une fois une puce électronique, un logiciel, un médicament, développé, expérimenté et mis au point, il ne coûte pas beaucoup plus cher de les produire à quelques milliers ou quelques millions d'exemplaires. Par contre la différence est évidemment très importante du point de vue du profit. C'est là une problématique classique de coût marginal propre à toute production mobilisant un capital fixe important, ce qu'est la science dans le capitalisme. D'où l'importance de débouchés de masse, et la violence des crises de surproduction puisqu'elles manifestent la fictivité d'une énorme part de ce capital, qu'elles doivent détruire.

Nous voyons donc clairement ce qu'est, au fond, la mondialisation « libérale ». Non pas tant un déferlement de capitaux financiers spéculatifs en perpétuels mouvements, non pas tant un accroissement exponentiel des échanges – tout cela est vrai bien sûr, mais il s'agit plutôt de conséquences avant d'être aussi des causes – mais un nouveau développement, un nouveau stade, de la division capitaliste du travail, induit par la concentration du capital, c'est-à-dire par l'accroissement de la productivité.

---

26 *Ibidem*, p.181-182.

27 *Le Monde*, 12/10/02.

28 *Ibidem*.

29 J. Rifkin, *op. cité*, p.65.

té (du rôle des sciences et des techniques), de la composition organique, et de la production de masse.

C'est toujours en développant la division du travail que le capital accroît sa capacité d'absorption de la richesse sociale, et lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit. Car, on le sait, la division capitaliste du travail est l'existence de la propriété capitaliste, le moyen par lequel le pôle capitaliste s'approprie la richesse sociale. Elle est l'organisation de la domination de ce pôle. L'organisation du comportement d'appropriation privée, autrement dit de la propriété privée. Appropriation privée, division sociale du travail et domination vont toujours de concert. Ce qui est nouveau avec la mondialisation « libérale », c'est l'aspect naturel que semble revêtir l'appropriation dans cette division du travail où la puissance et la richesse des pays impérialistes semblent provenir de leurs capacités scientifiques et technologiques supérieures. Ils apparaissent supérieurs non de la force brutale d'une occupation coloniale (qui avait quand même du mal à prétendre se justifier par l'apport de la civilisation), mais d'un système social plus avancé, plus efficace, que les autres n'auraient donc qu'à imiter pour se développer également. Les interventions militaires ne seraient que celles du Bien, ne visant pas à l'annexion territoriale, à l'empire, mais simplement à soutenir ces « valeurs » occidentales, démocratiques, respectueuses des libertés individuelles, qui permettraient à tous d'accéder à ce développement (nous en reparlerons au chapitre 4).

A la différence du système colonial, qui détruisait et interdisait l'industrie autochtone, il y a maintenant un fort développement industriel dans de nombreux pays du Tiers-monde. Mais sous la domination des pays impérialistes et de leurs oligopoles, qui y poussent au développement de la production de plus-value, et de sorte à ce qu'elle soit méticuleusement transférée aux Centres. Il se forme ainsi un réseau mondial, segmenté et hiérarchisé, du procès de valorisation. De même que Taylor achevait de séparer le travail ouvrier du travail intellectuel, et fragmentait au maximum les tâches afin de fixer le « one best way » pour chacune, de même cette mondialisation veut trouver le « one best country » pour chaque segment de la production. En gros, et pour simplifier, cela donne trois niveaux. Les fonctions intellectuelles, notamment scientifiques, financières, commerciales, médiatiques (maîtrise de la « communication » et de l'idéologie), ainsi que les fabrications à main d'œuvre très qualifiée, dans les Centres impérialistes. Ce sont les fonctions dont la propriété assure la domination de l'ensemble du procès de valorisation (mondial) et l'appropriation de la plus-value (mondiale), avec l'appui financier et

militaire des Etats impérialistes. Puis les fonctions industrielles de production de masse de biens courants, elles-mêmes extrêmement fragmentées entre divers lieux et sous-traitants, qui sont le fait de filiales d'oligopoles et, de plus en plus, de capitaux de second rang (qui aspirent aussi à devenir oligopoles, mais n'y parviennent que rarement) des divers Dragons, Tigres, aux industries de pointe dans quelques segments, et des pays « émergents » où dominent les usines d'assemblage et autres maquilas. Enfin, tout en bas de la hiérarchie, la masse des pays « en développement » (PED), ou encore plus bas, les « moins avancés » (PMA), on se perd dans les appellations, qui fournissent main d'œuvre (et chômeurs encore plus) à très bas salaires, sur place ou émigrante, et des matières premières (quand ils en ont) à très bas prix (mais très hauts ravages écologiques). Pays des famines, des épidémies et pandémies, de la plus grande misère et mortalité.

On peut observer que cette appropriation de la plus-value mondiale par les Centres impérialistes n'est pas essentiellement le fait d'un « échange inégal » de marchandises issues de travaux à productivité différentes, comme cela existait à l'époque coloniale. La productivité du travail dans bien des PED est maintenant égale ou supérieure à celle des métropoles. Dans l'échange entre eux de marchandises, il y a des différences de valeurs fondées sur des différences de qualification du travail qu'elles contiennent. Cela fait référence à ce que Marx appelait différence entre travail simple et complexe (plus qualifié), ce dernier fournissant au produit une plus grande quantité de travail simple dans le même temps. Mais plus encore que cela (qui se ramène à une simple différence quantitative dans le travail productif), il y a l'appropriation de la science comme moyen de production, capital fixe, par les Centres impérialistes. Il y a donc la rémunération « normale », bien que considérable, de ce capital (son amortissement pourrait on dire) qui doit aussi être captée par eux. Et il y a en plus le fait que l'association du capital financier et de ce capital intellectuel dans ces Centres leur assure une propriété, une domination du procès de valorisation qui permet, comme nous l'avons vu, de bénéficier, en plus, de taux de profit supérieurs par captation d'une sorte de « supplément », « indu », de la plus-value produite dans les PED. Captation qui n'est pas seulement ici l'effet d'une productivité supérieure (d'une plus-value extra, qui pourrait être relativement temporaire), mais de l'exercice de cette domination totale des marchés, forme moderne (et durable, sauf à être renversée par la violence), post coloniale, de l'impérialisme.

Il faut observer aussi que le choix de la localisation des investissements industriels ne dépend pas que des bas salaires. Comme nous l'avons déjà noté, il y a aussi le critère de la productivité, qui, si elle est souvent élevée dans nombre de PED, ne l'est pas toujours. Ce qui explique en partie le retard particulier de l'Afrique, où, entre autres handicaps, « *les coûts de transport, d'assurance, et de télécommunication – les plus élevés du monde – grèvent lourdement la compétitivité des industries et absorbent 15% du montant total des exportations (5,8% pour le reste des PED).* »<sup>30</sup> Il arrive alors que certains secteurs d'activités industrielles se développent mieux dans les pays impérialistes qu'en Afrique. L'agriculture industrielle (mécanisée et capitaliste) en est un exemple parmi bien d'autres. Ici il ne s'agit pas seulement des énormes subventions qui protègent les agricultures US et européennes de pays concurrents tels le Brésil ou l'Argentine. Il y a ce fait que la productivité y est trop supérieure. « *Aujourd'hui la productivité d'un ouvrier agricole américain est 130 fois supérieure à celle d'un ouvrier agricole africain* »<sup>31</sup>. La concurrence n'est alors pas possible. Ainsi, par exemple, l'aviculture sénégalaise se retrouve en crise, malgré de très bas salaires, à cause d'importations massives de poulets congelés en provenance des USA, des Pays Bas, ou du Brésil, qui « *ont augmenté de 77% en 2001... les coûts de production étant nettement inférieurs dans les pays développés.* »<sup>32</sup> Ce qui est vrai d'une industrie relativement simple comme l'aviculture, l'est encore plus pour nombre d'industries plus sophistiquées.

Il y a aussi des critères politiques. Le capitaliste hésitera toujours à investir dans un pays où il craindra des troubles sociaux et politiques. Il exigera alors un taux de profit, ou d'intérêt, supérieur pour y investir ou y prêter. Par exemple, en juillet 2002 la crise a fait monter les écarts de taux d'intérêt entre la dette publique de l'Argentine et du Brésil et celle des USA à, respectivement, 70% et 25% (ces écarts se situaient déjà aux environs de 45% et 10% au début de l'année). C'est ce que les financiers appellent « la prime de risque ». A l'inverse, certains oligopoles acceptent des taux de profit moins élevés pour pouvoir contourner des barrières douanières et conquérir des marchés. C'est le cas bien connu des implantations industrielles de l'automobile japonaise aux USA et en Europe dont les importations étaient soumises à des quotas. Un pays aussi puissant et attractif que la Chine peut aussi imposer des implantations en association

30 Sanou M'Baye, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2002.

31 *Perspective Internationaliste* n° 30-31, p.23.

32 *Le Monde*, supplément Economie, 12/06/02.

avec des capitaux nationaux et avec des transferts importants de technologies aux multinationales qui veulent vendre sur son territoire.

Mais, au delà de toutes ces sortes de cas particuliers et de situations spécifiques, qui influent sur les déplacements de capitaux et la répartition mondiale des différents segments du procès de valorisation, la tendance générale est à la hiérarchisation décrite ci-dessus.

Une conséquence originale en est qu'il se forme plusieurs niveaux de taux de profit suivant la place occupée par les capitaux d'un pays dans la hiérarchie mondiale. Ce qui est le contraire d'une situation prétendue de libre concurrence. Car dans ce cas, et comme le démontre aisément la théorie, il y aurait une tendance générale à l'égalisation des taux de profit par déplacement des capitaux d'une branche à l'autre, d'un pays à l'autre. Cette théorie est parfaitement exacte tant que ces déplacements sont relativement faciles. Mais dans le cas de la situation actuelle de domination écrasante des oligopoles, ils sont rendus extrêmement difficiles entre les niveaux inférieurs (les sous-traitants, les capitaux et pays dominés) et eux. Il ne peut guère y avoir de concurrence entre eux du fait des « effets de seuil ». C'est-à-dire de l'avance prise par les oligopoles et les pays impérialistes dans l'appropriation des richesses, des sciences et techniques, dans le contrôle des approvisionnements, des réseaux de distribution et des marchés. Avance que la concentration continue des multinationales et le développement de la puissance des pays impérialistes dans tous les domaines de la science, de la finance, de la force militaire, etc., augmente sans cesse. Et si un nouveau concurrent innovant parvient malgré tout à émerger, il est aussitôt racheté ou étouffé. Si un pays se montre « trop » nationaliste en prétendant vouloir maîtriser un tant soit peu son développement et ses richesses, il est aussitôt qualifié de « voyou » et fait immédiatement l'objet d'interventions droites de l'hommisme et démocratiques, tels que coup d'Etat, guerre civile, embargo, bombardements chirurgicaux, occupation militaire.

La sphère, mondiale, des oligopoles bénéficie donc de fait d'une sorte de protectionnisme, qu'elle entretient et renforce soigneusement par tous les moyens. Elle est donc relativement étanche à l'arrivée de nouveaux postulants. En son sein, par contre, il y a concurrence, déplacements de capitaux (par la Bourse, par faillites, rachats, fusions, etc.). A ce niveau, dans la sphère oligopolistique, il y a donc bien une péréquation mondiale des taux de profit. On peut même dire que, pour la première fois dans l'histoire, cette péréquation est planétaire, puisque pour la première fois il y a une relativement libre circulation des capitaux à cette échelle.

Circulation d'une branche industrielle à l'autre, d'un pays à l'autre, pour les capitaux qui ont la puissance suffisante pour s'investir dans la production de plus-value à l'échelle mondiale, c'est-à-dire les oligopoles multinationaux. Ce qui assure, entre autre, la répartition de la production entre les différentes branches et produits, en qualité et quantité, et tend à la formation d'un taux de profit mondial moyen dans cette sphère oligopolistique. Il y a aussi une circulation mondiale du capital financier (placements en papiers), beaucoup plus spéculative car beaucoup plus mobile à court terme, et tendance à l'unification des taux d'intérêts, tendance qui n'est pas en contradiction avec l'existence de taux différents dans différents pays en fonction de l'appréciation des risques politiques et sociaux. Bien que l'autonomie de ses mouvements, et les bénéfices énormes de quelques spéculations réussies, puisse faire croire le contraire, rappelons que la rémunération du capital financier n'est finalement jamais qu'une partie de la plus-value réellement produite dans un procès de valorisation concret, réalité qui se manifeste toujours dans l'éclatement des bulles de capital fictif.

Les capitaux dominés, investis dans la sous-traitance industrielle, évoluent dans une sphère particulière et ne peuvent pas concurrencer les oligopoles dans l'accaparement de la plus-value. Quand ils sont assez puissants pour se déplacer hors de leur pays d'origine à la recherche de plus-value supérieure, comme dans l'exemple des investisseurs asiatiques dans les maquiladoras d'Amérique Centrale que nous avons vu, il reste néanmoins qu'ils le font en tant que sous-traitants devant offrir aux oligopoles les prix les plus bas, et donc l'essentiel de cette plus-value, suivant les mécanismes de remontée au Centre que nous avons examinés. Ils restent donc en général à des niveaux inférieurs de taux de profit. C'est dans cette deuxième sphère qu'est produite l'essentiel de la plus-value mondiale. Mais c'est dans la première qu'elle remonte pour la plus grande part, y formant la base d'un taux de profit moyen supérieur.

Bien évidemment, il y a une limite aux transferts de plus-value des sous-traitants vers les oligopoles. Si les oligopoles font jouer une concurrence, qui est maximum dans cette deuxième sphère où gît l'immense armée de réserve des peuples déshérités, pour y rogner à leur avantage les prix et les marges bénéficiaires, il faut néanmoins que des capitalistes aient intérêt à y investir. C'est-à-dire qu'ils y aient des taux de profit supérieurs à ce que leur rapporteraient d'autres placements qui leur sont accessibles, tels des placements en titres boursiers et autres produits financiers, investissements immobiliers ou commerciaux, etc. Le rende-

ment de ces placements, dividendes, intérêts, loyers, restent toutefois en général très largement inférieurs aux taux de profit des oligopoles, chez qui ils ne sont qu'une petite part du profit total. Un taux de profit industriel local peut donc être à des niveaux proches de ces divers placements alternatifs, et rendre intéressant pour les capitaux non oligopolistiques de la Périphérie<sup>33</sup> d'investir dans des activités industrielles de sous-traitance, même s'ils doivent laisser une grande part de la plus-value qui y est produite être absorbée par le Centre.

De fait, comme nous allons maintenant le voir, les flux financiers aboutissent effectivement à vider le « Sud » et à remplir le « Nord ». Et donc à faire évoluer la mondialisation vers une sorte de bipolarisation (évolution qui n'est, là aussi, que le prolongement d'un caractère inhérent et originel du capitalisme). Ce dont nous aurons, en conclusion, à examiner les conséquences politiques.

## 2.2. Les flux financiers dans la mondialisation « libérale »

Nous ne reprendrons pas ici l'analyse générale du capital financier, puisqu'elle est déjà traitée ailleurs<sup>34</sup>. Nous allons seulement examiner les flux financiers entre le Nord et le Sud. Vu qu'ils sont les supports essentiels des transferts de richesses, leur solde exprimera au bénéfice de qui ils se font. Nous distinguerons, pour faciliter l'exposé, les flux de capitaux privés, puis de capitaux publics, ceux-là liés pour l'essentiel au phénomène de la dette.

Les statistiques internationales désignent sous l'appellation de IDE (investissements directs à l'étranger) les investissements nets effectués par une entreprise dans une autre installée dans un pays étranger. Ils incluent, selon la définition du FMI, les apports des maisons mères à leurs filiales à l'étranger, et les bénéfices de celles-ci qui sont réinvestis sur place. Ils excluent les simples placements financiers, dits de portefeuille (achats boursiers d'actions et obligations), et autres flux « de papiers » spéculatifs, tels que les « produits dérivés », opérations de change, etc.

Ces IDE sont évidemment surtout le fait des multinationales. La CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Déve-

---

33 La sous-traitance est parfois elle-même à capitaux oligopolistiques, comme dans le cas des sociétés US Solectron, dans la téléphonie, ou Michelin, que nous avons citées, et participe alors au taux de profit moyen de cette sphère, sans transfert de surprofit vers le donneur d'ordre.

34 Voir *L'Hégémonie du Capital Financier et sa Critique*, éd. Albatroz.

loppement) en dénombre 65.000 dans le monde, ayant 850.000 filiales. Chiffres imposants, mais sans guère de signification : l'essentiel est, en gros, dans les 500 premières qui contrôlent à peu près les deux tiers de la production, les 100 premières comptant à elles seules pour la moitié. Ce sont ces quelques centaines d'oligopoles qui dominent le marché mondial, génèrent l'essentiel de ces flux d'investissements et accaparent en retour les profits.

Ces IDE ont atteint 1300 milliards de dollars en 2000, contre environ 40 milliards en 1970. Soit une multiplication par plus de 30 en 30 années. Mais ce qui est plus remarquable encore, c'est d'observer que la part des PED n'y est que de 20% sur les cinq dernières années (et 25% en 2001, les IDE ayant alors globalement baissés à 760 milliards de dollars pour cause de crise mondiale). Et parmi eux, la cinquantaine de PMA n'obtiennent que 0,3% en 2000, l'essentiel de ces 20% allant à une dizaine de pays seulement, dont 10% pour trois (la Chine pour 5%, le Brésil et le Mexique pour un autre 5%). Si les IDE entre pays développés représentent donc 80% du total (75% en 2001), 70% concernent seulement les USA et l'Europe de la CEE. De plus il ne s'agit pas toujours d'apports de capitaux extérieurs, puisqu'une part de ces IDE est constituée de réinvestissement sur place des bénéficiaires locaux.

De plus la part de loin la plus importante de ces capitaux est consacrée à des fusions et acquisitions (F&A), qui ne créent aucune production ni emplois supplémentaires (c'est même souvent le contraire). Ces opérations concernent d'ailleurs à 75% des transactions au sein des pays développés, et ne font qu'y accroître la concentration oligopolistique. « *Les cent principales entreprises transnationales, mesurées par la valeur de leurs actifs à l'étranger, ...représentaient à peu près un tiers de tous les IDE accumulés dans le monde.* » Et évidemment ces entreprises « *ont toutes leur siège dans les pays du Nord* »<sup>35</sup>. Le podium est ainsi constitué : « *En termes de stocks d'investissements à l'étranger, la France se place, avec 497 milliards de dollars, au 3<sup>ème</sup> rang mondial, derrière les USA, 1245 milliards, et la GB, 901 milliards.* »<sup>36</sup>

On rejoint ici une observation déjà faite à propos de la mondialisation coloniale, à savoir que l'exportation de capitaux des pays impérialistes vers les pays dominés n'est pas pour eux un exutoire essentiel pour y placer leurs « excédents ». Les délocalisations et la sous-traitance dans les

35 *Les organismes financiers internationaux...*, op. cité, p.28, note 2.

36 *La Tribune*, 05.02.02.

PED mobilisent relativement peu de capitaux en provenance des métropoles. Une partie des investissements y est d'ailleurs prise en charge par les Etats, qui rivalisent pour attirer des activités en fournissant main d'œuvre bien soumise par la police, terrains aménagés gratuits, défiscalisation, subventions. Ils s'endettent pour cela lourdement, au profit des oligopoles qui font jouer la concurrence en choisissant les plus offrants. Une autre partie est fournie par le capital privé local (sous-traitance). Et une autre encore (pour environ 50% en moyenne<sup>37</sup>), par les profits des filiales des oligopoles réinvestis localement. Si 80% des IDE se font entre pays développés, essentiellement pour des F&A, c'est que c'est là que sont les marchés solvables, là que se joue la concurrence pour l'accaparement des compétences scientifiques, techniques, financières, bases de la domination, des forts taux de profit et de l'appropriation mondiale, là que se concentrent les quartiers généraux politico-militaires (les Etats) de cette domination dont les oligopoles doivent s'assurer le soutien. Chaque fusion ou acquisition a évidemment pour objectif de s'approcher le plus possible d'une position monopolistique sur un segment donné de la production, et renforce les « effets de seuil », qui sont le protectionnisme moderne caché derrière les phrases sur la libre concurrence, la libre circulation (des capitaux seulement), la démocratie (qui n'est plus que le pouvoir libre de l'argent), bref, la mondialisation « libérale ».

Une étude<sup>38</sup>, effectuée à partir des statistiques du FMI concernant 115 PED sur la période 1972-1995 analyse de façon détaillée les flux financiers entre ces pays et les métropoles du Centre. Etude nécessairement approximative reconnaît son auteur lui-même, compte tenu de la complexité du sujet et des lacunes des statistiques à disposition. Selon cet expert, elles sous-estiment notoirement les transferts financiers des PED vers les métropoles. Toutefois, si les valeurs absolues sont approximatives, les taux d'évolution sont évidemment plus sûrs.

Cette étude fait apparaître que le solde des flux financiers entrants et sortants se traduit par un transfert des PED vers les Centres impérialistes de 441.731 millions de dollars pour la période quinquennale 1972-1976, et de 1.364.405 millions pour celle des quatre années 1992-1995. Soit un quasi quadruplement des transferts annuels en faveur du Nord entre 1972 et 1995. C'est un fait connu, mais évidemment peu divulgué,

37 J. Petras, H. Veltmeyer, *La Face cachée de la mondialisation*, éd. Parangon, p. 120.

38 De Pablo Gonzales Casanova, directeur du Centro de Estudios de las Humanidades, Mexico, publiée dans *La sous-traitance en périphérie.....op. cité*, p. 178 à 187.

que le Sud envoie au Nord beaucoup plus d'argent qu'il n'en reçoit, et de plus en plus.

Mais, et nous verrons plus loin que c'est le service de la dette qui constitue de plus en plus l'essentiel de ces transferts, les flux représentés par le rapatriement des profits des filiales des multinationales dans les PED (rubrique « bénéfiques nets d'investissements directs ») ne formaient que 7,1% de ces transferts pour la période 1972-76, et 8% pour la période 1992-1995. Cela correspond quand même à une multiplication par plus de quatre des profits rapatriés par les multinationales (de 6.293 millions de dollars annuels pour la première période à 27.200 annuels pour la dernière).

Ce n'est pas rien. Mais le rapatriement des profits de leurs filiales dans les PED n'est cependant pas la principale source du profit final qu'en tirent ces multinationales. L'essentiel se situe ailleurs : dans les prix de transferts dont nous avons vu le mécanisme, qui permettent de faire remonter la plus-value au Centre, en achetant les marchandises à des coûts très bas au sous-traitant, et encore plus bas à la filiale qui est complètement dominée, et chez qui il peut même être intéressant fiscalement de faire apparaître des pertes comptables. Ce transfert n'apparaît évidemment pas dans ces statistiques de flux financiers, puisque le profit n'est comptabilisé que lors de la vente du produit final, au Centre (ou dans un quelconque paradis fiscal). Il semble alors ne provenir que de lui. D'autres flux financiers recouvrent également des situations de rentes en faveur du dominant. Par exemple, la vente de brevets et licences aux sous-traitants et filiales, à des prix élevés (royalties) puisqu'il s'agit par définition de produits monopolistiques. Ou encore la vente de conseils et études aussi variées qu'onéreuses (il y a une manne considérable tirée des missions plus ou moins longues, envois d'experts payés très chers, dans les PED). Bref, c'est en usant de la domination scientifique, financière, commerciale, qui leur permet de fixer les prix, beaucoup plus qu'en y investissant massivement, que les oligopoles pompent le produit du travail des peuples dominés, et cela n'apparaît pas comme un rapatriement de profits, comme un transfert financier, mais comme un simple échange commercial.

Ce phénomène de pompage apparaît encore plus nettement si on considère cet autre circuit qu'il utilise maintenant surtout, celui de la dette, c'est-à-dire directement un flux A-A' (de l'argent qui rapporte de l'argent sans se soucier du passage par la production). Depuis les débuts du colonialisme, les pays dominés ne cessent de s'appauvrir relativement

aux pays dominants (cf. le § 3.2.3 suivant). Asséchés, ils doivent emprunter pour survivre, étant entendu que leurs classes dirigeantes, servant d'intermédiaires, auxiliaires du capital dominant, se servent au passage de copieuses commissions, aussitôt rapatriées dans des coffres suisses ou autres. De leur côté les capitalistes sont peu enclins à faire des investissements fixes lourds dans ces pays, peu sûrs évidemment à leurs yeux. Ils préfèrent prêter de l'argent, car sous cette forme fluide le capital peut s'évader à la moindre alerte. Et ils préfèrent en prêter aux Etats, car ils imaginent qu'ils pourront toujours rembourser, en augmentant les impôts, diminuant les dépenses sociales, vendant le patrimoine national. Et enfin, ils le font de plus avec la garantie du FMI, sorte d'Internationale des créanciers, qui s'occupera de faire qu'ils le soient en cas de défaillance des débiteurs. Ces créanciers sont, pour l'essentiel, divers Etats impérialistes (dans le cadre de leur politique de soutien à leurs oligopoles nationaux, les prêts étant alors conditionnés plus ou moins ouvertement à des commandes, et, plus généralement, dans celui de leur politique corruptrice de conquête de clientèles et de zones d'influence), ainsi que quelques centaines de banques privées (« *près de 750 banques ont participé à l'économie du crédit international dans les années 70-80* »<sup>39</sup>), et que les organismes financiers internationaux chargés de prêter ou de refinancer les Etats insolubles (FMI, Banque Mondiale et ses nombreuses filiales).

Car, bien évidemment, les PED, qui croulent à la fois sous le poids de la pauvreté et de leur dette publique, se montrent très souvent insolubles. Les crises les frappent d'ailleurs en premier, puisqu'ils sont sous-traitants et dominés. Alors les capitaux privés étrangers, prêtés en général à court terme, les fuient. Leurs monnaies dévaluent sans cesse, jusqu'à finir par ne plus rien valoir puisqu'elles ne représentent bientôt plus que des dettes. Ce qui pousse davantage les possédants locaux à abriter leur fortune dans le giron du dollar, monnaie supposée « *as good as gold* », dans un mouvement de thésaurisation (« *fly to quality* »), qui ne fait qu'accentuer la fuite des capitaux et aggraver l'insolvabilité, tout en remplissant davantage les coffres US, suisses, ou de quelque paradis fiscal. Exemple : « *En 1991, les fuites de capitaux africains étaient estimés à 135 milliards de dollars, soit 5 fois le montant total des investissements..., 120 fois les investissements étrangers.* »<sup>40</sup>

Arrive alors le FMI (Fonds Monétaire International, créé dans la foulée des accords de Bretton Woods de 1944 avec la fonction de stabili-

39 *Les organismes financiers internationaux..., op. cité*, p.49.

40 S. M'Baye, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2002.

ser le système monétaire international). En effet, il faut que l'Etat débiteur rembourse, sinon où irait ce système mondial, entièrement fondé sur le crédit ? Pour qu'il puisse le faire, le FMI va lui fournir d'autres prêts et organiser le rééchelonnement de sa dette (avec parfois une remise partielle de prêts d'Etats impérialistes, ce qui revient alors à faire rembourser les créanciers privés, banques et autres, par leurs contribuables). Mais cela à condition qu'il accepte et applique un « Plan d'Ajustement Structurel » (ou Cure d'Austérité), qui est supposé renflouer ses finances de sorte qu'il puisse rembourser les nouvelles échéances à venir. L'Etat endetté doit ainsi s'engager à réduire ses dépenses (entendues comme ses dépenses sociales), diminuer ses investissements, vendre les entreprises nationalisées, qui sont alors achetées à bon compte par les multinationales (en même temps que les entreprises privées mises à mal par la crise), hypothéquer ses ressources naturelles. Il doit aussi s'engager à prendre des mesures pour attirer les capitaux privés internationaux afin d'améliorer sa balance des paiements, donc leur offrir des exonérations fiscales, des zones franches, une main d'œuvre sans droits, des droits à polluer, à ravager les forêts et autres ressources naturelles. Il doit enfin s'engager à orienter encore plus l'économie du pays vers les exportations, pour se procurer les devises nécessaires aux remboursements. C'est-à-dire fournir aux pays dominants les produits dont ils ont besoin pour continuer à dominer et accaparer (matières premières, produits de consommation courants bon marché), donc s'intégrer encore plus comme sous-traitants dominés dans la nouvelle division mondiale du travail. De sorte qu'est ainsi rogné toujours plus, et finalement entièrement perdu, tout ce qui pouvait subsister de potentialités d'un développement économique nationalement plus ou moins autonome, plus ou moins autocontrôlé. Le résultat de tous ces « remèdes » administrés par le FMI est aussi inévitable que bien connu : accélération de la spirale de l'appauvrissement, de l'endettement, de la domination.

On peut alors résumer le rôle du FMI (et des autres organismes internationaux similaires) en trois points :

1°) Vis à vis des banques privées créancières des pays dominants, il est le « prêteur en dernier ressort » qui alimente les débiteurs en liquidité le temps qu'ils puissent rembourser ces créanciers, et que ceux-ci puissent rapatrier leurs capitaux sans perte.

2°) Les exigences du FMI vis à vis des pays qu'il « secoure » (et qu'ils sont obligés d'accepter, sauf à se mettre en faillite, et hors la loi du système économique mondial) aboutissent nécessairement à les soumettre

toujours plus à cette division mondiale du travail spécifiquement capitaliste qui assure l'accaparement et la domination du côté d'une poignée de grandes puissances.

3°) La situation des pays dominés s'aggravant de la sorte inéluctablement, ils plongent dans la spirale infernale d'avoir à s'appauvrir et se soumettre toujours plus pour rembourser des dettes qui, finalement, ne font que croître.

De sorte que les transferts financiers des PED vers les métropoles impérialistes par le biais du service de la dette (paiement de la fraction du principal plus les intérêts) ne cessent d'augmenter. En effet, la dette extérieure des PED est passée dans la période 1980-1998 « de 609 milliards à 2530 milliards de dollars. ...le rapport de la dette aux richesses produites dans ces pays (mesurées par le PIB) a augmenté sur cette même période, passant de 20% à 42%. Ceci en dépit du fait que les PED consacrent chaque année des sommes colossales au service de la dette... Ils y consacraient 13% de leurs recettes d'exportation en 1980, et 18% en 1998. »<sup>41</sup> La dette est ainsi devenue le moyen principal des transferts financiers du Sud vers le Nord. Selon l'étude déjà citée<sup>42</sup>, les excédents financiers (solde des flux entre le Nord et le Sud) que le Sud (les 115 PED étudiés) verse au Nord sont passés, en ce qui concerne la rubrique du service de la dette, « de 97.438 millions de dollars pour les cinq années 1972-1976, à 775.654 millions de dollars pour les quatre années 1992-95, soit une augmentation de 796% ». De 22,1% de l'excédent financier qui va du Sud au Nord, le service de la dette est passé à 56,8%. Loin, donc, devant les profits rapatriés des filiales des multinationales (8%). Le résultat est qu'« entre 1980 et 2000, les pays de la périphérie ont remboursé plus de six fois ce qu'ils devaient en 1980 pour se trouver finalement quatre fois plus endettés. »<sup>43</sup>

La dette comme moyen de pillage et de domination, ce n'est pas non plus un phénomène nouveau. Au 19<sup>ème</sup> siècle l'empire Ottoman, la Chine et d'autres semi-colonies avaient déjà été mis sous tutelle financière pour cause de dette, et jusqu'à devoir confier tout ou partie de la gestion de leurs finances publiques aux pays impérialistes créanciers. Ce qui est nouveau, c'est son ampleur, et qu'elle soit devenue le moyen essentiel du transfert des richesses sociales vers les pays riches. La crois-

41 C. Serfati, *La Mondialisation Armée*, éd. Textuel, p.26.

42 P.G. Casanova, *op. cit.*

43 E.Toussaint, cité dans G.Duménil-D.Levy, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte-Repères, p.39.

sance de ces transferts par le biais de la dette (+ 796% en une vingtaine d'années !) a été considérablement plus importante que celle des échanges commerciaux. Ce qui est aussi nouveau, c'est l'association des créanciers dans la gestion de cette dette, via le FMI et autres clubs du même genre (Club de Paris pour l'Afrique, G8, etc.).

On observe là deux caractéristiques de la mondialisation « libérale », qui correspondent évidemment aux transformations du capitalisme dans la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. A savoir, premièrement le rôle d'un capital financier devenu énorme, parfaitement mondial, autonome dans ses mouvements (du moins jusqu'à l'éclatement des bulles). Ce qui manifeste l'importance absolue, décisive, prise par le crédit dans la lutte contre la tendance baissière des taux de profit (moyen de concentration du capital (des sociétés par actions), d'accélération de ses rotations, de stimulation « keynesienne » de la demande, etc.). Et, deuxièmement, l'importance croissante du rôle des Etats (qu'ils soient dits « libéraux » ou « de gauche ») dans la reproduction du capital (et par là des sociétés capitalistes). Rôle qui, par le biais de la dette publique, est particulièrement majeur dans la croissance de ce capital financier. Rappelons que si la dette publique des PED est aujourd'hui de l'ordre de 3.500 milliards de dollars, celle des seuls USA est de l'ordre de 5.500 milliards.

Par leurs dettes colossales, les Etats impérialistes offrent des placements sûrs aux capitalistes, qui en font l'essentiel de leurs investissements, en imaginant pouvoir accroître leur argent sans passer par un procès de valorisation concret dans la production, au demeurant effectivement de plus en plus aléatoire. En dépensant cet argent emprunté, ces Etats font d'ailleurs prendre en charge par les travailleurs, qui rembourseront ces emprunts par leurs impôts, les conditions de cette valorisation concrète (dépenses d'infrastructures, de reproduction de la force de travail, subventions, etc.), rehaussant ainsi les profits privés. Ils le font aussi en prêtant aux Etats de la Périphérie, afin qu'ils passent commandes aux oligopoles, qu'ils paient des intérêts fabuleux aux financiers, charge à eux de pressurer ensuite leurs peuples pour rembourser. Ces Etats subordonnés servent en quelque sorte de chaînons intermédiaires, d'auxiliaires des puissances dominantes, dans le prélèvement des richesses produites par le travail des peuples dominés.

Tous les Etats sont omniprésents dans la mondialisation « libérale », en une sorte de réseau fortement hiérarchisé qui assure une organisation planétaire de la reproduction du capital. Ce point sera examiné au chapitre 4. C'est que le développement de la mondialisation et du rôle des

Etats sont concomitants et complémentaires, conditions nécessaires à cette reproduction. Il n'est pas non plus étonnant de voir les différents créanciers devoir agir de concert, sous l'égide des Etats qui les soutiennent (eux et tout le système de crédit dont ils sont ensemble les agents), pour organiser, par leur domination conjointe, les remboursements. En effet le capital financier est une masse de papiers où dettes et crédits s'enchevêtrent mondialement d'inextricable façon. Toute insolvabilité en un point quelconque entraîne des réactions en chaîne menaçant l'ensemble d'écroulement. Tel créancier qui n'est pas remboursé sera alors lui-même incapable de payer ses propres dettes à d'autres, et tous seront touchés les uns après les autres, jusqu'aux plus puissantes institutions financières. Il faut donc à tout prix tenter d'éviter que la contagion ne s'étende jusqu'à entraîner, par arrêt des paiements, l'écroulement de tout cet amas de crédits, de spéculation donc, qu'est le capitalisme moderne. Puisque ce système est planétaire, enchevêtrant ensemble tous les débiteurs et créanciers, il en résulte que ces derniers doivent bien s'associer pour gérer sa survie et sa reproduction. Mais c'est une association d'égoïsmes privés, unis dans la rivalité pour obtenir le plus, car les rivalités subsistent bien sûr, étant dans l'essence du capital.

### 2.3. De quelques effets de la mondialisation « libérale »

L'analyse des flux financiers entre les PED et les métropoles illustre le mouvement d'accumulation et de concentration des richesses au profit de ces dernières. Il y a même une accélération considérable en ce sens du phénomène déjà constaté dans la phase coloniale précédente. Devenues formellement indépendantes, les ex-colonies et semi-colonies ont ajouté à leur rôle traditionnel de fournisseurs de matières premières, celui de producteurs dans les domaines industriels les plus variés. La production de plus-value, qui était autrefois surtout localisée dans les pays impérialistes, est aujourd'hui largement le fait des pays dominés, mais elle est ensuite captée et transférée dans les métropoles centrales, qui tirent d'importantes royalties de leur domination scientifique, financière et militaire.

Il n'est donc pas étonnant que, loin de se réduire, les écarts de richesses entre les PED et ces métropoles s'accroissent plus rapidement que jamais. A vrai dire, le phénomène est reconnu par la plupart des universi-

taires. Ce qu'ils ne voient pas en général, c'est moins la réalité du constat, que ses causes réelles, et, donc, les moyens de corriger la situation.

Le constat ne fait l'objet de polémiques que sur l'ampleur de la catastrophe. Pour fixer un premier ordre de grandeur, on peut en rester à un des auteurs le plus souvent cité à ce sujet par les experts officiels du capitalisme eux-mêmes, Paul Bairoch. Il affirme que, si on considère les pays qui forment ceux dits aujourd'hui développés, d'une part, et du Tiers-monde, d'autre part, le rapport des richesses (mesurées par le PNB moyen par habitant) entre ces deux groupes, serait passé de 1,1 en 1800 (donc une quasi égalité) à 6,9 en 1995<sup>44</sup>. Selon P.N. Giraud, ce même ratio aurait atteint 8 dès 1990<sup>45</sup>. Il ne s'agit là évidemment que de moyennes qui ne disent pas les écarts bien plus considérables qui se sont creusés entre les classes accaparantes (majoritairement dans les pays impérialistes) et les peuples dépouillés du Tiers-monde. On peut donc lire dans de multiples études des constats sans appel, comme ceux-ci : « *Les 20% de la population mondiale qui vivent dans le Nord concentrent 86% des dépenses totales de consommation privée, et les 80% restants (4 milliards 800 millions de personnes) ne représentent que 14%* »<sup>46</sup>; en 1999 « *la fortune des 200 personnes les plus riches est supérieure au revenu des 2,3 milliards d'hommes les plus pauvres dont les patrimoines sont pratiquement nuls.... Ces inégalités se sont aggravées puisqu'entre les 5% les plus riches et les 5% les plus pauvres, l'écart des revenus qui était de 1 à 30 en 1960 est de 1 à 74 en 1999.* »<sup>47</sup>

Pourtant « *la planète est aujourd'hui 40 fois plus riche qu'en 1900, et 4 fois plus qu'en 1980* »<sup>48</sup>. Il est donc bien évident que l'aggravation considérable de la pauvreté, non seulement relative, mais même absolue très souvent (« *En termes de revenus, 80 pays sont dans une situation moins favorable aujourd'hui qu'il y a dix ans.... En Afrique, la consommation moyenne par ménage est inférieure de 20% à ce qu'elle était il y a 25 ans* »<sup>49</sup>) n'est pas due à des causes naturelles, climatiques ou autres, ni à un soudain épuisement des ressources pour cause de productivisme débridé, ni à une quelconque vérification de la théorie malthusienne de

44 P. Bairoch, *Victoires et Déboires*, t.3, Paris, Gallimard Folio, p.1037, cité par D. Collin, *La fin du Travail et la Mondialisation*, Paris, L'Harmattan, p.122.

45 P.N. Giraud, *op. cit.*, p.196.

46 *Les organismes financiers internationaux....op. cit.*, p.31.

47 P. Demunter, *op. cit.*, p.40.

48 ATTAC, *Enquête au cœur des multinationales*, éd. des Mille et une Nuits, p.14.

49 J. Rifkin, *op. cit.*

l'accroissement plus rapide de la population que de la production. Mais à des causes sociales, à des rapports de domination spécifiques.

Nous avons vu qu'à chaque phase du capitalisme (mercantile, industrielle, oligopolistique), correspondait des formes de mondialisation spécifiques, en même temps qu'un accroissement de la domination et de l'accumulation du Nord au détriment du Sud (sachant qu'au Sud aussi des classes bourgeoises s'enrichissent comme intermédiaires, auxiliaires, associés plus ou moins subordonnés, du Nord). La misère des peuples du Tiers-monde n'est pas un « retard » de peuples moins doués ou moins favorisés par la nature, mais une condition et un produit du développement capitaliste. Le capital étant, par définition, accumulation fondée sur l'appropriation privée des conditions de la production, est aussi en conséquence nécessairement mouvement de concentration et de centralisation, où, comme dans le Nouveau Testament (parabole des talents), la richesse va à ceux qui l'ont déjà. Ce qui a nécessairement aussi un aspect géographique et politique (il faut bien des aires d'accumulation et des Etats qui les organisent, c'est-à-dire des nations impérialistes).

Il y a une erreur fréquente, que commettent inévitablement ceux qui ne voient le capital que comme chose, en particulier comme argent, et non comme valeur se valorisant en conséquence d'un rapport social d'appropriation, fondé sur une division sociale du travail spécifique dans la production de la vie et de la société. Elle est de ne critiquer la mondialisation, ou du moins son « mauvais côté » (car ces gens là veulent toujours distinguer un bon et un mauvais côté dans le capitalisme) que comme financière, l'appellation « libérale » étant entendue par eux comme désignant le pouvoir excessif que l'argent et les mauvais spéculateurs auraient pris soudainement sur les sociétés, à quoi ils prétendent opposer le pouvoir politique de l'Etat, assimilant abusivement Etat et société, ignorant que capitalisme financier et Etats se conditionnent mutuellement et inséparablement.

Cette critique ignore également que, pour autonome que soient le développement et les mouvements du capital financier, ils n'en dépendent pas moins finalement du procès de valorisation concret, des profits créés dans la production de richesses réelles. Le gonflement du capital financier est corrélatif au développement du crédit que nécessitent la concentration du capital et l'accroissement de la productivité (du rôle de la science incarnée en capital fixe dans la production), c'est-à-dire corrélatif aussi à celui des oligopoles et de leurs réseaux mondiaux de filiales et sous-traitants. Il en résulte qu'il n'y a aucune possibilité de séparer le dévelop-

pement du capital financier de celui du capitalisme en général, de supprimer l'un sans l'autre.

Il faut revenir ici sur ce fait que l'accroissement de la productivité, moyen devenu essentiel contre la baisse du taux de profit (bien qu'il ait à long terme l'effet inverse), ne tient pas seulement à la concentration, à la puissance financière. Mais bien plus fondamentalement au rôle de plus en plus décisif des sciences et des techniques dans la production, la finance étant seulement le moyen de les acheter, de se les approprier, de les enrôler et de les utiliser selon les intérêts du capital. C'est en accroissant sans cesse davantage son appropriation des forces intellectuelles et de leurs applications, que le capital moderne renforce sa domination sur l'ensemble du procès de valorisation, et modèle le monde selon ses exigences. Nous l'avons déjà vu : les oligopoles (et les Etats qui les soutiennent) dominent par le moyen de la maîtrise de l'innovation, ainsi que ceux du contrôle des marchés et de l'idéologie. A quoi s'ajoute évidemment le militaire, qui est aussi aujourd'hui domination scientifique. Ils conservent ces fonctions au Centre, ainsi que les fabrications les plus sophistiquées. L'écart qui se creuse entre le Centre et la Périphérie est non seulement celui des richesses financières et des niveaux de vie, mais aussi, et corrélativement, celui de l'appropriation de la puissance scientifique et technologique.

L'accumulation du capital, c'est toujours l'appropriation du travail, par le moyen de celle des conditions du travail. D'abord du travail le plus simple, tel le travail rural d'appoint (filage, tissage) aux débuts du capitalisme, tant que les qualifications et les outils restaient aux mains des artisans des corporations. Puis du travail plus qualifié avec l'appropriation des machines, les ouvriers de métier conservant encore la propriété de leur savoir-faire (domination formelle du capital, plus-value absolue). Puis de ces savoirs eux-mêmes, concentrés progressivement dans les sciences et les technologies du côté du capital (domination réelle du capital, plus-value relative). Et aujourd'hui jusqu'à l'appropriation de « l'intelligence », dite alors artificielle, dans les robots, l'informatique (tendance à la disparition de la plus-value avec celle du travail physique quantifiable). L'aboutissement du capitalisme est exactement celui de cette tendance historique à l'appropriation totale des qualités des hommes (à leur aliénation), notamment des sciences en tant qu'elles sont le très riche et sublime concentré des travaux de toutes les générations passées, par le pôle du capital, qui est la classe bourgeoise.

L'appropriation capitaliste se présente donc comme celle des moyens par lesquels les hommes se construisent, comme approfondissement constant de cette division du travail qui voit la puissance intellectuelle être concentrée du côté du capital. Et cela est donc aussi la caractéristique nécessaire de la mondialisation « libérale », divisant les dominants et les dominés.

On le voit bien à la concentration des travaux de Recherche et Développement (R&D) dans les métropoles et aux rivalités féroces qui les opposent dans ce domaine : espionnage, débauchages, etc. Ou encore aux efforts accrus déployés par les bourgeoisies impérialistes pour la protection des brevets et de la soi-disant propriété intellectuelle (ce qui est une fonction nouvelle essentielle dévolue à la récente Organisation Mondiale du Commerce, et qui a poussée à sa création en remplacement du GATT, qui était centré sur le commerce des marchandises, comme un des organismes de l'Internationale des Dominants). L'exemple des semences plus performantes, mais auxquelles les trusts chimiques ajoutent un gène toxique (ainsi la célèbre Terminator de Monsanto) de sorte qu'elles ne produisent que des graines stériles afin que les paysans soient obligés chaque année de leur en racheter, est typique de la domination que l'oligopole peut exercer par l'appropriation de la science et son utilisation selon ses intérêts. Pourtant ces semences modernes ne sont guère une invention, mais sont surtout le résultat de milliers d'années de sélection des espèces et de perfectionnements des cultures par les paysans. L'oligopole confisque tout ce patrimoine : il y ajoute seulement un petit perfectionnement supplémentaire, une petite modification génétique, et cela lui donne d'un seul coup la propriété de tous les perfectionnements précédents qui sont inclus dans la semence. Il devient le maître de la semence, parce que le paysan est obligé d'utiliser cette ultime version légèrement améliorée (et seulement en terme de rendement) pour rester concurrentiel. Il devra acheter ce que jusqu'alors il avait à sa libre disposition.

Mais la bourgeoisie peut aller encore plus loin : avoir un brevet sans rien perfectionner, sans rien inventer. Ainsi la simple découverte de la structure interne d'un organisme vivant, comme, par exemple, un fragment d'ADN humain, des gènes, peut être brevetée afin d'obtenir ensuite des royalties sur toute utilisation éventuelle. Notre ADN, nos gènes, nos cellules, appartiennent à d'autres ! (On cite ainsi l'exemple fameux de la société Decode Genetics qui a acheté en 1998 au gouvernement islandais, pour 200 millions de dollars, les droits exclusifs sur les données génétiques et généalogiques de toute la population islandaise, et tous les usages,

paraît-il très juteux, qui pourraient en être tirés.) Anecdote typique de ces comportements, on a même vu, en France, des individus réclamer la propriété de magnifiques peintures préhistoriques faites dans une grotte dont ils avaient seulement découvert l'entrée au cours d'une promenade (grotte Chauvet) !

Ces exemples sont frappants parce qu'ils concernent une appropriation très manifestement abusive, celle de parcelles de nos corps, ou de richesses créées par les générations passées. Mais ainsi en va-t-il en général de tout brevet, de toute appropriation privée intellectuelle : comme autrefois les féodaux se sont appropriés les terres communautaires, comme l'appropriation par les premiers capitalistes des moyens matériels de la production, il s'agit d'un rapt supplémentaire sur le patrimoine de l'humanité concentré dans les savoirs. Comme ce patrimoine est le fondement de la puissance de l'homme, de sa liberté, de son autoconstruction, cette appropriation conduit évidemment à l'appauvrissement et à l'aliénation de ceux qui sont ainsi dépouillés de l'accès aux moyens de maîtriser leurs conditions de vie (d'être responsables). On le voit plus particulièrement dans des situations dramatiques, comme, par exemple, dans le cas de la lutte contre le sida, inexistante en Afrique tant que la fourniture des médicaments nécessaires était rendue impossible pour cause de brevets détenus par des trusts pharmaceutiques refusant d'en baisser le prix aussi bien que de les laisser fabriquer sur place à meilleur compte.

L'appropriation intellectuelle n'a cessé de s'étendre à tous les domaines possibles, portant d'abord sur des produits, puis sur des procédés, puis encore sur des cellules vivantes, des fragments de connaissance, des mots, des images, des idées, etc. Elle est aujourd'hui un moyen tout à fait essentiel de la domination des métropoles impérialistes et des oligopoles sur les pays et capitaux de rang inférieur. Aux USA, 151.024 brevets ont été accordés en 1998, soit une augmentation de 38% par rapport à 1997<sup>50</sup>. Et, « selon les indications données en 1996 par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), les particuliers et les firmes des pays industrialisés, tous domaines confondus, détiennent 95% des brevets d'Afrique et 70% de ceux de l'Asie »<sup>51</sup>.

50 Article du *Wall Street Journal*, cité par D. Foray, *L'Economie de la Connaissance*, Paris, La Découverte, col. Repères, p.100-101, Page 102 et suivantes, l'auteur explique comment les brevets bloquent le développement de la Recherche et favorisent la constitution de monopoles.

51 J.C. Guillebaud, *Le principe d'humanité*, Paris, Le Seuil, p.198.

Cette concentration de la puissance intellectuelle dans les métropoles impérialistes s'y manifeste par un développement hypertrophié des activités financières, scientifiques, idéologiques, commerciales et de gestion. Cela y détermine évidemment une composition de classe particulière, marquée par la surreprésentation des couches moyennes et supérieures de la bourgeoisie, tandis qu'une partie des couches inférieures salariées y exercent des emplois de néodomeestiques, dits « de service », pour ces couches à hauts revenus. « *Les activités à haute intensité de savoir (40% des travailleurs de connaissance) – les services informatiques, la recherche et le développement, l'enseignement et la formation – représentent 40% des créations nettes d'emplois aux USA, alors qu'elles ne représentent que 28% de l'emploi total.* »<sup>52</sup> Pour l'ensemble des 23 pays les plus développés, les emplois manufacturiers sont passés de 28% des emplois totaux en 1970 à 18% en 1994<sup>53</sup>. Cela ne traduit pas seulement la « tertiarisation » des activités, comme le répètent à l'envie les universitaires, mais bien aussi la division mondiale du travail propre à la phase actuelle du capitalisme des oligopoles transnationaux. A titre d'exemple, les seules dépenses de marketing et de publicité, liées à la domination commerciale donc, représentent 1/6 du PIB des USA, soit 1.000 milliards \$ par an. A l'inverse le prolétariat est proportionnellement beaucoup plus nombreux dans les PED où, avec, et surtout sans, travail, il s'entasse dans les bidonvilles misérables de mégapoles monstrueuses. L'industrie s'y développe, mais, comme nous l'avons vu, dans l'intégration à cette division oligopolistique, au point que, par exemple, 80% des exportations hongroises et 50% des exportations chinoises ou du Costa Rica<sup>54</sup> sont le fait de filiales de multinationales.

Le commerce international est induit pour l'essentiel par une poignée d'oligopoles (« *moins de 500 entreprises transnationales sont responsables d'un tiers de toutes les exportations industrielles, des trois-quarts du commerce des matières premières, et des 4/5<sup>ème</sup> des échanges de technologies et de services aux entreprises* »<sup>55</sup>). Il se développe évidemment parallèlement avec cette division mondiale du travail que ces oligopoles organisent. Cette relation est bien mise en évidence dans une étude (datant déjà de 1991) qui montre que plus le commerce international se développe, plus s'accroît aussi la concentration des emplois supé-

52 D. Plihon, *Le Nouveau Capitalisme*, Paris, Flammarion, col. Dominos, p.19. Le « que 28% » fait déjà beaucoup !

53 J.M. Cardebat, *La Mondialisation et l'Emploi*, Paris, La Découverte, col. Repères, p.72.

54 Selon le rapport de la CNUCED, cité dans *La Tribune* du 18/09/02.

55 J. Rifkin, *op. cit.*, p. 289.

rieurs qualifiés dans les métropoles. Les exemples suivants en sont tirés<sup>56</sup>. Un milliard de francs de commerce supplémentaire entre la France et Chine entraîne, en France, la création de 372 emplois de cadres et techniciens, la suppression de 336 emplois de contremaîtres, employés et ouvriers qualifiés, et la suppression de 1216 emplois de personnel non qualifié. Avec la Corée du Sud, on obtient respectivement les chiffres de + 107, - 145, - 874. Plus croissent les échanges, la fragmentation mondiale de la production, plus il y a échange de travail de qualité inférieure provenant des PED, contre travail de qualité supérieure provenant de France (et des autres métropoles). L'échange peut bien être éventuellement de valeurs égales, puisqu'on sait qu'une heure de « travail complexe » compte pour plusieurs heures de « travail simple », il n'en fournit pas moins plus de richesses à la France pour un même temps de travail d'un même nombre de personnes. Les économistes constatent « *qu'il y a moins d'emplois dans un million de dollars d'avions que dans un million de dollars de chemises* »<sup>57</sup>. Mais des emplois plus qualifiés : dans cet échange, le PED où sont fabriquées les chemises paie les emplois scientifiques et techniques d'Airbus ou de Boeing (d'autant plus que le secteur des chemises est ultra concurrentiel contrairement à ce duopole). Ainsi, en général, le Tiers-monde paie la croissance de l'appropriation intellectuelle par les pays impérialistes, et finance ainsi lui même l'aggravation des conditions de sa domination. De sorte que l'avance scientifique du Centre ne peut qu'augmenter, ainsi que les effets de seuil qui en découlent. Le système de la domination semble ainsi se renforcer comme naturellement.

Il est d'ailleurs significatif que les freins qu'opposent les pays impérialistes à l'immigration soient variables en fonction de la qualification des migrants. En ce qui concerne les non qualifiés, il s'agit surtout de les réprimer de sorte non seulement à en réguler les flux, mais surtout à les mettre en situation de si grande fragilité qu'ils soient obligés d'accepter les conditions de travail et de vie les plus rudes. Les plus qualifiés et, notamment, les scientifiques sont, par contre, recherchés. « *Un changement majeur est intervenu dans les politiques migratoires en faveur de l'admission de travailleurs étrangers hautement qualifiés aux Etats Unis et... dans l'Union Européenne... Le Congrès américain a relevé le plafond du quota des fameux visas H1-B à plusieurs reprises au cours des années 90 pour répondre aux pressions intenses des milieux d'affaire. En Alle-*

56 Claude Vimont, cité in S. Cordelier (sous la direction de), *op. cit.*, tableau p.103

57 *Ibidem*, p.102.

*magne, une nouvelle réglementation adoptée depuis août 2000...autorise l'entrée de 20.000 spécialistes en informatique sur une période de trois ans. Au Royaume Uni et en France, des réglementations...ont été discrètement libéralisées afin de faciliter le recrutement par les entreprises des personnels étrangers compétents dont elles ont besoin...L'Inde, l'Asie de l'Est, l'Europe de l'Est et l'Afrique du Nord ont de fortes chances d'être parmi les principales zones fournisseurs...Les récents changements survenus dans les politiques migratoires de l'OCDE ont clairement pour objectif d'attirer davantage de professionnels et d'immigrés hautement qualifiés... »<sup>58</sup> D'où les concentrations spatiales de compétences dans les métropoles, telle la célèbre Silicon Valley aux USA, où travaillent des informaticiens et des ingénieurs venus « des quatre coins du monde », dans les années 90 « environ un quart des chefs d'entreprises de la Silicon Valley n'étaient pas nés aux Etats Unis », ce « qui explique sans doute largement comment les USA ont réussi à conserver leur rôle de premier plan dans ce secteur technologique »<sup>59</sup>.*

Ainsi non seulement les flux de marchandises et les flux financiers, mais aussi les flux humains sont des moyens d'accroître le dépouillement des pays dominés au profit des dominants. « Pour l'instant, la Chine a perdu de façon définitive 200.000 spécialistes en science et technologie, ce qui représente une perte de plus de 5,5 milliards d'euros investis, soit environ 20% du fonds consacré à l'éducation en 1998. »<sup>60</sup>

Il ne faut donc jamais perdre de vue que la mondialisation n'est pas seulement financière. L'autonomisation de la sphère financière, sa croissance spectaculaire (selon la Banque des Règlements Internationaux, « le montant des transactions financières internationales est 50 fois plus important que la valeur du commerce international portant sur les marchandises et les services »<sup>61</sup>), la visibilité particulière de ses mouvements, trompent trop souvent les observateurs superficiels. Aveuglés par ce qui est le plus apparent, les mouvements de l'argent, ils ne voient pas qu'ils ne sont qu'un élément d'un ensemble qui est le procès de valorisation du capital (et, au delà, le procès de reproduction de la totalité du système capitaliste). La mondialisation concerne toutes les composantes de ce procès, et bien sûr avant tout son fondement qui est la désappropriation des travailleurs au moyen d'une division spécifique du travail, appuyée et

58 Manolo I. Abella, Bureau International du Travail, in *Problèmes Economiques* n°2755, 03/04/2002, p.12.

59 *Ibidem*.

60 *Le Monde*, 22.01.02.

61 S. Cordellier, *op. cité*, p.75

complétée par l'usage de la force militaire. Laquelle division prend aussi la forme particulière, dans son mouvement historique d'extension, d'une division entre pays impérialistes et pays dominés. Que ce phénomène soit inhérent à la mondialisation « libérale », comme il l'était des autres formes de mondialisation que nous avons évoquées, peut se constater à ce simple fait que le volume des échanges commerciaux dans le monde a été multiplié par 17 entre 1948 et 1997 pour une production qui a « seulement » été multipliée par 6. C'est dire la croissance de la fragmentation du procès de production sous la direction des oligopoles, qui se corrèle clairement avec l'accroissement des écarts de richesses entre les pays impérialistes de la triade USA-Europe-Japon et le reste du monde (et évidemment aussi, s'agissant d'un développement du capitalisme, entre classes bourgeoises et prolétaires, question que nous ne traitons pas ici).

Les économistes officiels ont tenté de faire croire que, cette nouvelle division du travail « libérale » poussant à l'industrialisation des pays du Tiers-monde, permettrait qu'ils « rattrapent » les pays dominants, par élévation des salaires et du niveau des qualifications. Nous venons de voir qu'il s'agit moins de « retard » de l'économie des uns par rapport aux autres, que de l'organisation d'un même et unique système économique conduisant à l'appropriation mondiale des richesses par les Centres impérialistes (de même que le prolétaire n'est pas « en retard » par rapport au bourgeois, mais dominé et exploité). Non seulement les écarts ne peuvent, sur les bases de cette division mondiale impérialiste du travail, qu'augmenter, mais de plus, comme toujours avec un développement capitaliste fondé sur celui de la productivité, la croissance de la main d'œuvre disponible, et particulièrement dans les pays dominés, est beaucoup plus forte que celle des nouveaux emplois. Par exemple, un auteur pouvait écrire à la fin des années 90 : « *d'ici les années 2015 à 2020, on estime que 500 millions de personnes en Chine vont quitter l'agriculture pour se présenter sur le marché du travail dans les secteurs industriels et des services.* »<sup>62</sup> Il ne s'agit pas de démographie galopante (elle est maîtrisée en Chine), mais de la ruine massive des petits paysans et des petites industries rurales. Partout dans les pays dominés ces masses déracinées vont s'entasser dans les gigantesques quartiers insalubres et misérables des mégapoles surpeuplées (Mexico, 20 millions d'habitants, Sao Paulo, 26, Shanghai, 30, etc.). L'industrie est d'autant moins capable de fournir du travail à tous ces gens, même aux salaires les plus bas, qu'elle est de plus en plus fortement mécanisée. Par exemple, alors que la production, telle

62 *Ibidem*, p.111.

que mesurée par le PIB, a cru de 5 à 9% par an dans les pays de la zone Asie-Pacifique dans les années 90, l'emploi n'y a augmenté que de 1,5%. Si on considère l'ensemble des « *pays en transition économique* », le taux de chômage n'a fait qu'y croître. Le nombre de personnes ayant un emploi y a décliné de 1,2% dans la période 1995-99, alors qu'il augmentait de 1,3% par an dans les « *pays développés* »<sup>63</sup>. « *Le BIT a estimé que, à la fin de 1998, quelque 1 milliard de travailleurs – un tiers de la main d'œuvre mondiale – était au chômage ou sous employée* », et encore le BIT rétrécit considérablement la définition du chômage. Si bien que, comme on le sait suffisamment, l'immigration se poursuit inexorablement vers les métropoles impérialistes (« *entre 1988 et 1998, la main d'œuvre étrangère enregistrée dans les pays de l'OCDE a augmenté de 28%* »). Elles sont les organisatrices de ce phénomène, mais en accusent ceux-là même qui en font les frais, et qu'elles stigmatisent. Prétendant le réguler sans toucher au système vampire qui en est la cause, elles ne peuvent qu'avoir recours à une répression de plus en plus brutale.

Finalement, une des causes et des conséquences du mouvement historique général du capitalisme à accroître la productivité par le développement du machinisme et de la division capitaliste et impérialiste du travail qui a conduit à la mondialisation « libérale », est cette démultiplication de « l'armée industrielle de réserve » par l'intégration de centaines de millions de nouveaux prolétaires dans son système de production spécifique. Cet accroissement n'a pas été sans conséquences aussi pour les prolétaires des pays développés, dont les fractions les plus fragiles, sans qualifications spéciales ou places stratégiques vitales (tels, par exemple, que monopoles type EDF ou SNCF en France), ont été soumises à une concurrence, beaucoup plus vive encore qu'à l'époque coloniale, pour l'emploi, à la fois par l'immigration et par les délocalisations et externalisations (ce qui, on le sait, fournit une base à la propagande et aux comportements xénophobes). D'où plus de pressions sur les salaires, les conditions de travail (flexibilité), le statut (précarité), les prestations sociales, etc.

Tout ceci s'aggrave évidemment considérablement avec la crise, mais beaucoup plus dramatiquement dans les pays dominés, où la sous-traitance est touchée la première, et où les emplois industriels perdus ne peuvent ni être quelque peu compensés dans le secteur des services ou des emplois subventionnés par l'Etat, ni même bénéficier d'allocations chô-

63 Manolo I. Abella, *article cité*, p.13, tableau 2.

mage ou d'un misérable RMI comme encore (pour combien de temps ?) dans les pays riches.

Analyser la crise n'est pas l'objet de ce travail. Contentons-nous de rappeler encore une fois que si elle apparaît d'abord sous forme de krachs, d'éclatement des bulles financières gonflées de capital fictif, d'écroulement des monnaies et des Bourses, son fondement le plus général est ailleurs. Il est qu'en éliminant sans cesse le travail vivant au profit de la machine, le capitalisme est « contradiction en actes » puisqu'il élimine par là aussi ce qui est la base de la production de la plus-value (des profits) : le travail vivant. En même temps d'ailleurs, il transforme en chômage le temps libéré par les machines, exerce par là une pression accrue sur les salaires pour rétablir ses profits, et réduit donc sans cesse les capacités de consommation des masses relativement à une production toujours croissante, qui ne trouve donc même pas à réaliser toute la plus-value qu'elle contient virtuellement.

Là encore, donc, il faut se garder de réduire les maux du capital à la finance. La crise est globale, dans le sens qu'elle affecte tous les segments et toutes les conditions du procès de la valorisation du capital, que tous y jouent un rôle par les contradictions particulières que chacun d'eux recèle. Mais le fondement en est dans la production de plus-value, dans la production. De même la crise est mondiale, bien qu'apparaissant plus violemment successivement dans différents pays, à différents moments, éclatant au Mexique en 1982, pour réapparaître chez les « dragons » asiatiques en 1997, puis en Argentine en 2002, etc. Mais il ne s'agit là que de points d'éruption particulièrement violents, comme des furoncles sur un corps fatigué. Car c'est bien tout le corps qui est malade, puisque le système capitaliste est aujourd'hui mondialement interdépendant. Si le cœur, les Centres impérialistes, semblent moins frappés, c'est que les pays de la Périphérie sont évidemment les organes les plus fragiles. C'est là d'abord que les dettes accumulées apparaissent insolubles tellement elles sont considérables par rapport aux capacités de remboursement (d'autant plus que les emprunts ont été largement dilapidés par les bourgeoisies locales, et non pas investis productivement). C'est de là d'ailleurs que les capitaux s'enfuient le plus vite vers les coffres-forts et les titres plus sûrs des Etats puissants. Ce sont ces pays qui dépendent, pour les investissements et les emplois, des besoins et des commandes des pays du Centre, beaucoup plus que l'inverse.

Les pays de la Périphérie encaissent les premiers grands chocs de la crise, cela est d'ailleurs un constat évident. Il en résulte les interventions

des organismes, tel le FMI, dont nous avons parlé, et qui aggravent la situation. Il en résulte aussi une concurrence accrue entre eux pour attirer les capitaux et les commandes de sous-traitance. C'est à qui offrira la main d'œuvre la moins chère et avec le moins de droits, les exemptions fiscales les plus importantes, les meilleures subventions, la réglementation écologique la plus inexistante, etc. Pour cela ces Etats et leurs cliques dirigeantes, ont nécessairement recours aux pires méthodes, à la répression syndicale poussée jusqu'aux assassinats systématiques, aux journées de travail de 12 ou 15 heures dans des conditions d'insalubrité morbides, et jusqu'au travail des enfants. Selon l'Organisation Internationale du Travail, plus de 211 millions d'enfants de 5 à 14 ans sont contraints de travailler dans le monde, le plus souvent dans des conditions de quasi esclavage.

Mais des pays jusque là relativement prospères sont aussi atteints, comme par exemple l'Argentine. Et on voit alors que les couches moyennes y sont aussi vouées à tomber dans le prolétariat (et le chômage). Quant aux pays développés la situation de chômage et de misère de fractions de plus en plus importantes de leur population est assez connue pour qu'on n'y revienne pas ici. Mais néanmoins ces derniers n'hésitent pas à user de leur position dominante pour se protéger au détriment des pays dominés. Malgré leurs incessants discours sur les bienfaits du libéralisme, malgré les diktats par lesquels ils obligent les pays en crise à ouvrir leurs frontières et à réduire le rôle national des Etats, eux se permettent tout le contraire. Les Etats impérialistes interviennent de plus en plus dans la vie économique (la valorisation du capital), et se bardent de mesures protectionnistes quand ça les arrange. C'est tout particulièrement le cas dans le domaine des produits agricoles, qui est souvent celui où des PED arrivent à être concurrentiels. L'Europe et les USA subventionnent fortement leur agriculture. A raison de « *quelque 350 milliards de dollars par an, c'est sept fois plus que l'aide publique du Nord au développement du Sud... Le système est d'une diabolique perversité. La manne des subventions encourage la production de surplus. Ceux-ci sont bradés à bas prix sur les marchés mondiaux, et notamment dans le Tiers-monde... Ce protectionnisme...génère en outre un désastre environnemental. Cette subventionnisme est mère d'une autre pathologie : le productivisme, qui, à son tour, engendre pollution et épuisement des sols...Le contribuable paie pour subventionner les agriculteurs ; puis il débourse une deuxième fois pour réparer les dégâts écologiques que ceux-ci commettent... Lesdites sub-*

*ventions profitent surtout aux plus riches des agriculteurs du Nord.* »<sup>64</sup>. Selon l'OCDE, les recettes brutes des agriculteurs sur la période 1999-2001 sont faites pour 35% par les aides publiques en Europe, et pour 22% aux USA<sup>65</sup>. S'il était logique avec lui-même, s'il était vraiment libéral, le système de la mondialisation impérialiste accoucherait au moins d'une nouvelle abolition des Corn Laws ! (Abolition des subventions à l'agriculture que beaucoup de capitalistes et de leurs experts réclament avec insistance).

A cette protection des clientèles rurales, masse de petits patrons conservateurs surreprésentés dans les systèmes électoraux, s'ajoutent dans tous les domaines des barrières douanières opposées aux produits des pays pauvres, qui sont « *quatre fois plus élevées que celles que les pays riches doivent franchir. Le coût global de ces barrières s'élève à 100 milliards de dollars par an, soit le double de l'aide au développement* »<sup>66</sup>. On pourrait encore citer bien d'autres exemples de l'inégalité des règles du jeu soi-disant libéral, qui manifestent qu'il n'existe, évidemment, que des rapports de force, et cela jusqu'à l'usage de la force la plus brutale, la force militaire. Nous en arrivons ainsi à devoir traiter de façon plus générale du rôle des Etats dans la mondialisation.

64 *Le Monde*, éditorial, 31.08.02.

65 *La Tribune* 07.06.02, p.4.

66 *Le Monde*, 24.04.02

## Chapitre 4.

### MONDIALISATION ET ETATS

Le système colonial était une violence ouverte et permanente. Il était fondé sur l'occupation des territoires, l'expropriation et le pillage, les corvées et les réquisitions. Fondé aussi sur le monopole national et le protectionnisme, il liait le développement du capitalisme à la notion d'empire et d'expansion territoriale. La concurrence débouchait alors inéluctablement sur des guerres mondiales impérialistes pour le partage du monde terriblement meurtrières et destructrices pour les métropoles elles-mêmes, au point que la troisième, dite « froide », aurait pu les emporter toutes, et la planète avec.

Mais la forme de la mondialisation a changé entre temps. Elle a rendu la rivalité pour la conquête territoriale obsolète, et amorcé une sorte d'association de type maffieux (c'est-à-dire pleine aussi de rivalités et de coups bas) des pays impérialistes pour régler entre eux certains problèmes internationaux (financiers, commerciaux, écologiques, etc.). Cette nouvelle forme, la mondialisation « libérale », dont nous avons vu les causes générales, ne semble plus devoir générer de guerres mondiales comme la précédente. Ce qui serait déjà un progrès si, à l'inverse, ne se multipliaient les guerres dans les pays du Tiers-monde. Mais celles-ci parviennent quelque peu à masquer leur caractère impérialiste. Non seulement parce que les grandes puissances n'y interviennent, autant qu'elles le peuvent, qu'indirectement, par le biais de pouvoirs intermédiaires autochtones qu'elles soutiennent en sous-main. Mais aussi parce que le système de domination qu'organise cette mondialisation, que nous avons décrit brièvement au chapitre précédent, semble « naturel », le résultat du libre mouvement des choses (argent, profits, marchandises) selon leurs propres lois, et de la libre mise en œuvre des qualités et des ressources de chaque nation (la science, l'innovation, l'efficacité). En somme la prospérité des pays riches ne serait que le résultat de la supériorité des « valeurs », libérales, démocratiques, droit de l'homme, d'un système social qui, bien que le meilleur, selon ceux qui l'organisent et en profitent, est dénommé par eux modestement « le Bien ». Adoptez ces valeurs, suivez-nous, et vous nous rattraperez, vous atteindrez aussi la richesse ! Guizot disait déjà aux pauvres faites simplement comme nous, « enrichissez-vous », pour

justifier de l'équité efficiente du capitalisme et de la sélection « naturelle », quasi darwinienne, qu'il opère parmi les individus. Telle est aussi l'idéologie officielle de la mondialisation libérale. Elle paraît n'être que sage conseil amical, de l'ami qui vous veut du Bien mais ne vous oblige à rien. Elle paraît plus humaine que l'idéologie colonialiste fondée sur le postulat de la supériorité de la race blanche, affirmée à coups de fouet et de fusil. Mais nous savons, et nous en reparlerons, que l'homme blanc est si bon qu'il ne se contente pas de conseiller passivement le Bien, il s'efforce aussi activement de le promouvoir en combattant les « Etats voyous » qui s'y opposent pour le plus grand malheur de leurs populations. Le Bien a évidemment devoir d'ingérence, et cela n'a rien à voir avec l'exercice d'une domination impérialiste !

Pour en rester à des termes laïques et républicains, parlons plutôt d'intérêt général que de Bien, bien que cela recouvre de nos jours la même chose dans le vocabulaire médiatique : le capitalisme comme société idéale (et suprême, fin de l'histoire). Le capital a toujours eu besoin d'un pouvoir politique spécial représentant, face aux individus atomisés, son intérêt général, et disposant du monopole de la force pour l'imposer. Ce pouvoir, c'est-à-dire l'Etat, a pour fonction d'organiser les conditions générales du procès de valorisation (conditions juridiques, économiques, sociales, idéologiques, etc.)<sup>1</sup>. S'étant d'abord développé dans des aires relativement fermées, ce pouvoir spécial a pris la forme d'un réseau d'appareils bureaucratiques et militaires organisant ce procès dans un cadre dit national, l'Etat-Nation. Aujourd'hui, ces mêmes fonctions doivent aussi être assurées au niveau planétaire, puisque c'est à ce niveau que se situe l'organisation du procès de valorisation, et par des institutions bureaucratiques séparées, de type étatique donc, puisque les individus ne peuvent, plus que jamais impuissants, les exercer eux-mêmes. Mais comme il n'existe pas de nation mondiale, ni d'empire mondial qui serait dirigé par un pouvoir politique unique, cet exercice nécessite une sorte d'association d'Etats (de la même façon que l'exercice du pouvoir d'Etat dans une aire nationale nécessite une association de partis, de représentants de couches sociales diverses mais de rangs hiérarchiques plus ou moins élevés).

C'est ce système mondial d'institutions étatiques dont il nous faut maintenant esquisser à grands traits la configuration. Certains ne le voient que comme un empire planétaire, tenu sous l'hégémonie des USA, ou sous celle, plus anonyme, d'un capital financier apatride. En fait elle

---

1 Voir *L'Etat et le Capital*, op. cité.

apparaît comme un réseau mondial et complexe d'appareils étatiques hiérarchisés. Pour simplifier, on peut le présenter comme formé d'Etats nationaux subordonnés, d'Etats nationaux dominants, et d'institutions étatiques supra nationales, les unes comme alliances régionales pour rivaliser avec d'autres (par exemple l'Europe de la CEE), les autres pour assurer, entre dominants, l'ordre mondial capitaliste (FMI, OMC, OTAN, etc.), sous la direction plus ou moins acceptée de la super puissance US (direction n'étant pas identique à hégémonie).

Contrairement à une idée complaisamment répandue, les Etats nationaux ne s'étiolent pas, mais se renforcent, développant leurs appareils bureaucratiques et leurs forces militaires et policières, pour tenter d'assurer les conditions de la valorisation du capital, à la fois dans leur dimension mondiale et en favorisant la reproduction des sociétés qu'ils gèrent. Ils jouent nécessairement ce rôle en fonction des conditions modernes de cette valorisation, c'est-à-dire de la division mondiale de son procès. Chaque Etat doit et ne peut gérer seul que les segments de ce procès qui relèvent de sa juridiction, qui sont localisés dans le pays qu'il dirige, l'ensemble social qu'il a pour fonction de reproduire. Chacun n'a donc évidemment pas la même place, les mêmes responsabilités, la même puissance, suivant qu'il gère des segments subordonnés de ce procès, la reproduction de capitaux sous-traitants, dépendants des Centres dominants extérieurs, où qu'il gère des segments dominants, et organise la reproduction de l'accumulation des profits et des connaissances dans le Centre dont il est le dirigeant.

Détaillons un peu. Les PED, dont l'économie est, nous l'avons vu, essentiellement fondée sur des segments intermédiaires de sous-traitance, ou de fournitures de matières premières, ne maîtrisent aucune branche de la production. Pour maintenir ou attirer les investissements et les commandes dont ils ont besoin, exporter pour pouvoir importer tout ce qu'il ne peuvent produire eux-mêmes du fait de la segmentation mondiale de la production et de la concurrence, ils leur faut « créer un climat favorable aux investissements », se spécialiser dans les segments de production qui conviennent aux oligopoles, aux exigences du procès de valorisation qu'ils organisent à leur façon, et qui sont dites « exigences du marché ». Sauf à disposer de matières premières rares et vitales, comme le pétrole (et alors l'exploitation en est contrôlée par les puissances impérialistes), ils ne peuvent être attractifs que par le faible coût du travail, c'est-à-dire la qualité, la docilité, d'une main d'œuvre bon marché et sans droit, la faiblesse, voire l'inexistence, des impôts, des réglementations écologi-

ques, sanitaires, sociales, etc. Pays où réside l'essentiel de l'immense armée de réserve prolétaire, ils se livrent à une concurrence féroce pour être les moins disants dans tous ces domaines.

Cela implique qu'y soit développé un appareil répressif particulièrement musclé pour assurer la paix sociale en même temps et malgré cette extrême dureté des conditions de travail, la misère galopante, et toute l'extrême violence de la situation des prolétaires. Là, comme toujours et partout, le rôle de l'Etat est d'abord de contenir la lutte des classes. Mais là, pas moyen de le faire au moyen des miettes d'un Etat-Providence. Pas moyen donc non plus de présenter une façade démocratique. Les Etats de ces pays sont nécessairement despotiques, sinon ils ne pourraient pas assurer leur rôle d'intégrer leur pays dans le système capitaliste mondialisé, selon les exigences, à cette place qui leur est assignée dans la division du travail par les rapports capitalistes. Et si un gouvernement, plus nationaliste, venait à renâcler à cette tâche, le coup d'Etat ou l'intervention militaire est alors systématique. Syndicats et partis n'y sont admis que dans la mesure où ils coopèrent pour maintenir ce « climat favorable aux investissements » sans lequel ils seraient rejetés encore plus bas dans l'échelle du capitalisme mondial.

D'ailleurs la faible importance du capital local, les marges de profit rognées par la domination des oligopoles, font que les moyens de s'enrichir passent souvent plus par la corruption et le pillage de l'Etat que par l'investissement industriel. L'Etat y est en effet, en général, de loin le principal collecteur d'argent, non seulement par les impôts et taxes, mais par les commissions que ses dirigeants reçoivent des oligopoles à la faveur de contrats commerciaux (les ventes d'armes et autres commandes publiques, les concessions minières, les privatisations, etc.), et en détournant une large part des prêts et aides des puissances dominantes, dont seulement une faible part se transforme en investissements productifs où réalisations sociales. L'ordre étant l'exigence première des oligopoles, il se forme donc dans ces pays une sorte de classe bourgeoise, souvent à tête militaire, qu'on pourrait appeler compradore d'Etat puisqu'elle est fondée sur le rôle d'intermédiaire que jouent ces Etats entre les Centres et capitaux impérialistes d'une part, et les populations et richesses locales que ceux-ci veulent exploiter de l'autre. En tant qu'intermédiaire, cette bourgeoisie prélève ses commissions au passage : royalties sur les exploitations minières, taxes douanières sur les échanges, pots de vin sur les marchés, prébendes et prélèvements sur les fonds publics. La bourgeoisie capitaliste, entrepreneuriale, locale, quand elle existe, est elle aussi très

liée à l'Etat, par des liens personnels et d'argent ; elle est d'ailleurs souvent elle-même de type comprador dans l'import-export et la sous-traitance. Faible dans la concurrence mondiale, il lui faut en effet son appui direct et constant pour se développer : commandes, financements, protectionnisme, réglementation sur mesure, répression implacable. Plus directement et ouvertement encore que dans les pays riches, l'Etat des pays dominés doit être un agent despotique du capital. Ce qui ne fait que vérifier ce que Marx observait déjà quand le capital était encore faible en Europe, dans les conditions de « *l'accumulation primitive* », dont il disait que « *quelques unes des méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société... La force est un agent économique* »<sup>2</sup>

Si les Etats des PED jouent ainsi un rôle considérable, notamment dans la répression des prolétaires (qui n'est plus ainsi à la charge des colonisateurs), pour insérer au mieux leur pays dans le procès mondial de valorisation du capital, il ne faut pas croire que ceux des pays dominants soient en reste. Simplement leurs fonctions sont plus complexes, touchent à des domaines plus variés, et ils n'ont pas que le moyen de la répression à leur disposition pour organiser une paix sociale par ailleurs moins aléatoire que dans les PED compte tenu de l'importance des couches moyennes et petites bourgeoises dans ces métropoles.

Pourtant nombre d'idéologues, apparemment nostalgiques du nationalisme étatique des deux siècles passés, prétendent qu'ils s'effacent devant le capital financier et apatride, en mettant en avant que les capitaux financiers circulent librement dans le monde, en quantités très supérieures aux ressources des Etats. Ceux-ci seraient ainsi impuissants à s'opposer aux spéculations, aux bulles, aux rentes parasitaires, aux crises. Ou en pointant des faits comme celui-ci : « *sur les 100 premières entités économiques de la planète, 29 sont des multinationales* »<sup>3</sup>, plus puissantes donc financièrement que bien des Etats. Mais, nous l'avons déjà rappelé, il est stupide d'imaginer un antagonisme entre le capital, y compris dans sa fraction financière, et les Etats, pas plus une soumission de ceux-ci au capital que l'inverse, puisqu'ils sont tous deux complémentaires et se produisent l'un l'autre.

2 K. Marx, *Le Capital*, E.S., I, 3, p.193.

3 *La Tribune*, 18.09.02.

De même il est courant d'entendre dire que les multinationales ne sont plus liées à des nations particulières. Sans aucun souci de préférence nationale, elles les mettent tous indifféremment en concurrence pour obtenir les meilleures conditions d'investissement, les soumettant à leurs exigences par un chantage permanent à la création d'emplois ou aux délocalisations. Mais, d'une part, le bonheur des citoyens de la nation n'a jamais été le souci des capitalistes à quelque époque que ce soit, en général ils en ont fait de la chair à usine et de la chair à canon. Et, d'autre part, l'organisation mondiale du procès de valorisation par les multinationales a deux aspects. Celui par lequel elles répartissent le procès de production à l'échelle planétaire, horizontalement pourrait-on dire, suivant des critères de production d'un maximum de plus-value. Ici elles n'ont pas de lien privilégié avec tel ou tel Etat, elles recherchent seulement ceux qui leur assurent les meilleures conditions pour tel ou tel segment de la production, et déménagent au gré de ces circonstances. Et celui par lequel elles s'assurent la maîtrise de l'ensemble du procès de valorisation et, notamment, le rapatriement de la plus-value au Centre. Ici la répartition mondiale est une segmentation verticale, avec, pour chaque oligopole, un centre où sont situés les fonctions essentielles de propriété assurant l'accaparement de l'accumulation (fonctions financières, scientifiques, commerciales, militaires, etc.).

Dans ce deuxième aspect, il ne suffit pas de constater la répartition planétaire de l'appareil productif, ni même la composition multinationale de l'actionariat dans une grande entreprise (pas seulement grande d'ailleurs, « *selon le SESSI, 14% des entreprises industrielles (en France) de plus de 20 salariés sont détenues majoritairement par des investisseurs étrangers* »<sup>4</sup>) pour en conclure que celle-ci n'est pas dans une situation de rapport privilégié, de « champion national », avec un Etat déterminé. C'est que la capacité à pomper le maximum de plus-value dépend pour beaucoup de l'appui d'un Etat particulier, chaque Etat attachant réciproquement une grande importance à développer ses ressources fiscales, les emplois, la puissance économique, et les autres moyens de reproduire la société dont il a la charge, et dont il s'enrichit lui même (ses politiciens, hauts fonctionnaires). Cette capacité de pompage, qui est au cœur de la concurrence entre les oligopoles, dépend en effet des multiples conditions de la propriété qui déterminent la capacité de domination. Lesquelles sont pour la plus large part assurées par l'Etat. Ainsi en est-il des fonctions militaires bien sûr, mais aussi des financements, des accords et alliances

---

4 *Problèmes Economiques*, n°2751, 06.03.02, p.20.

entre Etats qui déterminent des commandes et des zones d'influence plus ou moins privilégiées, des manœuvres et espionnages divers, de l'enseignement supérieur et de la recherche qui assurent la puissance scientifique, la maîtrise du ravitaillement en matières premières vitales, etc. Les journaux français de la fin 2002, par exemple, relatent avec inquiétude des manœuvres d'actionnaires américains de la société Gemplus, leader mondial des cartes à puces, paraît-il un des rares secteurs stratégiques de grand avenir échappant à la suprématie US, soupçonnés de vouloir déménager les brevets et laboratoires aux USA avec la complicité de la CIA. Ces actionnaires savent bien que le pouvoir sur cette société et la main mise sur ses profits, passent par l'obtention de la propriété sur son patrimoine scientifique. Laquelle est liée non seulement aux brevets, mais aussi au complexe appareil de chercheurs et de laboratoires formé par l'entreprise, l'Université d'Aix-Marseille, et divers autres institutions de recherche de l'Etat français. Autre exemple, la société TMM (Thomson Multi Media) « ne réalise plus que 4% de son chiffre d'affaires en France, pays qui ne représente plus que 6% de ses effectifs (75.000 au total) », mais son PDG confirme : « Nous sommes français. Nos actionnaires sont français. Et si nous sommes bénéficiaires parce que nous avons acquis une taille mondiale, nous payons nos impôts en France... Je suis très fier de payer beaucoup d'impôts »<sup>5</sup>. 4% du CA, 6% des effectifs, mais l'essentiel des impôts (donc aussi des profits) en France, où ne se situe guère plus que le siège social et des laboratoires. Bref, dans la concurrence oligopolistique pour l'accaparement de la plus-value mondiale, le rôle des Etats est tout à fait fondamental, et en ce sens chaque oligopole a une nationalité. Dans certains cas d'extrême concentration des capitaux cette nationalité peut être européenne, comme pour Airbus ou les fusées Ariane, mais cela ne va pas sans coûteuses complications et manœuvres entre les pays concernés pour s'assurer le maximum de pouvoir dans ces associations. Cela apparaît aussi nettement quand un Etat intervient pour sauver de la débâcle une entreprise « too big to fail », qui n'est alors jamais une entreprise étrangère mais un « champion national ». Ou encore dans les interventions puissantes et systématiques des Etats dominants pour développer des oligopoles à têtes nationales dans des secteurs stratégiques comme l'énergie (pétrole, atome, électricité). Dans tous les cas, les citoyens sont ainsi appelés à financer des multinationales-nationales, comme si la puissance de ces entreprises était la leur !

---

5 La Tribune, 20.09.02.

Bref, les fameuses multinationales n'ont ni plusieurs nationalités, ni aucune. Elles sont « transnationales », apatrides, en tant qu'elles organisent leur procès de production (de plus-value) sur la base d'une division mondiale du travail, d'un marché mondial, choisissant les lieux de production sans se soucier de quelconques intérêts nationaux, en obligeant, par la concurrence, les Etats des pays sous-traitants à offrir les plus bas coûts de production. De sorte qu'effectivement ces Etats apparaissent comme particulièrement soumis aux oligopoles. Mais cette soumission des uns aux autres n'est que l'application des lois constantes du capital. Puisqu'il est, par nature, accaparement cumulatif, il ne peut qu'accroître la bipolarité dominants/dominés dans tous ses aspects. Chacun, dirigeants des Etats comme dirigeants des trusts, ne fait que les appliquer, et la concurrence est le gendarme qui l'y oblige, tous n'étant que des fonctionnaires du capital, agents de sa reproduction. Certes à des places spécifiques, où ils jouent des rôles spécifiques, mais où ils sont entièrement complémentaires.

L'interpénétration réciproque des capitaux des différents pays dominants dans leurs aires nationales est, aussi, généralisée dans un tel système mondialisé. Car ces pays sont les principaux marchés de consommation (il faut donc y avoir des filiales pour vendre, et même parfois produire sur place), et les principaux foyers de l'accumulation (là où les opportunités de placements financiers sont les plus variées, les plus abondantes, et les plus sûres). Ainsi « *l'ampleur du stock d'investissement détenu par la France à l'étranger rapporté au PIB est comparable à celui du stock qu'elle accueille, il se situe à 19%. La France est dans la moyenne des pays industrialisés...mais derrière les USA (25%), et le Royaume Uni (36%).* »<sup>6</sup> Mais cette interpénétration réciproque ne signifie pas qu'il y ait automatiquement multinationalité de la propriété réelle, du pouvoir central de gestion et d'appropriation. Car il s'agit souvent soit de filiales d'oligopoles étrangers, soit de simples placements financiers (investissements de portefeuille) recherchant seulement le rendement, soit de F&A, qui changent la nationalité de la tête maîtresse du procès de valorisation. Les fonds de pension américains ont beau posséder 30 ou 40% des actions des grands oligopoles français, ce n'est qu'un placement, ce ne sont pas eux qui les dirigent, mais un Centre français, ni l'Etat US qui les soutient, mais l'Etat français. Les placements financiers, dont l'ampleur impressionne souvent les observateurs, semblent apatrides parce qu'ils se déplacent rapidement au gré des variations des rendements, des taux

---

6 Problèmes Economiques n°2751, 06.03.02, p.20.

d'intérêts et des spéculations diverses. Ils n'ont évidemment aucun intérêt national au sens imaginaire d'intérêt général des citoyens que les idéologues donnent à ce mot<sup>7</sup> (ce qui n'est pas un scoop, étant vrai de tout capital, et pas seulement financier, et de tout temps). Mais ils sont eux aussi d'une nationalité particulière en tant qu'ils sont issus d'organismes financiers liés et défendus par des Etats particuliers, où ils ont leur tête, où sont centralisées les richesses qu'ils pompent (voir l'exemple, entre mille autres, du renflouement par l'Etat français du Crédit Lyonnais pour 150 milliards FF).

Bref, le déploiement mondial des capitaux oligopolistiques ne remet pas en cause le fait qu'ils ont une nationalité en ce sens que, en ce qui concerne la maîtrise, la propriété, du procès de valorisation qu'ils organisent, et des profits qui en découlent, ils sont liés chacun à un Etat particulier. Ils ont un Centre, un quartier général où sont regroupées, et développées grâce à l'Etat, toutes les fonctions, financières, scientifiques, commerciales, idéologiques, militaires, etc., qui leur assurent la domination et l'appropriation de ce procès. Il n'est ni multinational, ni transnational, mais toujours situé dans un pays particulier. Ce sont ce pouvoir d'appropriation et ce Centre, qui sont défendus et soutenus dans la compétition mondiale entre oligopoles par un Etat particulier, sans quoi ils ne survivraient pas dans cette concurrence acharnée. Constat dont on doit tirer au moins deux conclusions :

Celle-ci que, malgré l'évidente écrasante domination des USA, il n'y a pas un Empire unique avec un Centre unique, mais plusieurs Centres d'accaparement et d'accumulation, chacun d'eux reliant, dans un enchevêtrement d'intérêts réciproques et de fonctions complémentaires, certains oligopoles à certains Etats.

Et cette autre, qu'en aucun cas il n'y a affaiblissement de l'Etat, quel qu'il soit, dans son rôle, qui est son essence depuis toujours, d'organisateur de la reproduction d'une société capitaliste particulière, dans une zone d'un niveau de développement (d'appropriation) spécifique. Reproduction dont la base est celle du capital. Autrement dit chaque Etat a, au minimum, pour rôle de reproduire les conditions de sa valorisation propres à la zone qu'il gère. Certains ont un rôle complémentaire au niveau mondial, puisque l'évolution des conditions mondiales de cette

7 C'est pourquoi le fascisme accuse les oligopoles de cosmopolitisme, et prétend réaliser concrètement l'idéologie nationaliste en « obligeant » le capital national à servir la solidarité communauté nationale, et elle seule. Voir, *Les Racines du Fascisme*, T. Thomas, éd. Albatroz.

valorisation induit la nécessité de formes de coopérations entre Etats dominants. Il s'agit d'assurer une sorte de cogestion planétaire pour remplacer l'ancien ordre des empires coloniaux fermés où chaque Etat impérialiste organisait et dominait seul une aire particulière du globe. Mais cette coopération des Etats n'est pas leur affaiblissement, même si certains sont plus puissants que d'autres, et tendent à imposer brutalement leur hégémonie, ce qui est le cas évident des USA.

Ces coopérations sont rendues indispensables par l'extrême interdépendance des économies, tant dans cet enchevêtrement des dettes et des crédits qui forme le capital financier, que par le fait que la production de la plus-value est fondée sur une division transnationale du travail. De sorte que les conditions générales de cette production, comme celles du rapatriement de la plus-value dans les Centres, concernent l'ensemble des oligopoles, présents souvent dans les mêmes pays, avec des intérêts communs, et leurs Etats respectifs. Elles doivent donc être assurées collectivement à cette échelle planétaire. On le voit nettement dans la question du remboursement des dettes. Lénine disait à ce propos que « *en cas de besoin, sa marine de guerre joue le rôle d'huissier. La puissance politique de l'Angleterre la préserve de la révolte de ses débiteurs...* »<sup>8</sup> Aujourd'hui on voit que c'est la puissance politique du petit groupe des pays impérialistes, associés face aux débiteurs, qui leur permet d'imposer leurs décisions, via le FMI, le G8, le Conseil de Sécurité, etc., avec l'OTAN pour huissier le cas échéant. D'une façon plus générale, il faut un ordre planétaire pour assurer la libre circulation « sans frontière » des capitaux et des agents impérialistes (financiers, commerciaux, ONG, idéologues, etc.), pour que soient respectées partout les règles bancaires et commerciales propres aux échanges capitalistes. Il faut aussi une monnaie internationale (le dollar, qui a succédé dans cette fonction à la livre sterling et à l'or) par laquelle, ou en référence à laquelle, les valeurs échangées puissent être représentées de façon relativement sûre et stable. Et il faut encore que les approvisionnements des oligopoles en matières premières vitales (tels le pétrole et le gaz) soient assurés et sécurisés, que les grands axes des transports soient garantis. Bref, il faut un ordre mondial particulier, idéologiquement justifié par les valeurs du Bien, telle la Liberté (des renards dans les poulaillers), ou les Droits de l'Homme (de s'approprier le travail d'autrui et les richesses du monde). C'est-à-dire qu'il faut des institutions mondiales de type étatique, faute de pouvoir avoir un empire et un Etat mondial unique. Lesquelles sont l'OTAN, le FMI, la Banque

8 Lénine, *L'Impérialisme...*, op. cité, p.120.

Mondiale, l'OMC, Interpol, l'ONU, etc. Les idéologues du capital disent d'elles, sans craindre la grossièreté du propos, qu'elles représentent « la communauté internationale », alors qu'il ne s'agit évidemment que d'une sorte d'Internationale des bourgeoisies, d'ailleurs rongée de leurs rivalités et contradictions.

Madame Albright, ministre des affaires étrangères US, s'était rendue célèbre en affirmant dans un interview qu'exterminer 500.000 enfants irakiens ça « *valait la peine* » (sous-entendu : pour faire main basse sur le pétrole). Son conseiller Thomas Friedman était aussi explicite en affirmant dans le New York Times Magazine (28.03.99), sous le titre « *Ce dont le monde a besoin aujourd'hui* » : « *pour que la mondialisation fonctionne, les USA ne doivent pas hésiter à agir comme la superpuissance toute puissante qu'elle est* » : « *La main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans un poing invisible. Mac Donald's ne peut se répandre dans le monde sans Mac Donald Douglas, le concepteur du F15. Et le poing invisible qui garantit l'ouverture du monde pour les technologies de la Silicon Valley s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et le corps des marines des Etats Unis.* » Il arrive aux dirigeants américains d'être francs tellement ils sont sûrs d'être Bons !

« Garantir l'ouverture du monde » aux capitaux financiers et aux multinationales, c'est le concept bourgeois de la Liberté. Tout Etat dominé qui cherche à s'y opposer, à tenter d'impulser un mode de développement plus ou moins autonome, à nationaliser ou maîtriser un peu plus l'exploitation des richesses de son pays (nous ne discuterons pas ici de la possibilité, en réalité inexistante, d'un mode de développement capitaliste autonome pour les pays du Tiers-monde dans la situation contemporaine) est donc immédiatement qualifié « d'Etat-voyou ». Qu'une fraction bourgeoise d'un PED se montre un peu plus nationaliste que comprador, et cherche à s'assurer l'appui des couches populaires afin de desserrer (que ce soit à son profit est ici une autre question) l'étau impérialiste, elle sera aussitôt stigmatisée comme « populiste », c'est-à-dire comme groupe d'irresponsables flattant le peuple au lieu de le fouetter, usurpant la place de guide que seules de « vraies » élites conscientes des lois du monde capitaliste devraient occuper en bonne démocratie. Car ces lois sont les vraies valeurs du Bien. Qu'un brave bourgeois social démocrate veuille prendre au mot que ces valeurs seraient la démocratie électorale et les droits de l'Homme, et il est promptement éliminé. Allende au Chili en est le symbole mémorable. « On ne saurait laisser un peuple inculte faire son propre malheur en votant pour un bourgeois nationaliste » avait alors

précisé Kissinger, autre ministre américain célèbre pour sa ténacité à avoir voulu apporter le bonheur au peuple vietnamien à l'aide des B 52 et du napalm.

Il est impossible de détailler ici la liste, beaucoup trop longue, des coups d'Etat, guerres, assassinats, massacres de populations civiles par centaines de milliers, embargos meurtriers, ethnocides, organisés, financés, ou directement exécutés, par les puissances impérialistes, USA en tête. Le terrorisme, les massacres, les crimes, les dictatures les plus sauvages, le totalitarisme, ont été, et sont toujours, d'évidence aveuglante, d'abord et surtout de ce côté. La violence, la force militaire, restent les moyens toujours et plus que jamais indispensables de la domination impérialiste. De fait, malgré la fin de la « guerre froide », les dépenses militaires des grandes puissances ne cessent de croître. Aux USA, elles dépassent aujourd'hui 5% du PIB, contre moins de 1% avant la seconde guerre mondiale. Le rythme des interventions militaires s'intensifie. Les USA en ont menées plus dans la seule décennie 90 que pendant toute la période 1945-90, soixante contre cinquante<sup>9</sup>.

La mondialisation libérale s'accompagne d'une intensification de l'opposition pays impérialistes/pays dominés, et, à l'inverse, d'une extinction des conflits armés entre grandes puissances. Il ne s'agit plus de guerres mondiales pour l'extension territoriale entre empires coloniaux. Il s'agit de conflits dits de « basse intensité » parce que les forces impérialistes ne s'y battent plus directement entre elles. En effet, leur but n'est plus l'obtention d'un monopole national par l'occupation et l'administration de territoires protégés, mais de s'assurer de la soumission d'Etats compradores, dociles à insérer leur pays dans la chaîne mondiale de la valorisation du capital. Leurs rivalités subsistent évidemment sur la base d'intérêts oligopolistiques qui gardent une base nationale. Mais elles se manifestent plutôt en sous-main, par agents interposés, par le soutien qu'elles apportent à des clientèles locales contre d'autres, y compris jusqu'à susciter, financer et armer, des guerres civiles atroces (par exemple la rivalité franco-américaine en Angola), qu'elles prolongent à loisir en changeant de clientèles quand l'une a fini de rendre les services qu'on en attendait (comme en Afghanistan ou en Irak).

Mais ces rivalités entre impérialistes n'empêchent pas que domine leur association contre les « voyous » pour maintenir « l'ouverture » du monde à la libre circulation des capitaux et des marchandises, dont nous avons vu combien elle profite aux dominants et aggrave la situation des

9 Voir C. Serfati, *op. cit.*, p.66.

dominés. Cette aggravation conduit inéluctablement à la multiplication de ces « voyous », à l'échelle planétaire plus encore que dans les banlieues. Or cette ouverture, cet ordre mondial dit mondialisation « libérale », est vital pour un capitalisme dont le fondement, le procès de valorisation, est la division planétaire de la production telle que nous l'avons analysée ci-dessus. D'autant plus vital que cette valorisation est de plus en plus difficile, que la crise se fait profonde et permanente. D'où, bien que cette crise attise aussi ces rivalités impérialistes toujours vivaces, une tendance de ces Etats à les mettre en sourdine et à s'associer dès lors qu'il s'agit de maintenir cet ordre mondial « libéral ». C'est que, pour résumer schématiquement, la rivalité des oligopoles porte surtout sur les moyens de s'approprier le maximum de plus-value dans un Centre donné (rivalités sur les moyens commerciaux et scientifiques, les matières premières stratégiques). Elles portent moins sur sa production, qui relève de cette division mondiale qu'ils organisent ensemble, avec les mêmes exigences vis à vis des peuples dominés. Ils les mettent en concurrence plus qu'ils ne le sont eux-mêmes sur ce terrain. En effet, il est pour eux plus celui de l'exploitation de l'armée de réserve que celui d'importants débouchés. Il faut d'abord que la plus-value soit produite avant de se l'approprier. Et pour cette production, et parce que cet ordre mondial « libéral » en est la condition aujourd'hui essentielle, leur coopération prend en général le pas sur leurs rivalités, et celles-ci ne se règlent plus par des guerres mondiales entre blocs impérialistes. Même dans le domaine où la concurrence oligopolistique dans le Tiers-monde est la plus vive, celui de l'appropriation de la rente pétrolière et minière, l'association parvient le plus souvent à prendre le dessus : chaque fois qu'un Mossadegh, un S. Hussein, un S. Allende, un Lumumba, etc., a semblé vouloir remettre quelque peu en cause la répartition de cette rente, il a été éliminé, ou réduit à l'impuissance, par la coalition des puissances impérialistes.

Ouvrons ici une brève parenthèse pour citer l'exemple de l'Irak. Les médias montent partout en épingle la rivalité USA/France-Allemagne à ce sujet. Mais ils passent sous silence qu'il y a surtout unité entre tous ces impérialistes pour soumettre l'Irak, l'obliger à s'intégrer dans la mondialisation « libérale » comme fournisseur absolument docile de pétrole bon marché. Unité qui a déjà fait plus d'un million de morts irakiens dans une guerre de dix ans. Unité pour obliger aujourd'hui l'Irak à se mettre à genoux, la corde au cou, et à implorer une soumission totale et humiliante. Les divergences portent seulement sur les moyens : renverser S. Hussein par la guerre pour installer un gouvernement compradore entiè-

rement fantoche, ou bien l'affaiblir suffisamment et s'arranger avec lui tout en maintenant l'Irak sous le contrôle quotidien, étroit, tatillon, des inspecteurs ou casques bleus de l'ONU. La guerre est plus favorable aux USA, car ils sont seuls capables de la mener, et elle leur assurera alors le contrôle du Moyen Orient pétrolier, et par là une hégémonie totale sur les autres impérialistes réduits à l'état de comparses et de vassaux. La tutelle onusienne serait plus favorable aux impérialismes secondaires, les plaçant comme partenaire associés, et c'est pourquoi les USA n'en veulent pas. Ainsi l'union est principale, la rivalité, quoique forte car l'enjeu pétrolier est très important pour la domination, est secondaire. Et, puisqu'il s'agit pour tous de soumettre l'Irak, la rivalité est aussi coopération objective : les uns désarment l'Irak sous couvert de l'ONU pendant que les autres accumulent les armes. La victoire impérialiste en sera bien facilitée ! La vraie rivalité aurait été qu'un camp impérialiste aide et arme l'Irak contre l'autre. Mais fermons la parenthèse sur cette affaire en cours.

Bref, si la mondialisation du procès de production induit que l'opposition antagonique capital-travail est aujourd'hui totalement mondiale, elle induit aussi qu'elle se double, du fait de l'accaparement par les Centres impérialistes de la plus-value ainsi produite, d'une opposition dérivée pays dominés-pays dominants, dont nous aurons à reparler, et dans laquelle l'unité des pays dominants domine, bon gré mal gré, leurs rivalités toujours vivaces.

L'importance de la soumission des peuples dominés au nouvel ordre mondial impérialiste est aujourd'hui telle pour la valorisation des capitaux dominants et la reproduction des sociétés centrales où ils s'accumulent, qu'elle justifie pleinement leur « devoir d'ingérence » dans les affaires de tous les pays « voyous ». Devoir sacré, faisant fi de toute notion de souveraineté nationale ou d'égalité des peuples, pour lequel se dépensent, sans compter leur peine mais seulement leurs prébendes, les journalistes et autres idéologues médiatisés, les ONG qui, comme autrefois les missionnaires et les armées coloniales, précèdent ou accompagnent partout celles de l'OTAN chargées de faire régner l'ordre libéral. Dans ces innombrables et quasi permanentes campagnes militaires d'éradication du Mal, le Bien utilise souvent des cliques locales contre d'autres, simples bandes mercenaires comme en Afghanistan ou au Kosovo, et aussi des Etats clients, comme Israël, soutenu jusque dans la plus sauvage et plus longue guerre terroriste d'éradication ethnique au Moyen Orient depuis celle des Turcs contre les Arméniens. Un autre moyen apprécié des impérialistes pour renforcer leur domination est aussi d'obtenir

le démantèlement d'Etats jugés rivaux ou récalcitrants, en excitant, finançant et armant les minorités linguistiques, les communautarismes ethniques ou religieux. De cette façon, ils ont amplement contribué à la balkanisation de l'URSS et de la Yougoslavie, excellente façon de créer une multitude de petits Etats subordonnés dociles dans la chaîne hiérarchisée de la mondialisation « libérale ».

Tout cela est bien connu malgré les énormes manipulations médiatiques mises en œuvre. Comme est bien avéré que la question vitale de la maîtrise des approvisionnements en hydrocarbures est la cause des interventions militaires les plus systématiques et les plus meurtrières. Ce qui se comprend si on se rappelle que la moitié seulement du pétrole et du gaz nécessaires pour couvrir les besoins escomptés dans dix ans a une production assurée. L'autre moitié reste à découvrir, à extraire, et à acheminer, d'ici là. D'où une tension extrême des puissances dominantes pour avoir la meilleure part possible de cette ressource vitale. D'où les guerres permanentes dans les pays du Moyen Orient et d'Asie caucasienne où sont situées les principales réserves, et les futurs oléoducs pour les évacuer.

Comme les USA sont, de loin, la première puissance mondiale, spécialement sur le plan militaire (leurs dépenses militaires sont égales à celles, additionnées, de toutes les autres nations réunies) où ils sont seuls à pouvoir intervenir tout le temps et partout, et qu'ils le font, se conduisant comme des shérifs planétaires, beaucoup décrivent le monde contemporain comme un Empire américain, où il n'y aurait que des Etats vassaux, plus ou moins importants mais soumis. C'est la reprise de la vieille thèse de Kautsky du « superimpérialisme », de la tendance du capitalisme à la concentration aboutissant à la formation d'un monopole unique et d'un Etat mondial. Selon cette thèse, les peuples, ainsi unifiés dans ce même mouvement et majoritaires électoralement, pourraient s'emparer de cet Etat pour passer pacifiquement au socialisme.

Mais cette idée d'Empire unique, US ou autre, ne tient pas. Fondamentalement le capitalisme n'existe que dans la division du privé, et qu'avec la concurrence. C'est le déplacement permanent des capitaux sous l'aiguillon de la concurrence qui, premièrement, oblige les fonctionnaires du capital à la recherche permanente du profit maximum et, deuxièmement, établit l'équilibre de l'offre et de la demande dans les différentes branches de la production, à travers la formation d'un taux de profit moyen. L'expérience a d'ailleurs été faite en URSS d'un capitalisme d'Etat soi-disant unifié, planifié centralement, organisé comme un monopole unique. Et on sait que cela n'a nullement empêché, évidem-

ment, la concurrence entre les différents segments du capital et leurs représentants (politiciens contre managers, régionaux contre centraux, entreprise X contre entreprise Y, etc.), la concurrence prenant seulement des formes particulières, et particulièrement gaspilleuses d'investissements<sup>10</sup>. Nous avons d'ailleurs vu que les oligopoles, et leurs liens avec des Etats particuliers, créaient autant de Centres nationaux d'accumulation, différents et concurrents bien que de puissances inégales.

Les USA ne peuvent pas se dresser seuls face au reste du monde. Ils ne sont même pas eux-mêmes un seul capital monolithique. Ils ont besoin d'alliés, qui sont aussi des concurrents exigeant leur part. La domination US, et encore moins l'arrogance US, ne sont pas synonymes d'hégémonie absolue, et encore moins d'unité d'un Empire. L'Europe, par exemple, est faite pour concurrencer les USA. Même si elle en est encore loin sur le plan militaire, elle y parvient dans nombre de domaines (par exemple Airbus, l'euro, etc.). Il y a des luttes commerciales très vives autour des subventions étatiques, des barrières douanières. Des affrontements politiques (par exemple, mesures protectionnistes, protocole de Kyoto, intervention militaire en Irak), des coups bas et des manipulations de toutes sortes.

En réalité, comme dans un monde maffieux où il y a un semblant d'unité hiérarchisée et d'ordre codifié, du Parrain et ses lieutenants jusqu'aux petits caïds de quartier et aux hommes de main, la mondialisation libérale est un système d'Etats, hiérarchisés du Parrain international US, jusqu'aux petits compradores et sicaires locaux, mais qui restent néanmoins rivaux au grès des opportunités et des rapports de force. Cette hiérarchie n'est pas une simple échelle linéaire et stable. Un petit groupe de pays impérialistes ne cesse de s'y détacher nettement des autres, qui suivent en un peloton s'étirant de plus en plus vers le bas. Moins d'une dizaine de pays (les contours de ce groupe ne sont évidemment pas d'une précision mathématique), qui, à travers les institutions qu'ils contrôlent, OTAN, FMI, OMC, G8, Conseil de Sécurité de l'ONU, Banque Mondiale, assurent la gestion de l'ordre mondial dont ils sont conjointement les principaux bénéficiaires. Ils cogèrent la réalisation des conditions mondiales de la reproduction du capital en général, nécessaires à la valorisation de tous les capitaux particuliers. Leurs rivalités sont constantes, mais malgré tout subordonnées à cet intérêt général. Que les compromis qu'ils passent entre eux pour le réaliser tiennent compte d'un rapport des forces éminemment favorable aux USA ne font pas pour autant de ceux-ci

10 Pour plus de détails, voir T. Thomas, *Les révolutions du 20<sup>ème</sup> siècle*, éd. Albatroz.

l'unique puissance assurant les fonctions étatiques de niveau mondial. Ils ne sont que le Parrain, le capo di capi impérialistes. D'ailleurs ils ne cherchent pas à construire un vaste empire colonial. Ils cherchent l'hégémonie sur un réseau d'alliés plus ou moins vassalisés prenant en charge avec eux le même ordre mondial capitaliste. Leur jeu est d'empêcher l'émergence de concurrents, de disloquer les puissances rivales, de balkaniser, d'étouffer tout protectionnisme autre que le leur, de maintenir leur supériorité dans les domaines qui assurent la domination, militaire notamment, mais aussi la communication, l'informatique, le renseignement, la finance, et la science en général. Mais cet hégémonisme est fragile, car il induit des résistances populaires proportionnelles, mécontente les alliés, en même temps que les USA s'épuisent à vouloir prendre systématiquement la direction de toutes les interventions impérialistes.

Au point où nous en sommes de l'analyse de la mondialisation « libérale », nous pouvons maintenant conclure qu'elle n'est pas un concept, mais un mot écran pour éviter d'avoir à désigner la réalité qu'elle exprime en fait, dont elle n'est qu'un aspect, qu'un élément indissolublement lié aux autres : le capitalisme, c'est-à-dire des rapports sociaux d'appropriation spécifiques, historiquement déterminés. Lesquels ne se reproduisent qu'en élargissant et approfondissant sans cesse la division sociale du travail qui en est l'effectuation pratique, et donc les différents antagonismes qui en découlent, entre les prolétaires et les bourgeois, mais aussi entre les Centres et les Périphéries, où, pour reprendre l'expression classique de la période coloniale, entre les pays oppresseurs et les pays opprimés.

Si on a compris que les différentes formes historiques de la mondialisation ne sont que des manifestations de l'évolution du capitalisme, alors on a compris en même temps qu'il serait absurde de considérer la mondialisation actuelle comme une « mauvaise politique » laissant une bride trop libérale sur le cou du capital, qu'il serait possible de remplacer par une meilleure en le bridant d'un fort pouvoir étatique, sans avoir à abolir ces antagonismes, donc ces rapports d'appropriation spécifiques qui les fondent. En rester à dénoncer la mondialisation comme responsable de la crise, des misères, des catastrophes écologiques, des guerres, c'est dénoncer une ombre, un ennemi anonyme et vague, un phénomène dont on ne veut pas voir le contenu, les racines.

Il est encore plus superficiel de prétendre que c'est la forme financière de cette mondialisation qui est néfaste, parce qu'elle remplacerait le pouvoir de l'Etat par celui d'une finance aussi volatile qu'apatride. Ce

raisonnement, dont nous avons déjà montré le vice, est une absurdité petite bourgeoise qui rappelle les vieilles imprécations fascistes contre le capitalisme cosmopolite (les fascistes promettant d'en faire un capitalisme, une « économie », au service de la Nation). Le petit bourgeois s'imagine toujours qu'étant au milieu, entre bourgeois et prolétaires, il représente aussi naturellement de ce fait le juste, qui pour lui est toujours le juste milieu. Il s'imagine aussi que le juste milieu est l'intérêt général (dit aussi national), et enfin que l'intérêt général est l'Etat aux mains des représentants de ce soi-disant juste, de ce centre de gravité où s'annulent les extrêmes, les intellectuels petits bourgeois. Nombre d'entre ceux-ci affirment aujourd'hui qu'il faudrait parler d'un capitalisme « transnational » parce que les oligopoles et le capital financier agiraient comme des forces au delà, au dessus, des Etats-Nations, détruisant leur cohérence, leur capacité à stabiliser la société en répartissant équitablement les richesses entre ses membres. On retrouve toujours dans ces raisonnements la vieille idéologie bourgeoise suivant laquelle l'Etat serait le pouvoir du peuple et pourrait, bardé de cette puissance, mettre « l'économie au service des hommes », diriger à sa guise la répartition de ses produits. Ce n'est pas le lieu de redire ici combien il ne s'agit là que d'une apologie du capitalisme que ces petits bourgeois prétendent « humaniser »<sup>11</sup>. Il est assez établi que l'Etat est une condition et un produit du capital. Qu'il n'y a jamais eu d'Etat qui n'organise autre chose que les conditions de la reproduction de la société capitaliste. Elles sont, en dernière instance, celles de la valorisation du capital sur laquelle toute cette société repose (et réciproquement), et, dans ce domaine, il s'occupe particulièrement de la reproduction de la force de travail et de la pacification de la lutte des classes en s'efforçant de la maintenir dans les limites de la revendication salariale à travers une politique de petites carottes et de gros bâtons. Ce qui fût exactement le rôle de l'Etat Providence, qui est le modèle idéalisé de cette élite démocratique du juste milieu, la démonstration historique de ses mérites, de sa capacité à occuper les sommets tout en maintenant le peuple, nourri de pain et de congés payés, à sa place et à ses travaux.

Ce que constatent aujourd'hui les critiques de la mondialisation « libérale » type ATTAC, qui ne cessent de se lamenter sur le soi-disant affaiblissement de l'Etat, de la même façon que d'autres, à l'extrême droite, enragent de celui de la Nation, c'est l'étiollement de ses capacités redistributives dans la crise, c'est-à-dire le durcissement des contradic-

<sup>11</sup> Voir T. Thomas, *L'Etat et le Capital*, éd. Albatroz.

tions de classe. Ils constatent que, devant les difficultés grandissantes de la valorisation du capital, le capitalisme se fait de plus en plus violent et destructeur, des travailleurs comme de la nature. Ils constatent que l'Etat est non seulement impuissant à mettre de l'ordre dans ce chaos, ce qui les effraie déjà beaucoup, mais, plus décourageant encore pour eux, ne peut faire autrement, qu'il soit gouverné par la gauche ou par la droite, que de l'avaliser en soutenant des mesures en faveur des profits au prétexte de « créer des emplois », de « soutenir la croissance », et les rentrées fiscales nécessaires à la Providence qu'ils rêvent de restaurer dans sa capacité de pacification sociale. Cela parce qu'ils ne redoutent rien tant que la lutte des extrêmes ne produise la ruine du juste milieu où ils se trouvent si bien, des bouleversements qui pourraient « tout emporter », non seulement les riches, mais aussi leurs fonctions et leurs places somme toute encore si douillettes.

Tout cela est certes vrai. Seulement cela n'a rien à voir avec un quelconque affaiblissement de l'Etat, mais avec la crise de la valorisation. Et dans cette crise, au contraire de ce qu'ils clament, l'Etat se renforce. Il accroît son rôle et ses efforts en faveur des oligopoles nationaux, il subventionne, passe des commandes, soutient le développement du capital financier en augmentant la dette publique, prend en charge les frais de reproduction et de formation de la main d'œuvre, les infrastructures, et d'encore bien d'autres conditions de la valorisation du capital national. L'aggravation des conditions de vie des masses populaires, la violence qu'elles subissent dans la crise, à travers le travail aliéné et « flexibilisé », le chômage et « l'exclusion », et qui ressort sous des formes de révoltes encore éclatées, sporadiques, irrationnelles, entraînent évidemment que l'Etat se renforce aussi particulièrement dans ses fonctions répressives. L'objet de la campagne électorale de 2002 en France était, droite et gauche ensemble d'accord, de remplacer le « pacte social démocratique » fondé sur l'Etat Providence, censé acheter la paix sociale, mais devenu trop coûteux pour le capital, par un « pacte social sécuritaire » fondé sur la répression comme seul moyen d'assurer l'ordre social. Cette péripétie électorale française n'était que la manifestation locale d'un mouvement mondial généralisé de renforcement des Etats dans leurs fonctions répressives, et, plus particulièrement, d'un accroissement des interventions militaires des grandes puissances contre les opposants de tout poil qui se lèvent, toujours plus nombreux, dans les pays dominés, contre l'ordre impérialiste mondial.

C'est en effet toujours dans cette fameuse « zone des tempêtes » des pays dominés que se lèvent les oppositions les plus massives et les plus déterminées, armées et courageuses, aux puissances capitalistes dominantes. Lesquelles, n'hésitant pas à agir de concert, courent d'un foyer de rébellion à l'autre, achetant la soumission des uns et massacrant les autres.

Nous avons établi qu'il n'y avait qu'hypocrisie ou aveuglement à vouloir ignorer que la mondialisation n'était qu'une condition et un moyen inhérents au développement de la valorisation du capital, qu'elle ne pouvait donc apparaître comme lui que comme accaparement par quelques uns des richesses de l'humanité, l'appropriation par quelques uns des moyens de production de la vie. Il est donc nécessaire, pour conclure cet ouvrage, d'examiner les rapports entre ces luttes légitimes, mais encore plus ou moins désordonnées et irrationnelles, des peuples dominés pour desserrer l'étau impérialiste, et l'objectif, nécessaire et raisonnable, de la construction d'un monde où cette appropriation et cet accaparement seraient impossible. Ce qui pose à nouveau cette vieille question du caractère international des luttes de classes. Marx le déduisait immédiatement de cette extension planétaire du capitalisme qui conduisait selon lui partout aux mêmes conditions sociales, au même antagonisme bourgeoisie-prolétariat, en même temps que l'ensemble du prolétariat international était unifié par une paupérisation identique, et la lutte contre des ennemis communs. L'histoire a montré que cette unité ne se posait pas de façon aussi immédiate, mais devait se construire à travers les détours (le « détour irlandais » dont nous reparlerons plus loin) de luttes anti-impérialistes à caractère nationaliste plus que communiste. Ceci du fait que, si la mondialisation capitaliste a bien construit une certaine homogénéisation du monde, un certain universalisme des modes de production, des cultures, des sociétés, des classes, elle a aussi développé outrageusement cette contradiction spécifique entre pays dominants et pays dominés, qui agit souvent entre les peuples, et même entre leurs fractions prolétaires, comme une division occultant l'antagonisme fondamental avec la bourgeoisie. D'où les détours, les tâches et tactiques particulières à mettre en œuvre, que Lénine est le premier à avoir compris et appliqués, dont il est nécessaire d'avoir conscience dès lors qu'on envisage sérieusement, pratiquement, la lutte contre la mondialisation.

## Chapitre 5.

# MONDIALISATION, PEUPLES, ET PROLETAIRES

Nous savons que la forme actuelle, dite libérale, de la mondialisation est commandée par la nécessité permanente où est le capital d'élargir la production (et les besoins), puisqu'il n'existe que dans l'accumulation, et d'accroître la productivité, puisqu'elle est le moyen le plus adéquat pour chaque capital particulier de maximiser ses profits. Cette recherche constante d'abaisser le coût de chaque marchandise produite implique évidemment celle des coûts salariaux les plus bas : d'où la mondialisation de la production industrielle dans le Tiers-monde au fur et à mesure que les conditions d'une meilleure productivité dans tel ou tel segment du procès de valorisation y étaient réunies (notamment grâce à l'extrême simplification du travail ouvrier induite par le taylorisme-fordisme, et à l'abaissement massif des coûts de transport). Une forte productivité associée à de bas coûts salariaux, pour une production de masse planétaire, telle a été la formule magique de base de la mondialisation « libérale ».

Mais on sait aussi que cette amélioration constante, et de plus en plus rapide, de la productivité, que poursuit nécessairement chaque capitaliste particulier, induit globalement un effet catastrophique pour tous les capitaux. C'est la tendance historique à la baisse du taux de profit, dont Marx a énoncé le premier le secret : plus la productivité augmente, plus diminue, relativement au capital fixe (ou travail mort), la part du travail vivant contenue dans la valeur de la marchandise. Or, c'est de la quantité de travail vivant cristallisée dans toutes les marchandises que dépend la masse générale de la plus-value produite, donc, la part que tel capital particulier peut s'approprier. En effet, le capital ne s'approprie jamais, par le jeu de la péréquation des taux de profit, qu'une part de la plus-value globale). Ainsi chaque capitaliste particulier doit agir nécessairement non seulement en exploitant le prolétariat, mais en nuisant aussi au capital en général, en sciant la branche sur laquelle il repose : le travail vivant.

Cette tendance à la baisse du taux de profit moyen s'énonce aussi comme augmentation de la « composition organique » du capital (le rapport du capital fixe, de la « machinerie », au travail ouvrier). Elle se manifeste de façon contradictoire, à travers de multiples autres effets dérivés

de l'augmentation de la productivité qui agissent comme contre-tendances à cette baisse. Par exemple, le fait que la généralisation des gains de productivité à l'ensemble d'une branche de l'économie, puis à toutes, induit une baisse généralisée des valeurs, des prix réels (hors inflation monétaire), donc des coûts de production, en particulier celui de la force de travail dont le pouvoir d'achat peut même être en même temps augmenté (et les débouchés ainsi élargis). Un exemple particulièrement frappant, mais nullement isolé, en est celui des ordinateurs dont le prix aurait, à qualité égale, « en une génération....été divisé par plus de 10.000 »<sup>1</sup>. Cela peut augmenter pour un moment la production de plus-value (dite alors plus-value relative), mais accentue à plus long terme l'effet inverse, la baisse des prix s'ajoutant à la diminution du travail vivant pour saper les bases de la valorisation.

Ainsi les mécanismes concrets de la baisse tendancielle du taux de profit sont trop complexes, enchevêtrant les facteurs de tendance et de contre-tendance, pour qu'il soit question de les examiner ici dans leur mouvement concret actuel. Il suffit, pour notre étude, de retenir que la mondialisation « libérale » étant, au stade actuel du capitalisme, une condition essentielle des gains de productivité, contribue puissamment à induire, et à démultiplier, en tous points leurs effets contradictoires. Elle démultiplie donc aussi les dimensions catastrophiques de la crise qui en résulte, et qui éclate comme tentative de rétablir l'unité entre les choix privés des capitalistes et les exigences générales de la valorisation du capital (ce qui n'est obtenu qu'à travers des destructions massives du capital « excédentaire », sous toutes ses formes, humaines et matérielles). En effet ces dimensions sont d'autant plus catastrophiques qu'elles sont à l'échelle planétaire du capitalisme moderne, de l'énorme concentration du système oligopolistique mondialisé, de l'excroissance monstrueuse d'un capital financier s'automultipliant sur lui même jusqu'à former une masse telle de capital fictif qu'elle explose avec la violence destructrice de plusieurs bombes atomiques.

L'extension et l'aggravation des désastres, qui ne sont même pas à démontrer, seules leurs causes étant sujet à polémiques compte tenu de la puissance sociale et médiatique des apologistes du capital, entraînent évidemment une montée des révoltes radicales qui, bien qu'encore dispersées, sporadiques, sans conscience claire et rationnelle des objectifs, et parfois mêmes seulement sauvages et brutales, primitifs réflexes de survie, constituent non seulement un puissant facteur supplémentaire de

---

1 D. Plihon, *op. cité*, p.24.

difficultés pour le capital, mais, et surtout, un terreau pour que renaisse le « spectre du communisme », et qu'il hante non plus seulement l'Europe, comme l'affirmaient Marx et Engels en 1848 dans le *Manifeste du Parti Communiste*, mais le monde.

Dans ce texte célèbre ils se félicitaient aussi de l'œuvre du capitalisme qui, dans son extension mondiale, développait des « *relations universelles* », une « *interdépendance universelle des nations* », brisant « *l'ancien isolement des provinces et des nations* » au profit d'une richesse matérielle et culturelle très supérieure, car cosmopolite et développant des besoins plus élevés<sup>2</sup>. Ils exprimaient ainsi une vision prophétique du futur, dans laquelle se formait un prolétariat mondial, unifié dans la même exploitation, la même paupérisation et le même combat contre le capital et ses agents. Vision qui s'est révélée n'être qu'en partie exacte. Exacte sur l'essentiel, le caractère progressiste du capital dans son œuvre de démultiplier les connexions entre les hommes, d'établir des relations universelles, de briser les étroites tribales, ethniques, nationales. Mais si le capitalisme « *a ainsi enlevé à l'industrie sa base nationale* », il n'a pas pour autant aboli l'appropriation des richesses par des nations particulières. Certes essentiellement par les classes bourgeoises au sein de ces nations, mais pas seulement. D'où une différenciation réelle entre nations dominantes et nations dominées. Le Manifeste l'avait entrevue qui précise que la bourgeoisie « *a soumis l'Orient à l'Occident* », mais il n'en tire aucune conclusion. Marx commencera à le faire un peu plus tard. Mais c'est Lénine qui sera le vrai pionnier sur cette question, en développant l'idée que l'unité du prolétariat mondial face à un capital mondial ne pouvait se réaliser sans tenir compte de cette différenciation entre « *nations opprimées et nations oppressives* », dont il a su montrer l'importance, et qu'il voyait comme « *l'essence de l'impérialisme* »<sup>3</sup>.

Or cette différenciation ne s'est pas affaiblie, mais au contraire renforcée avec la mondialisation libérale. Elle induit donc toujours des luttes anti-impérialistes à caractère national. Faut-il les considérer comme caduques sous prétexte qu'il y a eu, depuis Lénine, l'indépendance politique des colonies et un développement important du capitalisme dans nombre de pays dominés, ce qui y induit un mûrissement évident des conditions objectives d'une lutte de classe bourgeoisie/prolétariat ? Selon certains

2 Cf. Marx, Engels, *Le Manifeste du PC*, éd. de Pékin, 1970, p.34.

3 « *La division entre nations opprimées et nations oppressives...constitue l'essence de l'impérialisme...elle est capitale sous l'angle de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme* ». Lénine, O.C., éd. Moscou, t.21, p.425.

courants radicaux, toute lutte populaire anti-impérialiste conservant un caractère nationaliste serait à condamner sous prétexte qu'il ne s'agirait que de lutte obscurcissant le développement d'une conscience de classe spécifiquement prolétarienne, et qui n'aboutirait finalement, en cas de succès, qu'à mettre au pouvoir une fraction de la bourgeoisie à la place d'une autre. Selon eux, à l'heure où la mondialisation a créé un capital mondial et un prolétariat mondial, il n'y aurait qu'une lutte qui vaille partout : celle d'un prolétariat uni, internationaliste, contre le capital.

Il faut s'attarder un moment sur cette position, puisqu'effectivement elle reconnaît l'objectif évident de la lutte contre la mondialisation « libérale », l'abolition de ce qu'elle est : le capitalisme. Mais il faut alors observer qu'il ne suffit pas de constater l'existence d'un prolétariat dans des pays autrefois archaïques et agraires, et de proclamer sur cette base l'actualité immédiate du communisme et l'internationalisme prolétarien pour qu'ils deviennent des réalités pratiques. On peut proclamer qu'il est vrai que le prolétariat n'a pas de patrie, cela n'empêche pas qu'il faille surmonter le problème que son immense majorité pense en avoir une, participe à des luttes nationales anti-impérialistes dans les pays dominés, ou développe des comportements chauvins, souvent aussi xénophobes, voire racistes, dans les pays dominants. Peut-on condamner ces attitudes sous la même opprobre de nationalisme bourgeois ? Ce serait ignorer les réalités de la bipolarité pays dominants/pays dominés, et les tâches politiques particulières qui en découlent pour construire cette unité prolétarienne qui, notamment de par cette situation, n'est ni évidente, ni spontanée.

Bien sûr il est exact que, du point de vue du développement économique, du progrès, du stade historique, le nationalisme ne peut plus rien apporter aux peuples, pas même dans les PED. Parce qu'il est vrai que le cadre national est devenu beaucoup trop étiqué pour contenir un quelconque développement indépendant, ce que déjà le Manifeste disait fort bien en décrivant le caractère cosmopolite, mondialement interdépendant et universel que le capital a donné à la production et aux besoins, tant matériels qu'intellectuels. « *L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles...* ». Et parce qu'il est vrai aussi que les écarts creusés entre les pays dominés et les Centres impérialistes sont tels, induisent de tels effets de seuil, qu'ils ne pourraient pas être comblés dans l'enfermement d'un territoire, voulu ou subi (embargos).

Mais l'économie n'est pas la seule détermination du mouvement historique. Le croire est la déviation pseudo scientifique dite « économisme », remarquablement analysée par Lénine en son temps, sur laquelle nous reviendrons. D'un point de vue **politique**, celui de la construction de l'unité internationaliste du prolétariat mondial, il est nécessaire de tenir soigneusement compte du fait que le nationalisme des peuples des pays dominés n'est pas fondé sur la même situation que celui des peuples des pays dominants, et ne peut donc pas être considéré de la même façon.

On sait (cf. chapitre 3) que les flux de plus-value qui sont accaparés par la dizaine de pays impérialistes sont bien plus que les profits apparents (bénéfices nets) des oligopoles. Il s'y ajoute la masse considérable des intérêts financiers, les impôts et taxes prélevés par les Etats. Et il s'y ajoute encore les rémunérations astronomiques captées par les diverses couches bourgeoises qui sont chargées d'organiser les multiples conditions de la reproduction du système capitaliste. Hauts fonctionnaires, politiciens innombrables, financiers, managers, cadres supérieurs scientifiques et commerciaux, sans oublier la pléthore d'idéologues stipendiés et de stars des divers spectacles, tous chargés de l'organisation de l'abrutissement des individus, la liste est longue des fonctions dirigeantes concentrées dans les Centres impérialistes, et dont les agents se disputent féroce-ment le partage de la richesse mondiale dont ils organisent la production et l'accaparement. Il faudrait d'ailleurs ajouter à ces agents centraux tous leurs lieutenants et collaborateurs, sous-traitants ou compradores, dans la chaîne mondiale de la valorisation.

Ce qu'on appelle la « tertiarisation » des emplois dans les sociétés développées n'est, pour une bonne part, qu'un effet de cette concentration des fonctions dirigeantes dont elles sont le siège. Ces fonctions étant hautement rémunérées. Ainsi aux USA, « *la classe des travailleurs intellectuels, qui représente au total 20% de la population active, perçoit un salaire annuel total de 1.755 milliards \$, soit plus que les autres 80%* »<sup>4</sup> des salariés, et cela ne tient pas compte des primes, stock options, avantages en nature, etc. Elles induisent de nombreux emplois dits « de service » dans les échelons inférieurs. Car là où se développe la richesse, et les temps d'oisiveté qui l'accompagnent toujours, se développe aussi la domesticité, salariée et prolétarisée aujourd'hui, dans les tâches classiques de restauration, de nettoyage, d'entretien, de loisirs, etc. Le nouveau ici porte sur l'extension des rapports capitalistes à ces fonctions domestiques,

4 J. Rifkin, *La Fin du Travail*, éd. La Découverte, 1996, p.39.

ce qui les socialise, et sur le nombre important d'individus qui, dans les pays riches, sont ainsi servis. C'est que cela concerne aussi les fameuses « couches moyennes » qui y prolifèrent, la masse des petits patrons, techniciens supérieurs, cadres moyens, petits bourgeois confortablement fonctionnarisés, qui représentent ensemble plus de la moitié des emplois dans un pays comme la France, et dont l'importance quantitative est aussi indubitablement liée à la concentration des fonctions impérialistes, oligopolistiques, financières et étatiques, qui y existe.

Il n'est pas jusqu'au prolétariat qui, du moins pour la partie supérieure, n'y bénéficie d'un niveau de vie qui, bien que misérable par rapport à celui de la bourgeoisie, est encore significativement meilleur que celui du prolétariat des PED. Et comme cette meilleure situation apparaît liée à la qualité et à la puissance du capitalisme national, cela pousse certaines fractions de la classe ouvrière à soutenir « son » capitalisme (privé ou étatisé), à demander que « son » Etat soit plus fort et plus protecteur, bref à développer des comportements chauvins, voire xénophobes ou, même, dans certaines situations historiques, fascistes, qui les associent à la domination impérialiste.

Ce n'est pas que les membres de ces fractions du prolétariat, pas même quand il s'agit des couches supérieures, soient des nantis, comme l'affirment avec le plus grand cynisme nombre d'idéologues médiatisés. Ce n'est pas que les antagonismes de classe ne soient pas violents et fortement ressentis. Comment pourrait-il en être autrement dans des pays où les écarts entre riches et pauvres ne cessent de s'accroître ? « Aux USA le 1% le plus fortuné détient 38% du patrimoine net, alors que les 40% les moins fortunés en ont 0% »<sup>5</sup> En France aujourd'hui, 50% des ménages ont un patrimoine cumulé représentant environ 5% du patrimoine total (0% pour le tiers inférieur), tandis que les 5% les plus fortunés en possèdent quelque 40% (21% pour le 1% supérieur). Et il serait facile de multiplier les exemples sur l'accroissement de ces antagonismes. D'un côté, l'augmentation dans le prolétariat de la masse des emplois précaires, des « sans », logement, papiers, travail, etc. De l'autre, toujours plus de luxe : « la croissance moderne crée d'énormes inégalités. La concentration de la richesse s'accroît et cela donne (aux groupes de luxe) le potentiel pour une croissance plus rapide que par le passé » reconnaît Serge Weinberg,

---

5 H. Houben, in *Contradictions* n°97, Bruxelles, 2002, p.26.

président du groupe de luxe Pinault-Printemps-Redoute<sup>6</sup>. Bref, ce qui est en question n'est pas l'existence objective du prolétariat, de la « classe en soi » comme disait Marx, et de ses antagonismes réels et croissants avec la bourgeoisie. Mais c'est le type de critiques et de luttes vis à vis du capital (la conscience de classe, constitutive de la « classe pour soi ») qu'il développe dans les pays impérialistes. C'est cette tendance, qui y existe fortement, de lui reprocher, à travers la critique du délitement de l'Etat, de l'affaiblissement de son rôle protecteur, garant de l'existence de l'individu privé, de ne pas imposer suffisamment la puissance nationale sur la scène internationale, et la préférence nationale sur la scène intérieure (du « fabriquons français » du PCF au slogan identique de Le Pen préférant son frère à son cousin).

On sait que Lénine avait déjà judicieusement analysé ce type de comportement, ce pourrissement idéologique d'une partie du prolétariat des métropoles, en le reliant à l'analyse de l'impérialisme. Constatant, notamment l'indifférence, voire le soutien, trop souvent manifesté vis à vis de la colonisation, et, bien sûr, le chauvinisme débordant de 1914, il en observait les bases matérielles dans les « miettes » du produit de l'accaparement impérialiste que la bourgeoisie concédait au prolétariat pour acheter la paix sociale, et corrompre ses chefs. Et il concluait sans ménagement : « *les ouvriers de la nation oppressive sont jusqu'à un certain point les complices de leur bourgeoisie dans la spoliation par celle-ci des ouvriers (et de la masse de la population) de la nation opprimée.* »<sup>7</sup> Il voyait bien les canaux de pénétration de l'idéologie étatiste et chauvine dans la masse prolétarienne par le biais des couches qu'il qualifiait d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière. Soit, pour « l'aristocratie », certaines catégories d'ouvriers qui, situés dans des monopoles d'importance stratégique pour le fonctionnement de l'ensemble du capital (tels que la SNCF ou l'EDF en France après la deuxième guerre mondiale), ou ayant accédé à des emplois hiérarchiques ou de métiers qualifiés, peuvent obtenir de petits avantages particuliers, situation qui les pousse à des comportements corporatistes, et, souvent, à s'assimiler à la petite bourgeoisie fonctionnarisée, à adopter son idéologie avec le même enthousiasme que le bourgeois de Molière se voulait gentilhomme. Soit, pour la bureaucratie, des groupes d'ouvriers qui se spécialisent dans la

6 *Le Monde*, 13.12.02, qui ajoute que « le spécialiste des yachts de luxe de plus de 20 mètres, *Rodriguez Group* » a vu ses ventes et bénéfices croître de 46% en 2002, et s'attend à une nouvelle hausse de 30% en 2003.

7 *O.C.*, éd. Moscou, t.23, p.59.

négociation avec la bourgeoisie, tant au niveau patronal qu'étatique, et deviennent des professionnels de l'organisation de la paix sociale. Ils sont d'ailleurs facilement neutralisés ou achetés par l'accession à d'innombrables postes gestionnaires, souvent véritables planques tout confort, et même parfois lucratives, dans toutes sortes d'organismes paritaires et institutions de l'appareil d'Etat, auquel, finalement, ils appartiennent de plein droit. Leur rôle y est d'obliger la bourgeoisie, dans les deux sens du terme : l'obliger (contraindre) à leur donner du « grain à moudre » pour pouvoir justifier de leur utilité auprès des ouvriers et maintenir une influence sur eux sans laquelle ils perdraient leur intérêt pour la bourgeoisie, donc leurs places et avantages qui vont avec ; et l'obliger (rendre service) en organisant l'adhésion, ou au moins l'acceptation résignée, du prolétariat au système, par la propagande réformiste et l'encadrement des luttes dans les limites légales.

Cette gangrène ne s'est pas atténuée depuis Lénine. Elle s'est manifestée tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle par l'adhésion, ou l'indifférence, d'une partie importante du prolétariat des pays impérialistes au colonialisme et au fascisme, aux innombrables massacres perpétrés par les militaires impériaux de par le monde, aux épurations ethniques en Afrique ou en Palestine, par des comportements xénophobes et racistes, par les revendications qui sont en permanence adressées à l'Etat de bien vouloir accroître le protectionnisme, empêcher la concurrence des travailleurs immigrés, nationaliser le capital et étatiser la société, et, suprême illusion, de mettre l'économie capitaliste au service des hommes en abolissant la règne de l'argent-roi !

A partir du moment où le prolétariat des pays dominants semble profiter de quelques miettes de l'appropriation impérialiste tout en se montrant relativement indifférent à leurs terribles origines, cela crée une division avec les prolétaires des pays dominés. Ceux-ci sont dans une situation spécifique d'exploitation qui leur apparaît nécessairement d'abord comme le résultat du pillage impérialiste de leur pays par d'autres pays plus que comme un conflit de classes. C'est chez eux que sévissent la misère la plus noire, les famines, les épidémies et les pandémies. Chez eux que sévissent les dictatures militaires et compradores soutenues par les puissances démocratiques, les coups d'Etat et les guerres civiles qu'elles financent, les embargos meurtriers, les bombardements et les expéditions militaires, pour que les pays riches puissent se gaver de pétrole et de matières premières bon marché, qu'ils gaspillent sans compter en même temps qu'ils polluent toute la planète. Chez eux que l'espérance

de vie est de 30 années inférieure, que sont les 40% de la population mondiale sans eau courante, les 50% sans électricité, que 211 millions d'enfants de 11 à 14 ans travaillent dans des conditions sordides, tandis que 2 millions y ont été massacrés et 6 millions mutilés, rien que dans les dix années 1990-2000, par des armes venues d'ailleurs, maniées par des cliques stipendiées.

Il est donc inévitable que ce soit la domination financière et militaire, le pillage, l'arrogance, le cynisme, des pays impérialistes qui apparaissent aux peuples des pays dominés comme la cause première de leurs malheurs. Ce qu'ils reprochent le plus à leur propre bourgeoisie est moins d'être capitaliste, que faible face à cette domination, pas assez nationaliste, pas capable de développer une économie nationale, des emplois nationaux. Il est évident que ce nationalisme, quel que soit son aveuglement sur la nature de la bourgeoisie et l'impasse du nationalisme, ne peut pas être mis sur le même plan que celui des peuples dominants. Dans un cas il s'agit de s'opposer à un ennemi réel, même si on s'illusionne sur la façon de s'en débarrasser. Dans l'autre de collaborer avec les organisateurs principaux du pillage planétaire, ou d'accepter sans mot dire d'en profiter plus ou moins. Il ne suffit pas de dénoncer l'irréalisme des solutions nationalistes, d'avertir doctement les prolétaires des pays dominés que toute bourgeoisie qui brandit le drapeau nationaliste ne cherche qu'à les utiliser pour s'approprier une part plus grande de la richesse sociale, ne pourra nécessairement que les exploiter, et s'insérer, de toute façon, à un rang subalterne, dans le système capitaliste mondialisé, pour œuvrer à l'unité mondiale des prolétaires.

Ces illusions nationalistes ne peuvent être combattues, cette unité réalisée, que sur la base de la reconnaissance de cette distinction pays oppresseurs/pays opprimés. L'unité internationaliste des prolétaires ne peut être réalisée que si ceux des Centres dominants se détachent explicitement, de « leur » impérialisme et le combattent par tous les moyens. Que s'ils cessent de réclamer à « leur » Etat plus de protectionnisme, plus de subventions aux entreprises nationales, plus de préférence nationale, sans se soucier en même temps de ce que toutes ces mesures peuvent avoir de conséquences dramatiques pour les peuples dominés (et sachant aussi que développer cette idéologie sociale-étatiste dans la crise mène, poussée à bout, à celle du social-nationalisme). Que si, donc, ils mettent au premier plan de leur activité, au même titre que la résistance et la lutte contre le capital qui les exploite, le combat pratique contre ses interventions militaires, ses embargos, ses ventes d'armes. Que si ils réclament

l'annulation des dettes du Tiers-monde, y approuvent toutes les mesures permettant d'y récupérer les richesses nationales (telles que les nationalisations sans indemnité). Que si ils abattent les murs idéologiques, chauvins, racistes, policiers, mais aussi de vrai béton et barbelés, comme ceux de la frontière USA-Mexique, ou ceux qui divisent la Palestine enbantoustans, qui, à eux seuls, ont causé bien plus de morts innocents qu'il n'y en eut le 11 septembre 2002 à New York. Bref que s'ils refusent que d'autres prolétaires, dans les pays dominés, souffrent et meurent pour fournir les miettes que « leur » capital peut leur concéder pour obtenir une paix sociale dans ses Centres directeurs de l'exploitation mondiale, qui ne serait alors qu'un consensus pour qu'ils fonctionnent comme tels.

Que ces mesures, si elles étaient effectives, seraient profitables aux bourgeoisies de ces pays plus qu'aux peuples, ou qu'elles soient dénoncées par les apologistes de l'impérialisme comme un soutien à ceux qu'ils désignent comme des « forces du mal », ne doit pas détourner de ces tâches. Elles sont certes limitées dans leurs effets, purement négatives en ce sens qu'elles sont seulement contre : « contre l'impérialisme », et non pas pour : « pour l'abolition immédiate des rapports capitalistes ». Mais elles sont nécessaires pour construire la force pouvant y parvenir, pour passer de la proclamation de l'unité d'intérêt et de lutte de tous les prolétaires contre leur bourgeoisie à sa réalisation pratique. Prenons un exemple évident : en reconnaissant qu'il est inique et impossible de mettre sur le même plan les deux nationalismes sionistes et palestiniens, envahisseurs et envahis, épurateurs ethniques et épurés, pilleurs et pillés, on ne prend pas parti pour Arafat et son Autorité palestinienne bureaucratique et corrompue, comme le disent les partisans du « ni-ni ». Au contraire on peut alors montrer plus concrètement leur tendance aux concessions de type pétainiste. D'une façon générale, plus la lutte anti-impérialiste est intense dans les pays dominés, plus se disqualifie, et non se renforce, la bourgeoisie dite nationale aux yeux des prolétaires. Car elle s'y montre d'autant plus timorée et hésitante qu'elle se méfie des « débordements », refuse (comme S. Allende au Chili) l'organisation et l'armement du peuple. Elle montre finalement qu'elle le craint plus qu'elle ne craint l'impérialisme, à qui elle demande seulement une meilleure part dans la répartition du butin, une meilleure place dans le système capitaliste mondialisé.

A contrario, les peuples dominés peuvent croire plus facilement à l'intérêt d'un combat commun avec leur bourgeoisie contre l'impérialisme tant qu'ils n'ont pas fait suffisamment l'expérience de cette inévita-

ble réalité que pour elle l'antagonisme de classe est très supérieur à toute considération nationale anti-impérialiste. Et ils la feront d'autant mieux et vite que le pays sera moins soumis à la domination étrangère, que cette bourgeoisie apparaîtra comme la principale et active responsable de la misère du peuple.

Et, toujours d'une façon générale, de l'autre côté, celui des pays dominants : plus les prolétaires se détachent concrètement de « leur » impérialisme, plus ils affaiblissent « leur » capital, « leur » bourgeoisie, et plus ils créent en même temps les conditions d'une unité internationaliste. Ainsi, des deux côtés, mais pas de la même façon, la lutte anti-impérialiste favorise la construction de l'indépendance idéologique et pratique du prolétariat, sa construction en « classe pour soi » mondiale, du moins si elle est accompagnée de l'activité politique d'explication et d'organisation ad hoc.

Ouvrons ici une rapide parenthèse pour observer qu'il va de soi qu'il faut toujours juger des luttes anti-impérialistes cas par cas, concrètement. Il s'agit de soutenir ce qui favorise l'union des prolétaires contre le capital. Non ce qui l'éparpille et la ferait régresser par rapport à un stade historique d'unification déjà atteint. Régression qui est le cas, par exemple, de toutes les luttes régionalistes en Europe, comme au pays Basque ou en Corse, qui ne font que tenter de restaurer, sous des prétextes linguistiques et culturels étriqués, mesquins, des divisions communautaristes, dépassées depuis longtemps sans strictement rien faire avancer, au contraire, concernant la lutte pour l'abolition des rapports capitalistes d'appropriation. Ces luttes ne sont dans ces cas, comme le chantait Brassens, que celles « *des imbéciles heureux qui sont nés quelque part* », et qui veulent y rester, « s'enraciner » au terroir, aux anciennes coutumes, plutôt que de s'en libérer pour voler vers le plus grand universel possible. Fermons la parenthèse.

Marx et Engels n'ont pas, nous l'avons dit, développé une analyse fouillée du colonialisme dans leurs études sur le capital. Il est donc normal qu'ils n'en aient pas tiré non plus de conclusions sur ses conséquences quant à la lutte des classes. Néanmoins ils avaient déjà pu observer en leur temps les effets délétères du colonialisme sur le prolétariat anglais. « *Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus : la nation la plus bourgeoise entre toutes semble vouloir posséder à côté de la bourgeoisie une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois* »<sup>8</sup>. « *Combien faudra-t-il de temps aux ouvriers anglais pour se débarrasser des théo-*

8 K. Marx, *lettre à Engels* du 7 octobre 1858.

ries bourgeoises qui semblent les avoir contaminés ? Il faut attendre... »<sup>9</sup>. Et, finalement, Marx reconnaît à la fin de sa vie : « Longtemps j'ai cru qu'il était possible de renverser le régime actuel de l'Irlande grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu ce point de vue dans le *New York Tribune*. Or, une analyse plus approfondie m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise ne fera jamais rien tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut placer le levier. Voilà pourquoi la question irlandaise est si importante pour le mouvement social en général. »<sup>10</sup> C'est ce « détour irlandais » de la lutte révolutionnaire, ce détour par des luttes nationales anti-impérialistes des peuples opprimés, qui a caractérisé le mouvement révolutionnaire du 20<sup>ème</sup> siècle.

Marx aurait pu voir au delà de l'Europe, et dire, mieux, que c'était aussi dans d'autres colonies plus importantes, l'Inde par exemple, « qu'il fallait placer le levier ». Et aujourd'hui, c'est toujours là qu'il est situé, dans les pays dominés, pour les mêmes raisons d'embourgeoisement relatif d'une partie significative du prolétariat des pays impérialistes. Celui-ci ne se constituera en classe indépendante que s'il ne cherche pas à renforcer « son » Etat, « son » économie, bref « son » capital, en espérant pouvoir tirer le meilleur parti de sa puissance, mais en le combattant dans ce qui fait sa force principale : sa capacité à capter les richesses mondiales. C'est ce qu'il ne fait pas encore dans sa large majorité.

Que les crises financières et les catastrophes écologiques amènent des fractions de la petite bourgeoisie, qui en sont aussi touchées et éfrayées, à manifester en masse contre la mondialisation « libérale » lors des réunions au sommet, type G.8, des principaux Parrains, fort bien. Mais que les mêmes soient quasi absents quand il s'agit de dénoncer et combattre le sionisme et l'épuration ethnique subie par les palestiniens, ou le massacre des irakiens par la famine organisée et la guerre pour le pétrole, ou la balkanisation de la Yougoslavie, l'otanisation de l'Europe, les ravages du pillage de l'Afrique, cela montre qu'ils n'ont rien compris à l'essence de la mondialisation qu'ils prétendent combattre, ni aux forces qui la combattent réellement, autrement qu'en paroles, fussent-elles encore embourbées dans des préjugés nationalistes. Si, au lieu de dénoncer la mondialisation dans son caractère « libéral », ils s'attaquaient à ce qu'elle est, l'impérialisme, alors ils s'approcheraient plus d'en trouver la racine, le capital, pour pouvoir l'éradiquer. Et ils ne chercheraient pas à

9 F. Engels, *lettre à Marx* du 9 avril 1863.

10 K. Marx, *lettre à Engels*, 10 décembre 1869.

lui opposer comme remède ce qui en est au contraire un facteur actif, l'Etat.

Il est une certitude avérée dans le mouvement révolutionnaire, depuis le Marx de 1869 et du « détour irlandais » et constamment vérifiée concrètement depuis. Elle est que les premières batailles d'importance dans la guerre pour abolir le capitalisme, et avec lui la forme de mondialisation qui lui est inhérente, sont celles qui concernent la « zone des tempêtes », zone des Périphéries du capitalisme mondial. L'affirmation que les luttes nationales sont partout historiquement dépassées n'est vraie qu'au plan du développement économique. Penser que l'économie détermine tout, c'est en rester à la position dogmatique que Lénine caractérisait fort bien sous le qualificatif de « l'économisme impérialiste »<sup>11</sup>. Dogmatique en ce qu'elle déduit de façon déterministe, mécanique, la lutte politique du seul niveau historique de développement du mode de production. Or ce niveau ne fait que poser le prolétariat comme « classe en soi ». La lutte politique (et elle serait fort simple, massive, spontanée et immédiate, s'il y avait déterminisme économique) consiste à organiser le prolétariat en classe indépendante, à le détacher de la bourgeoisie, et de l'idéologie bourgeoise, nationaliste en particulier, à unifier le prolétariat mondial dans une lutte internationalement coordonnée et solidaire. L'instauration dans tous les ex pays colonisés et semi-colonisés de pouvoirs bourgeois formellement indépendants, et le développement, dans nombre de ces pays, d'un prolétariat urbain important, est seulement une nouvelle base historique favorable pour y parvenir.

Encore faut-il qu'il soit établi aux yeux des peuples des pays dominés, et alors même que les écarts ne cessent de s'aggraver entre les pays impérialistes et eux, que leur situation catastrophique n'est pas due à « l'étranger », à une domination sur eux d'autres peuples unis à leur bourgeoisie pour former des nations oppressives, mais à un système mondial auquel participe pleinement leur propre bourgeoisie (et qui ne le critique que pour y avoir une meilleur place), tandis que les prolétaires des pays dominants s'y opposent. Pour cela, il faut faire de la politique, c'est-à-dire partir des faits, reconnaître que ces écarts existent et pèsent sur la conscience et les comportements des prolétaires, poussant les uns à ne voir leur ennemi que dans l'impérialisme, et les autres à soutenir plus

11 Voir ses analyses à ce sujet dans les tomes 22 et 23 des *Œuvres Complètes* (éd. Moscou). Notamment : Préface à la brochure de Boukharine *l'économie mondiale et l'impérialisme*, A propos de la brochure de Junius (R. Luxembourg), Bilan d'une discussion sur le droit des nations, A propos de la tendance naissante de l'économisme impérialiste, une caricature du marxisme.

ou moins leur Etat, leur impérialisme, pour en obtenir plus de miettes. Ces comportements soudent, dans les deux cas, les prolétaires à la bourgeoisie. Mais dans l'un c'est parce qu'ils croient qu'elle combat vraiment l'impérialisme, et pour le bien du peuple ; dans l'autre, c'est parce qu'ils l'appuient ou le tolèrent. Pour combattre ces comportements, il faut tenir compte de ces situations et justifications différentes, car elles ont des bases matérielles concrètes. Il ne suffit donc pas de proclamer que le niveau de développement économique atteint établit partout l'antagonisme bourgeoisie/prolétariat, et de condamner en conséquence toute lutte anti-impérialiste en mettant sur le même plan le nationalisme du dominant et celui du dominé. Il faut sortir d'un tel économisme et faire de la politique, reconnaître que c'est aux prolétaires des pays dominants à devoir aller vers ceux des pays dominés en s'opposant, sans préalable ni condition, à « leur » impérialisme, à « leur » Etat, à toutes les associations internationales d'Etats impérialistes et à leur ordre mondial.

Une attitude fermement anti-impérialiste des premiers, un ferme rejet de tout chauvinisme ou xénophobie, est particulièrement décisif au moment où, la crise aggravant la concurrence pour la vente de la force de travail jusqu'à une lutte pour la survie, la bourgeoisie en difficulté en profite pour tenter d'exacerber les divisions au sein du prolétariat et à y opposer des fractions à d'autres sur la base de la nationalité. Dans les pays impérialistes comme la France, soit ses couches supérieures se replient sur le corporatisme et la seule défense de leurs avantages acquis, et seront vaincues, soit elles s'unissent à la masse des précaires et des « exclus », aussi bien des « banlieues » dans les métropoles, que des périphéries plus lointaines des pays du Tiers-monde.

## CONCLUSION

Au terme de cet ouvrage nous constatons que la mondialisation n'est pas un phénomène en soi, mais simplement une des conditions et une des conséquences du capitalisme (des rapports d'appropriation particuliers qui sont le capital), un caractère qui lui est inhérent et ne peut en être séparé, l'un ne pouvant être modifié ou aboli sans que l'autre le soit en même temps. C'est bien pourquoi seule la forme de la mondialisation change en même temps qu'évolue le rapport capitaliste d'appropriation, c'est-à-dire la façon dont est produite et appropriée la plus-value (d'abord absolue, puis relative). Cette évolution, faite à chaque instant des moyens de surmonter les difficultés toujours renouvelées de la valorisation du capital, est évidemment complexe, et fait intervenir de très nombreux facteurs. Ils ne sont pas tous économiques, mais la base générale en est bien néanmoins l'augmentation constante de la production et de la productivité comme moyens essentiels de poursuivre cette valorisation (mais induisant aussi, à terme et tendanciellement, la dévalorisation). Cette augmentation est elle même fondée non seulement sur le développement du machinisme, mais en même temps sur une accentuation constante d'une division du travail qui accroît méthodiquement le dépouillement des prolétaires de toute propriété, y compris des savoirs qu'elle concentre comme sciences et techniques dans le pôle du capital. C'est cette division particulière du travail, cette segmentation hiérarchisée du procès de valorisation, étendues à l'échelle mondiale sous l'égide des principaux oligopoles (moins d'un millier), qui constituent l'essence de la mondialisation « libérale », et non pas les mouvements anarchiques d'un capital financier pléthorique, hyperdémultiplié, qui l'accompagnent, bien qu'ils jouent un rôle de premier plan dans le déclenchement des crises.

C'est ainsi qu'il est possible de distinguer trois grandes phases et formes de la mondialisation dans l'histoire du capitalisme : marchande, coloniale, « libérale ». Elles correspondent, en gros, au capitalisme des marchands (symbole : Venise) et des premières manufactures sous leur égide, au capitalisme industriel et protectionniste (tendance au monopole national), au capitalisme oligopolistique et financier (hypertrophie du crédit sous toutes ses formes), sans frontière dans l'organisation du procès de production, mais toujours polarisé dans des Centres nationaux quant à l'appropriation. Dans toutes ces phases, la force militaire a été le facteur économique essentiel. Mais si on fait abstraction de ce caractère commun,

et en schématisant, on peut spécifier la première comme celle de l'accumulation d'argent (condition préalable de l'appropriation des moyens du travail) par les marchands grâce au commerce extérieur. Dans la deuxième, les colonies apparaissent comme condition de l'industrialisation des métropoles grâce aux nouvelles matières premières qu'elles fournissent à bas prix (première grande division du travail à l'échelle mondiale), permettant de nouvelles productions, avec de nouvelles technologies, à des coûts plus bas, mais encore concentrées dans les pays impérialistes, où le prolétariat se développe massivement et où est produit l'essentiel de la plus-value (de plus en plus sous sa forme « relative »). Enfin, la troisième phase voit l'aboutissement de la concentration de l'accumulation dans ces métropoles impérialistes, où elle apparaît sous les deux formes essentielles de la propriété (du rapport social) capitaliste : la propriété formelle, juridique, par l'argent (capital financier), et la propriété réelle par la puissance intellectuelle, scientifique en particulier. Propriété capitaliste protégée par ses deux moyens essentiels : la force armée et la dictature idéologique et politique de l'Internationale des classes bourgeoises associées. Dans cette troisième phase, la plus-value est de plus en plus produite au Sud, tandis que le Nord vit de son accaparement, conçu comme la rémunération du capital financier et scientifique qu'il détient, et aussi du tribut pur et simple que sa domination lui permet d'extorquer (la rente pétrolière en est un exemple évident parmi bien d'autres).

Les « altermondialistes » type ATTAC isolent en général certains aspects de la forme moderne (« libérale ») de la mondialisation, notamment les mouvements anarchiques des capitaux financiers placés à court terme, de l'ensemble du phénomène dont ils participent, qui est ce capitalisme oligopolistique, ce moment où le capital a atteint, dans son mouvement historique, un tel niveau de concentration qu'il ne peut se valoriser (diviser le travail, vendre) qu'à l'échelle planétaire. Ils prétendent pouvoir isoler une partie d'un tout indissociable, et éliminer ainsi certains effets néfastes du capitalisme, qui les frappent aussi en tant que couches moyennes, sans toucher à leur cause. Leur opposition à la mondialisation « libérale » n'est que la peur et le refus des explosions révolutionnaires, le vain espoir de pouvoir vivre dans un capitalisme amélioré par l'Etat, dont l'exemple est pour eux celui de l'Etat Providence des 30 glorieuses, époque qui reste, dans leur imaginaire, celle de l'ouvrier heureux des congés payés et de la sécu, et du petit bourgeois plein d'espoir d'ascension sociale perpétuelle et d'emploi fonctionnarisé et protégé à vie.

La mondialisation « libérale » n'est pas une simple excoissance monstrueuse d'un capital financier anarchique, ni la domination de quelques oligopoles cosmopolites, qui auraient échappé au contrôle de l'Etat. Elle est l'évolution même du mode de production, dans tous les caractères qui le déterminent et qui sont indissociables. Pas plus que l'appropriation d'un côté n'est dissociable de la désappropriation de l'autre, la bourgeoisie du prolétariat, l'existence de pays dominés et pauvres n'est dissociable de celle de pays dominants et riches. Ce ne sont que des paires de pôles qui n'existent qu'ensemble, et ne peuvent disparaître qu'ensemble, qui manifestent le même rapport capitaliste fondamental d'appropriation et d'accumulation. Il ne s'agit pas d'écarts qui pourraient être comblés par une redistribution plus équitable des richesses, il ne s'agit pas de retard qui pourrait être rattrapé au moyen d'aides et d'ONGs. Il s'agit de la nature même, de l'existence même, du capital, et du système social capitaliste. Ils ne peuvent exister que dans ces bipolarités. Ils ne peuvent se reproduire qu'en en accroissant les écarts.

La mondialisation « libérale » n'est pas non plus la disparition des Etats nationaux, et encore moins des fonctions étatiques en général. Au contraire ils s'adaptent et renforcent leur rôle fondamental d'assurer la reproduction de tout le système capitaliste (rôle économique, social, idéologique, policier, etc.). C'est-à-dire qu'ils accroissent leurs moyens et leurs interventions pour réunir toutes les conditions de la valorisation du capital (y compris dans son segment financier, dont ils sont les principaux pourvoyeurs). Ils s'associent pour cela dans une chaîne mondiale hiérarchisée, sous l'égide des USA et de quelques puissances impérialistes dominantes. Lesquelles rivalisent aussi, sous la direction de leurs Etats, et selon leurs rapports de force, pour capter la plus grande part de l'appropriation de la richesse sociale mondiale dans chacun de leur Centre national respectif.

D'une façon générale le système politique bourgeois accélère fortement, dans sa phase actuelle, le développement de la tendance au totalitarisme qui lui est inhérente. Au fur et à mesure que s'accroissent les difficultés de la valorisation du capital, les Etats se font plus interventionnistes et plus répressifs. Au fur et à mesure et en réponse à ces difficultés, s'accroît la concentration du capital en un pôle anonyme et bureaucratique monstrueux, un collectif fragmenté des multiples agents du capital, aux fonctions si étroitement spécialisées que, de ce côté là aussi, l'individu n'est qu'un rouage de ce collectif, tandis, qu'en face, de l'autre côté, la masse des individus sont totalement dépossédés de toute puissance per-

sonnelle. Parallèlement, dans le même mouvement, l'Etat se substitue à eux, augmente sa propre puissance, s'éloigne, s'écarte, de plus en plus de cette masse qu'il écrase. Les derniers oripeaux de la démocratie sont allègrement abandonnés, les derniers masques du droit égal tombent. D'un côté, la politique dite sécuritaire, la chasse aux pauvres, l'enfermement des vagabonds et laissés pour compte, le lavage systématique des cerveaux par les médias entièrement contrôlés par la bourgeoisie, de l'autre, l'impunité pour les politiciens qui s'empiffrent, les financiers qui truquent les comptes, les paradis fiscaux, les mafias des trafiquants et pollueurs en tous genres. Mais cette extrême violence totalitaire, partout déployée par les Etats, s'abat avec une force et une sauvagerie particulière et décuplée sur les peuples de la Périphérie. Là, ce sont les moyens sauvages de l'arbitraire le plus cynique qui sont utilisés ouvertement : les puissants désignent à leur gré les « voyous », comme ils financent et arment sans mégoter les dictatures compradores et les génocidaires. Là, ils bombardent et massacrent allègrement tout de suite, en masse, à la moindre opposition aux diktats impérialistes, et même « préventivement » (bombardez, affamez, il y a sûrement de la graine de « terroriste » dans le tas). Tandis qu'une flopée de petits Goebbels se chargent d'habiller ces expéditions criminelles de « devoir d'ingérence », de guerres propres et humanistes contre le Mal.

La conséquence la plus marquante, du moins en ce qui concerne la situation mondiale, de cette évolution du procès de valorisation, est qu'elle induit un accroissement des écarts, non seulement entre classes, mais aussi entre pays du Centre et de la Périphérie. D'où une complexité de contradictions concrètes, la lutte anti-impérialiste dans les pays dominés pouvant y prendre le pas et masquer momentanément la lutte de classe. La lutte contre la mondialisation « libérale » n'est qu'un leurre si elle n'est pas une lutte anti-impérialiste radicale. La construction de l'unité mondiale du prolétariat, nécessaire pour mener cette lutte jusqu'au bout, jusqu'à l'abolition des rapports capitalistes, est impossible si elle n'est pas soutenue activement par les prolétaires des pays du Centre, si ils ne refusent pas de s'enfoncer dans les marécages funestes du chauvinisme, de la xénophobie, de l'étatisme nationaliste de la collaboration de classe, dans lesquels ils ont déjà trop souvent sombré dans l'histoire des pays impérialistes.

C'est qu'il est un aspect essentiel de cette division du monde, que Lénine avait bien observé, et qui se développe avec elle, à savoir la putréfaction des métropoles dominantes. Toutes les fonctions complexes de

quartiers généraux du capital mondial qui y sont concentrées y induisent un gonflement démesuré des couches bourgeoises et petites bourgeoises qui vivent littéralement de la domination impérialiste (qu'elles l'ignorent ou non, peu importe). Ce monde là est un monde, pour une large part, pétrifié et putréfié. La corruption, le mensonge, le factice, le spectacle, l'inutilité, le gaspillage, et, bien sûr aussi, la dégradation des esprits, la bêtise et la violence qui accompagnent tout cela, y règnent sans partage, si ce n'est quelques îlots de résistance ici ou là. Cela s'étale tous les jours sous nos yeux, dans la rue comme à la télévision. Il n'y a pas que les milliards qu'empochent ceux « d'en haut » (en haut de ce point de vue seulement, mais en bas pour tout le reste), légalement aussi bien qu'illégalement, mais de toute façon sans vergogne et impunément. Cela, et ceux-là, seuls seraient facile à combattre. Il y a que cette putréfaction s'étale, s'étend à toutes les couches d'une société déterminée par sa situation d'être un Centre d'appropriation, financière et intellectuelle, du système capitaliste mondial, et au moment où ce système n'a, aux yeux mêmes de ses profiteurs et laudateurs principaux, plus d'avenir, plus d'autre but, que l'accaparement personnel de l'argent. Elle s'étend même jusqu'à certaines fractions supérieures d'un prolétariat par ailleurs numériquement affaibli en même temps que structurellement fragmenté par la disparition des grandes concentrations industrielles, délocalisées dans le Tiers-monde.

C'est pourquoi c'est, encore aujourd'hui, dans la « zone des tempêtes » des pays de la Périphérie que se déroulent les luttes les plus importantes. Même si elles sont vouées à l'échec quand elles restent derrière des étendards sectaires et barbares, comme les intégrismes religieux, même si le nationalisme, qui est effectivement une composante de tout anti-impérialisme, n'est évidemment pas l'avenir des prolétaires, elles sont néanmoins les seules qui, actuellement, portent de vrais coups au capitalisme, à la dite « mondialisation ».

C'est pourquoi aussi il est raisonnable de fonder les plus grands espoirs sur la crise profonde et durable qui frappe le capitalisme mondial. Car bien que les métropoles aient jusqu'ici pu en faire porter l'essentiel du poids sur les pays de la Périphérie, on voit que l'étau se resserre. Des pays proches du Centre, tels l'Argentine, la Turquie, et d'autres, sont sérieusement touchés. Au Centre même, le Japon et la Russie sont atteints, tandis que le chômage, le sous-emploi, et l'effritement de l'Etat Providence en général, commencent à faire des ravages en Europe. De sorte que dans les pays impérialistes mêmes se reforme et se renforce une

« classe dangereuse ». Certes elle en est encore au stade infantile d'une révolte désordonnée, sans but, sans unité, sans organisation. Elle est seulement enragée, et doit encore se donner une conscience et une organisation révolutionnaire pour mener une lutte efficace, jusqu'au bout. Mais elle y sera obligée, car, « qu'il le veuille ou non », le prolétariat sera acculé à cette nécessité par le capital lui même.

Il n'y a pas plus de « stade suprême » du capitalisme aujourd'hui qu'hier, chaque crise pouvant, à travers des catastrophes, lui permettre de rétablir le procès de valorisation. Mais il y a ce qu'il produit, à travers la brutalité destructrice, la sauvagerie croissante de ces catastrophes : ses fossoyeurs, qui sont ceux qui n'ont plus rien à perdre, qui n'ont pas de miettes à défendre. Ils sont en nombre toujours plus grand, aujourd'hui une multitude mondiale avec laquelle la majorité des prolétaires des pays développés formera une force anti-capitaliste unifiée, s'ils savent contribuer à cette union par un anti-impérialisme actif et radical, loin d'un antimondialisme (ou altermondialisme) flou, mou, dangereusement étatiste, parce que respectueux des rapports capitalistes d'appropriation qui fondent la situation mondiale actuelle qu'ils prétendent transformer.

T. THOMAS  
20/12/2002.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	3
Chapitre 1 - LA MONDIALISATION DES DEBUTS DU CAPITALISME.....	7
1. Du capital marchand au capitalisme industriel, ou des comptoirs aux colonies.....	7
2. L'échange inégal dans le colonialisme .....	17
Chapitre 2 - L'APOGEE DU COLONIALISME ET SES LIMITES .....	27
Chapitre 3 - LA MONDIALISATION « LIBERALE ».....	53
1. Le dépassement du système colonial. ....	53
2. La mondialisation « libérale » .....	59
2.1. La mondialisation de la production de plus-value.....	60
2.2. Les flux financiers dans la mondialisation « libérale » .....	76
2.3. De quelques effets de la mondialisation « libérale » .....	84
Chapitre 4 - MONDIALISATION ET ETATS.....	99
Chapitre 5 - MONDIALISATION, PEUPLES, ET PROLETAIRES.....	119
CONCLUSION.....	133
LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES .....	140

*Tom Thomas*

## LES MONDIALISATIONS

Tom Thomas reprend, mais surtout développe et argumente, l'analyse de Marx selon laquelle la mondialisation n'est pas un phénomène séparé du capital mais une de ses caractéristiques inhérentes, participant de son essence même. La mondialisation n'est donc pas une nouveauté. Mais elle a revêtu des formes différentes en fonction des phases de développement du capitalisme : une forme marchande, une forme impérialiste coloniale et, aujourd'hui, une forme « libérale ».

La mondialisation « libérale » n'est pas « une simple excroissance monstrueuse d'un capital financier anarchique, ni la domination de quelques oligopoles cosmopolites, qui auraient échappé au contrôle de l'Etat. Elle est l'évolution même du mode de production, dans tous les caractères qui le déterminent et qui sont indissociables. Pas plus que l'appropriation d'un côté n'est dissociable de la désappropriation de l'autre, la bourgeoisie du prolétariat, l'existence de pays dominés et pauvres n'est dissociable de celle de pays dominants et riches. (...) Il ne s'agit pas d'écarts qui pourraient être comblés par une redistribution plus équitable des richesses, il ne s'agit pas de retard qui pourrait être rattrapé au moyen d'aides et d'ONGs. Il s'agit de la nature même, de l'existence même, du capital, et du système social capitaliste. (...) »

La mondialisation « libérale » n'est pas non plus la disparition des Etats nationaux, et encore moins des fonctions étatiques en général. Au contraire, ils s'adaptent et renforcent leur rôle fondamental en matière de reproduction du système capitaliste. Ils s'associent pour cela dans une chaîne mondiale hiérarchisée, sous l'égide des USA et de quelques puissances impérialistes dominantes. Lesquelles rivalisent aussi, sous la direction de leurs Etats, et selon leurs rapports de force, pour capter la plus grande part de l'appropriation de la richesse sociale mondiale dans chacun de leur Centre national respectif.

De sorte que brandir l'étendard de l'anti-mondialisation ou de l'altermondialisation n'est en fait qu'agiter un leurre, par peur ou par incapacité à désigner la réalité ainsi masquée : le capitalisme et ses rapports d'appropriation et d'exploitation. Il n'y a donc pas et ne peut y avoir de lutte anti-mondialisation sérieuse qui ne soit en même temps une lutte anti-capitaliste.

Contradictions  
Bruxelles

ISBN 2 – 87090-045-7  
ISSN-0770-8521  
D 2003-2184-2

L'Harmattan  
Paris

2003, 140 p., 10 €